David HUME
(1752, 1758)

7 essais économiques

Traduction originale de M. Philippe Folliot,
Professeur de philosophie au Lycée Ango, Dieppe, Normandie.
26 août 2007.

Un document produit en version numérique par Philippe Folliot, bénévole,
Professeur de philosophie au Lycée Ango à Dieppe en Normandie
Courriel: philippefolio@wanadoo.fr
Site web: <http://perso.wanadoo.fr/philotra/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Un document produit en version numérique par M. Philippe Folliot, bénévole,
Professeur de philosophie au Lycée Ango à Dieppe en Normandie
Courriel: philippefolio@wanadoo.fr
Site web: <http://perso.wanadoo.fr/philotra/>

David HUME

7 ESSAIS ÉCONOMIQUES

traduit de l'anglais par Philippe Folliot, à partir de

**“-OF COMMERCE”, “OF MONEY”, “OF INTEREST”, “OF THE
BALANCE OF TRADE”, “OF THE JEALOUSY OF TRADE”, “OF
TAXES”, “OF PUBLIC CREDIT”.** In *Essays & Treatises on several subjects*.
In two volumes Containing Essays, moral, political, and literary. A new edition.
LONDON. Printed for A. Millar, in the Strand; and A. Kincaid and A. Donaldson,
at Edinburgh. MDCCLXIV, 1764.

[Autorisation formelle accordée par mon ami Philippe Folliot, philosophe et
traducteur, de diffuser cette traduction, le 26 août 2007.]

Courriel : philippefolliot@yahoo.fr
Site : http://perso.orange.fr/philotra/som_essaishume.htm

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.
Pour les citations : Times New Roman 12 points.
Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word
2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 26 août 2007 à Chicoutimi, Ville
de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

—“[Essai sur le commerce](#)”. Suivi du texte anglais : “[Of Commerce](#)” (1ère édition: 1752)

—“[Essai sur l’argent](#)”. Suivi du texte anglais : “[Of Money](#)” (1ère édition: 1752).

—“[Essai sur l’intérêt](#)”. Suivi du texte anglais : “[Of Interest](#)” (1ère édition: 1752).

—“[Essai sur la balance du commerce](#)”. Suivi du texte anglais : “[Of the Balance of Trade](#)” (1ère édition: 1752).

—“[Essai sur la jalousie du commerce](#)”. Suivi du texte anglais : “[Of the Jealousy of Trade](#)” (1ère édition: 1758).

—“[Essai sur les taxes](#)”. Suivi du texte anglais : “[Of Taxes](#)” (1ère édition: 1752).

—“[Essai sur le crédit public](#)”. Suivi du texte anglais : “[Of Public Interest](#)” (1ère édition: 1752).

David Hume, “Essai sur le commerce”.

*Traduction de Philippe Folliot, 26 août 2007,
de “Of Commerce”
(1752)*

[Retour à la table des matières](#)

La plus grande partie du genre humain peut être divisée en deux classes, celle des penseurs *superficiels* (*shallow thinkers*) qui n’atteignent pas la vérité et celle des penseurs *abstrus* ¹ (*abstruse thinkers*) qui vont au-delà ². Les penseurs de la seconde classe sont de loin les plus rares et je puis ajouter qu’ils sont de loin les plus utiles et les plus précieux (*valuable*). Ils suggèrent tout au moins des pistes, soulèvent des problèmes qu’ils n’ont peut-être pas le talent de traiter mais qui, maniés par des hommes qui ont une façon plus juste de penser, peuvent produire de subtiles découvertes. Au pire, ce qu’ils disent n’est pas commun et, s’il en coûte quelque peine pour comprendre le propos, nous avons cependant le plaisir d’entendre quelque chose de nouveau. Un auteur est de peu de valeur s’il ne nous parle que de choses que nous pouvons apprendre par toute conversation de café.

---

¹ Cette distinction entre philosophie facile et philosophie abstruse est présente dès la première section de l’*Enquête sur l’entendement humain*. (NdT)

² Comment peut-on aller au-delà ? Tout simplement en négligeant la pierre de touche que représente l’expérience et en tombant dans une métaphysique illégitime. C’est le risque de la pensée abstruse. (NdT)

Tous ceux qui ont une pensée *superficielle* ont tendance à dénigrer ceux qui ont un entendement *solide* en disant que ce sont des penseurs *abstrus*, des métaphysiciens et des gens qui raffinent tout, et ils n'admettront jamais comme juste quelque chose qui dépasse leurs faibles conceptions personnelles. Il est certains cas, je le reconnais, où un raffinement excessif offre une forte présomption de fausseté et où il ne faut se fier qu'aux raisonnements naturels et faciles. Quand un homme délibère sur sa conduite dans une affaire *particulière* et qu'il forme des plans en politique, en commerce, en économie ou pour quelque affaire courante, il ne doit jamais rendre ses arguments trop subtils ni relier des consécutives dans une trop longue chaîne [de raisonnement]. Il est certain que quelque chose arrivera qui troublera son raisonnement et produira un événement différent de celui qu'il attendait. Mais, quand nous raisonnons sur des sujets *généraux*, nous pouvons à juste titre affirmer que nos spéculations ne peuvent jamais être trop subtiles, pourvu qu'elles soient justes, et que la différence entre un homme du commun et un homme de génie se voit principalement par la superficialité ou la profondeur des principes sur lesquels ils se fondent. Les raisonnements généraux semblent embrouillés simplement parce qu'ils sont généraux et il n'est pas facile à la plupart des hommes de distinguer, dans un grand nombre de détails, la circonstance particulière sur laquelle tout le monde s'accorde ou de l'extraire, pure et sans mélange, des autres circonstances superflues. Selon eux, toute conclusion ou tout jugement est particulier. Ils ne peuvent pas élargir leur vue jusqu'à ces propositions universelles qui comprennent sous elles un nombre infini de propositions particulières et renferment toute une science dans un simple théorème. Leur regard est déconcerté par une perspective aussi vaste, et les conséquences qui en dérivent, même si elles sont clairement exprimées, leur semblent embrouillées et obscures. Mais, quelque obscures qu'elles puissent être, il est certain que les principes généraux, s'ils sont justes et solides, doivent toujours prévaloir dans le cours général des choses, bien qu'ils puissent faillir dans des cas particuliers ; et c'est la principale tâche des philosophes de considérer le cours général des choses. Je puis ajouter que c'est aussi la principale tâche des hommes politiques, surtout dans

le gouvernement intérieur de l'Etat, où le bien public, qui est ou doit être leur objet, dépend du concours d'une multitude de causes et non, comme en politique étrangère, des accidents et du hasard, et du caprice de quelques personnes. C'est donc là la différence entre des délibérations *particulières* et des raisonnements *généraux* et c'est pourquoi la subtilité et le raffinement conviennent beaucoup plus aux seconds qu'aux premières.

J'ai jugé nécessaire cette introduction avant les discours qui vont suivre, sur le *commerce*, l'*argent*, l'*intérêt*, la *balance du commerce*, etc., où on trouvera peut-être certains principes inhabituels qui sembleront trop raffinés et trop subtils pour un sujet aussi vulgaire. S'ils sont faux, qu'on les rejette mais qu'on n'aille pas nourrir un préjugé contre eux simplement parce qu'ils sortent des sentiers battus.

Pour ce qui est du commerce (commerce), on admet communément que la grandeur d'un Etat et le bonheur de ses sujets sont inséparables, quelque indépendants qu'on puisse les supposer à certains égards. De même que les particuliers (*private men*) possèdent de façon beaucoup plus sûre leurs commerces et leurs richesses grâce au pouvoir de la République (*the public*), de même la République devient puissante à proportion de l'opulence des particuliers et de l'extension de leur commerce. Cette maxime est vraie en général, quoique je ne puisse m'empêcher de penser qu'elle peut admettre des exceptions et que nous l'établissons souvent avec trop peu de réserve et de restriction. Il peut exister certaines circonstances où le commerce, les richesses et le luxe des individus, au lieu de renforcer la République, ne servent qu'à affaiblir ses armées et diminuer son autorité auprès des nations voisines. L'homme est un être très changeant et il est susceptible de beaucoup d'opinions différentes, de beaucoup de principes différents, de beaucoup de règles différentes de conduite. Ce qui peut être vrai quand il adhère à une façon de penser se révélera faux quand il aura embrassé un ensemble de mœurs et d'opinions opposées.

Le gros des hommes, dans tout Etat, peut être divisé en *agriculteurs* (*husbandmen*) et en *manufacturiers* ³ (*manufacturers*). Les premiers s'emploient à la culture de la terre et les seconds transforment les matériaux fournis par les premiers en toutes les marchandises (*commodities*) nécessaires ou agréables à la vie humaine. Dès que les hommes quittent leur état sauvage où ils vivent surtout de la chasse et de la pêche, ils doivent tomber dans l'une de ces deux classes, quoique les arts de l'agriculture emploient dans les *premiers temps* la plus grande partie des hommes ⁴. Le temps et l'expérience améliorent tant ces arts que la terre peut facilement nourrir beaucoup plus d'hommes que ceux qui sont immédiatement employés à sa culture ou qui fournissent les biens manufacturés (*manufactures*) les plus nécessaires à ceux qui sont ainsi employés.

Si ces mains superflues s'appliquent à des arts plus délicats (*finer arts*) qui sont couramment appelés les arts du *luxe*, ils accroissent le bonheur de l'Etat puisqu'ils offrent à de nombreuses personnes l'occasion d'avoir des plaisirs qu'elles n'auraient pas connus sans cela. Mais ne peut-on pas proposer un autre plan ⁵ pour l'emploi de cette main-d'œuvre superflue ? Le souverain ne peut-il pas la réclamer pour accroître les possessions de l'Etat à l'étranger et étendre sa renommée jusqu'aux nations lointaines ? Il est certain que, moins les propriétaires et les exploitants agricoles ont de besoins et de désirs, moins ils emploient de main-d'œuvre (*hands*) et que, par conséquent, le surplus de produits de la terre, au lieu de nourrir des marchands et des manufacturiers, peut permettre l'entretien de flottes et d'armées à un niveau

³ La suite indique le sens de ce mot. (NdT)

⁴ Monsieur Melon, dans son Essai politique sur le commerce, affirme que, même à présent, si vous divisez la France en vingt parts, seize parts correspondent aux laboureurs et aux paysans, deux seulement aux artisans, une aux hommes de loi, à l'Eglise et à l'armée et une aux marchands, aux financiers et aux bourgeois. Ce calcul est certainement très erroné. En France, en Angleterre et certainement dans la plupart des pays d'Europe, la moitié des habitants vivent dans les villes et, même parmi ceux qui vivent à la campagne, il y a un grand nombre d'artisans, peut-être plus du tiers.

⁵ Formetin : « système ». (NdT)

beaucoup plus élevé que quand un grand nombre d'arts est requis pour pourvoir au luxe des particuliers. Il semble donc ici y avoir une sorte d'opposition entre la grandeur de l'Etat et le bonheur du sujet. Un Etat n'est jamais plus grand que quand toute sa main-d'œuvre superflue est employée au service du public. Le bien-être et le confort des personnes privées exigent que ces mains soient employées à leur service. L'un des partis ne peut être satisfait qu'aux dépens de l'autre. De même que l'ambition du souverain doit retrancher quelque chose au luxe des individus, de même le luxe des individus doit diminuer la force du souverain et modérer son ambition.

Ce raisonnement n'est pas une simple chimère mais il est fondé sur l'histoire et l'expérience. La république de SPARTE était certainement plus puissante qu'un Etat actuel du monde pourvu d'une même population et cela était entièrement dû à l'absence de commerce et de luxe. Les ILOTES étaient cultivateurs, les SPARTIATES étaient soldats ou nobles (gentlemen). Il est évident que le travail des ILOTES n'aurait pas pu nourrir un nombre aussi important de SPARTIATES si ces derniers avaient vécu dans le confort et la délicatesse et avaient employé une grande diversité de commerces et de manufactures. On peut remarquer la même politique à ROME. Et, en vérité, dans toute l'histoire ancienne, on peut observer que les plus petites républiques levèrent et entretenirent de plus grandes armées que celles que peuvent entretenir aujourd'hui des Etats ayant trois fois plus d'habitants. On a calculé que, dans toutes les nations EUROPEENNES, la proportion entre les soldats et la population n'excède pas un pour cent. Mais nous lisons que la ville de ROME seule, avec son petit territoire, leva et entretenit à ses débuts dix légions contre les LATINS. ATHENES, dont l'ensemble des possessions n'était pas plus grand que le YORKSHIRE, envoya contre la Sicile une expédition de quarante mille hommes. DENYS l'Ancien, dit-on, entretenait une armée permanente de cent mille fantassins et de dix mille cavaliers, en plus d'une flotte importante de quatre cents navires, alors que son territoire se réduisait à la ville de SYRACUSE, à environ un tiers de la SICILE et à certaines villes portuaires et garnisons de la côte de l'ITALIE et

de l'ILLYRIE. Les anciennes armées, il est vrai, vivaient du pillage ; mais l'ennemi faisait la même chose en retour, ce qui était la plus ruineuse manière de lever une taxe qu'on ait pu inventer. Bref, on ne peut assigner comme raison probable de la plus grande puissance des Etats anciens sur les Etats modernes que l'absence de commerce et de luxe. Le travail des fermiers nourrissait peu d'artisans et donc plus de soldats. TITE-LIVE dit que ROME, à son époque, aurait eu des difficultés pour lever une armée aussi importante que celle qu'elle envoya à ses débuts contre les GAULOIS et les LATINS. Au lieu de ces soldats qui combattirent pour la liberté et l'empire à l'époque de CAMILLE, il y avait, à l'époque d'AUGUSTE, des musiciens, des peintres, des cuisiniers, des acteurs et des tailleurs ; et si la terre était cultivée de la même manière aux deux époques, elle pouvait certainement nourrir un même nombre d'hommes, dans l'un des métiers comme dans l'autre. Pour ce qui est des simples nécessités de la vie, ces métiers de la seconde époque n'ajoutèrent rien à la première.

À ce propos, il est naturel de se demander si les souverains ne pourraient pas revenir aux maximes de la politique antique et, sur ce point, consulter leur propre intérêt plutôt que le bonheur de leurs sujets. Je réponds que cela me semble presque impossible et cela parce que la politique antique était violente et contraire au cours des choses le plus naturel et le plus habituel. On sait bien avec quelles lois singulières étaient gouvernés les SPARTIATES et tous ceux qui ont considéré la nature humaine telle qu'elle s'est manifestée dans toutes les nations et à toutes les époques tiennent à juste titre cette république pour un prodige. Si le témoignage de l'histoire n'était pas aussi positif et circonstancié, un tel gouvernement passerait pour une simple fantaisie ou fiction philosophique qu'il ne serait jamais possible de mettre en pratique. Et même si la république romaine et d'autres républiques antiques étaient fondées sur des principes un peu plus naturels, il y eut cependant un extraordinaire concours de circonstances pour qu'elles se soumettent à un fardeau aussi pénible. C'étaient des Etats libres, c'étaient de petits Etats et l'époque était à la guerre : tous leurs voisins étaient constamment en armes. La liberté engendre naturellement

l'esprit public, surtout dans les petits Etats, et cet esprit public, cet *amor patriæ*, doit être plus fort quand la République est toujours en alarme et que les hommes sont obligés à tout instant de s'exposer aux plus grands dangers pour la défendre. Une suite ininterrompue de guerres fait de chaque citoyen un soldat. Tous prennent les armes à tour de rôle et, durant leur service, ils se nourrissent surtout par leurs propres moyens. Ce service équivalait en fait à un lourd impôt mais qui est peu senti par un peuple adonné aux armes, qui se bat par honneur et par vengeance plutôt que pour la solde et qui ne connaît pas plus le profit et l'industrie que le plaisir ⁶. Sans mentionner la grande égalité des fortunes parmi les habitants des républiques anciennes, où chaque champ, appartenant à un propriétaire différent, était capable de nourrir une famille, ce qui rendait très considérable le nombre de citoyens, même sans commerce et sans manufactures.

Mais, quoique l'absence de commerce et de manufactures chez un peuple libre et très guerrier puisse *parfois* n'avoir pas d'autre effet que de rendre la République plus puissante, il est certain que, dans le cours commun des affaires humaines, elle aura une tendance entièrement contraire. Les souverains doivent prendre les hommes tels qu'ils les trouvent et ne peuvent pas prétendre introduire un violent changement

---

⁶ Les Romains les plus anciens vivaient continuellement en guerre avec tous leurs voisins et, en ancien Latin, le terme *hostis* signifie à la fois étranger et ennemi. Cicéron le signale mais il attribue ce double sens à l'humanité de ses ancêtres qui adoucissaient autant que possible le nom d'ennemi en utilisant un mot qui signifiait étranger (*De Off. lib.ii*). Il est cependant plus probable, vu les mœurs de cette époque, que la férocité de ces peuples était si grande qu'elle les faisait considérer tous les étrangers comme des ennemis et les faisait les désigner par le même terme. Il n'est d'ailleurs pas compatible avec les maximes les plus communes de la politique ou de la nature qu'un Etat regarde son ennemi d'un oeil amical et qu'il nourrisse pour lui les sentiments que l'orateur romain attribue à ses ancêtres. De plus, il faut dire que les premiers Romains exerçaient la piraterie, comme nous l'apprenons par les premiers traités avec Carthage, conservés par Polybe (*lib.iii*) et que, par conséquent, semblables aux pirates de Salé et d'Alger, ils étaient effectivement en guerre avec la plupart des nations, ce qui fait que les mots étranger et ennemi étaient quasiment synonymes.

dans leurs principes et leurs façons de penser. Une longue période de temps et une variété d'accidents et de circonstances sont requises pour produire ces grandes révolutions qui diversifient tant la face des affaires humaines. Et, moins naturel est l'ensemble des principes qui soutiennent une société particulière, plus le législateur rencontrera de difficultés pour les cultiver et les stimuler. La meilleure politique est de se conformer aux penchants courants de l'humanité et de leur donner toutes les améliorations dont ils sont susceptibles. Or, selon le cours le plus naturel des choses, l'activité laborieuse (*industry*), les arts et le commerce augmentent le pouvoir du souverain aussi bien que le bonheur des sujets, et c'est une violente politique que celle qui renforce la république en appauvrissant les individus. Cela apparaîtra facilement à partir de quelques considérations qui nous présenteront les conséquences de la paresse et de la barbarie.

Quand les manufactures et les arts mécaniques ne sont pas cultivés, la plupart des hommes doivent s'appliquer à l'agriculture et, si leur compétence et leur activité s'améliorent, ils doivent tirer de leur travail beaucoup de superflu qui dépasse ce qui suffit à leur subsistance. Ils ne sont donc pas tentés de les améliorer puisqu'ils ne peuvent échanger ce superflu contre des biens qui pourraient servir à leur plaisir ou à leur vanité. Une habitude de paresse prévaut naturellement. La plus grande partie des terres reste non cultivée. Ce qui est cultivé n'atteint pas un très grand rendement par défaut de compétence et d'assiduité des fermiers. Si, à un moment, les exigences publiques requièrent que ce grand nombre d'hommes soit employé pour le service public, le travail du peuple ne fournit alors plus le superflu qui permettait de l'entretenir. Les laboureurs ne peuvent pas améliorer soudainement leur compétence et leur activité. Il faut plusieurs années pour mettre en labours des terres non cultivées. Les armées, en attendant, doivent soit faire des conquêtes violentes et soudaines, soit se débander (*disband*) faute de subsistance. Il ne faut pas attendre de ce peuple une attaque ou une défense dans les règles (*regular*), et les soldats sont nécessairement aussi ignorants et incompetents que les fermiers et les manufacturiers.

Dans le monde, tout s'achète par le travail et nos passions sont les seules causes du travail. Quand une nation abonde en manufactures et en arts mécaniques, les propriétaires fonciers et les fermiers étudient l'agriculture comme une science et redoublent d'activité et d'attention. Le superflu qui vient de leur travail ne se perd pas, il est échangé avec des manufacturiers contre ces biens que le luxe des hommes fait désormais convoiter. Par ce moyen, la terre fournit une quantité de nécessités vitales supérieure à ce qui suffit à ceux qui la cultivent. En temps de paix et de tranquillité, ce superflu va à l'entretien des manufacturiers et de ceux qui perfectionnent les arts libéraux. Mais il est aisé à la République de convertir un grand nombre de ces manufacturiers en soldats et de les entretenir par ce superflu qui vient du travail des fermiers. Nous voyons d'ailleurs que c'est le cas dans tous les gouvernements civilisés. Quand le souverain lève une armée, quelle en est la conséquence ? Il impose une taxe et cette taxe oblige tous les gens à retrancher de ce qu'ils gagnent ce qui est le moins nécessaire à leur subsistance. Ceux qui produisent de tels biens doivent soit s'enrôler dans l'armée, soit se tourner vers l'agriculture, ce qui oblige certains fermiers à s'enrôler, faute de travail. A considérer la question abstraitement, les manufactures augmentent le pouvoir de l'Etat seulement si elles accumulent un travail d'un genre tel que la République peut le réclamer sans priver personne des nécessités vitales. Donc, plus on emploie de travail au-delà de ce qui est simplement vital, plus l'Etat est puissant puisque les personnes engagées dans ce travail peuvent aisément être converties en personnel public. Dans un Etat sans manufactures, il peut y avoir le même nombre de bras mais il n'y a pas la même quantité de travail ni du même genre. Tout le travail est alors consacré à ce qui est vital, domaine qui ne supporte pas de diminution ou n'en supporte que peu.

Ainsi, pour ce qui est du commerce et des manufactures, la grandeur du souverain et le bonheur d'un Etat sont unis dans une grande mesure. C'est une méthode violente, et le plus souvent impraticable, que d'obliger le laboureur à peiner pour tirer de la terre plus qu'il ne

lui faut, à lui et sa famille, pour subsister. Fournissez-lui des biens manufacturés et des marchandises et il le fera de lui-même. Ensuite, vous trouverez qu'il est facile de saisir ⁷ une part de son travail superflu et de l'employer dans le service public sans lui donner son profit habituel (*his wonted return*). Etant habitué au travail, il jugera cela moins pénible que si, tout à coup, on le forçait à augmenter son travail sans aucune récompense. Il en est de même pour les autres membres de l'Etat. Plus grand est le fonds ⁸ de travail de toute nature, plus grande est la quantité qui peut être prise sur la masse sans faire aucun changement sensible.

Un grenier à blé public, un entrepôt de drap, un arsenal, il faut avouer que tout cela constitue la richesse et la force réelles d'un Etat. Le commerce et l'activité laborieuse (*industry*) ne sont en réalité rien qu'un fonds ⁹ de travail qui, en temps de paix et de tranquillité, est employé pour le bien-être et la satisfaction des individus, mais qui, en cas de besoin de l'Etat, peut être détourné vers l'intérêt public. Si nous convertissions une ville en une sorte de camp fortifié et si nous infusions en chaque cœur un génie si martial et une passion si forte pour le bien public que chacun accepterait de subir les pires épreuves pour l'intérêt public, ces affections pourraient aujourd'hui, comme dans l'antiquité, se révéler suffisantes pour stimuler l'activité laborieuse (*industry*) et maintenir la communauté. Il serait alors avantageux, comme dans les camps, de bannir tout art et tout luxe et, par des restrictions sur les équipages et la table, de faire durer les vivres et le fourrage plus longtemps que si l'armée était encombrée d'un grand nombre de serviteurs superflus. Mais, comme ces principes sont trop désintéressés et trop difficiles à maintenir, il faut gouverner les hommes par d'autres passions et les animer d'un esprit d'avarice et de travail (*industry*), d'art et de luxe. Le camp est, dans ce cas, encombré

---

⁷ Le verbe utilisé, « to size », a dans la langue anglaise les mêmes sens que dans la langue française. (NdT)

⁸ Formentin : « capital ». (NdT)

⁹ Formentin : « capital ». (NdT)

d'une suite superflue mais les vivres affluent proportionnellement en plus grand nombre. L'harmonie de l'ensemble est toujours maintenue et, le penchant naturel de l'esprit étant plus satisfait, les individus et l'Etat trouvent leur compte dans l'observation de ces maximes.

La même façon de raisonner nous fera voir l'avantage du commerce *extérieur* qui accroît le pouvoir de l'Etat aussi bien que la richesse et le bonheur des sujets. Il accroît le fonds (stock) de travail de la nation et le souverain peut convertir la part qu'il juge nécessaire au service public. Le commerce extérieur, par ses importations, fournit des matériaux pour les nouvelles manufactures et, par ses exportations, il produit du travail (*it produces labour*) dans le domaine des marchandises particulières qui ne pourraient pas être consommées à l'intérieur. Bref, un royaume qui importe et exporte beaucoup, doit avoir une activité laborieuse (*industry*) plus importante et avoir plus de choses délicates et de luxe qu'un royaume qui se contente des marchandises de l'intérieur. Il est donc plus puissant, plus riche et plus heureux. Les individus tirent un bénéfice de ces marchandises dans la mesure où elles satisfont leurs sens et leurs appétits et la République y gagne aussi car un plus grand fonds de travail est de cette façon accumulé pour parer aux situations publiques critiques ; c'est-à-dire qu'un plus grand nombre de travailleurs (*laborious men*) y est entretenu, travailleurs qui peuvent être détournés vers le service public sans dépouiller qui que ce soit des nécessités ni même des commodités de la vie.

Si nous consultons l'histoire, nous trouverons que, dans la plupart des nations, le commerce extérieur a précédé le raffinement (*refinement*) des manufactures intérieures et a donné naissance au luxe domestique. La tentation est forte d'utiliser les marchandises étrangères qui sont prêtes à l'emploi et qui sont entièrement nouvelles pour nous plutôt que d'améliorer les marchandises intérieures parce que les améliorations se font lentement, par degrés, et que les produits ne nous touchent pas par leur nouveauté. Il est aussi très profitable d'exporter ce qui est superflu à l'intérieur mais est sans prix aux yeux des nations

étrangères dont le sol ou le climat n'est pas favorable à la culture de ce produit. Les hommes se familiarisent ainsi avec les *plaisirs* du luxe et les *profits* du commerce et, une fois que leur *délicatesse* et leur *activité laborieuse* (*industry*) sont éveillées, ils sont portés à faire de nouveaux progrès dans toutes les branches du commerce intérieur et extérieur ; et c'est peut-être là le principal avantage qui provient du commerce extérieur. Il tire les hommes de leur indolence et, offrant à la partie la plus allègre et la plus opulente de la nation des objets de luxe auxquels elle ne songeait jamais avant, il fait naître en ces hommes le désir d'une vie plus brillante que celle dont jouissaient leurs ancêtres. Et, en même temps, les quelques négociants qui possèdent le secret de cette importation et de cette exportation font des profits importants et, rivalisant en richesses avec l'ancienne noblesse, incitent d'autres aventuriers à devenir leurs rivaux commerciaux. L'imitation se répand bientôt dans tous les arts tandis que les manufactures intérieures développent les marchandises de la nation jusqu'à la plus haute perfection possible. Leur propre fer et leur propre acier, dans des mains aussi laborieuses, égalent l'or et les rubis des INDES.

Une fois que les affaires de la société sont dans cette situation, une nation peut perdre une grande partie de son commerce extérieur et continuer cependant à être un grand peuple puissant. Si les étrangers ne prennent plus certaines de nos marchandises, nous devons cesser d'y consacrer du travail et les mains qui servaient à les produire se tourneront vers le raffinement d'autres marchandises dont nous pouvons avoir besoin. Il y aura toujours de quoi faire dans ce domaine tant que toutes les personnes de l'Etat qui possèdent des richesses ne jouiront pas d'une grande abondance de commodités domestiques amenées à un état de perfection aussi grand qu'ils le désirent, ce qui ne peut jamais arriver. On présente la Chine comme l'un des plus florissants empires du monde bien qu'elle fasse très peu de commerce au-delà de ses frontières.

On ne considérera pas, je l'espère, comme une digression superflue l'observation suivante : de même qu'une multitude d'arts mécaniques

est avantageuse, de même il est avantageux que le nombre de personnes à qui les productions de ces arts étoient en partage soit important. Une trop grande disproportion entre les citoyens affaiblit tout Etat. Chaque personne, si possible, doit jouir des fruits de son travail et être en pleine possession de tout ce qui est nécessaire à la vie et de ce qui la rend agréable. Personne ne peut douter qu'une telle égalité soit conforme à la nature humaine et qu'elle diminue moins le *bonheur* des riches qu'elle n'ajoute à celui des pauvres. Elle accroît aussi le *pouvoir de l'Etat* et fait que des taxes ou des impositions extraordinaires sont payées avec meilleure humeur. Quand les riches accaparent toutes les richesses, ils doivent contribuer très largement aux nécessités publiques mais, quand les richesses sont dispersées dans la multitude, les impôts sont sentis comme un fardeau plus léger par les épaules de tous les citoyens et ils ne font pas une sensible différence dans leur façon de vivre.

Ajoutons à cela que, quand les richesses sont entre peu de mains, ceux qui les possèdent jouissent nécessairement de tout le pouvoir et ont tendance à s'entendre pour faire porter aux pauvres tout le fardeau et pour les opprimer, ce qui les dissuade de travailler.

C'est en cette circonstance que consiste le grand avantage de l'ANGLETERRE sur les autres nations actuelles du monde et sur celles dont on nous parle dans l'histoire. Il est vrai que l'Angleterre ressent certains désavantages dans le commerce extérieur à cause du prix élevé du travail qui est en partie l'effet de la richesse de leurs artisans ¹⁰ et en partie l'effet de l'abondance d'argent (money). Mais, comme le commerce extérieur n'est pas la circonstance la plus importante, il ne doit pas être mis en concurrence avec le bonheur de tant de millions de personnes ; et s'il n'y avait aucune autre raison de leur faire aimer le gouvernement libre sous lequel ils vivent, cette raison seule suffirait. La pauvreté du bas peuple est un effet naturel, sinon

---

¹⁰ Le mot n'est pas ici à prendre en un sens étroit. Il s'agit des travailleurs de la sphère non agricole. (NdT)

infaillible, de la monarchie absolue, mais je doute qu'il soit toujours vrai, d'un autre côté, que la richesse de ce bas peuple (*common people*) soit le résultat infaillible de la liberté. La liberté doit s'accompagner d'événements particuliers et d'un certain tour d'esprit pour qu'elle produise cet effet. Lord BACON, expliquant les grands avantages obtenus par les Anglais dans leurs guerres avec la FRANCE, les attribue surtout à l'aisance et à l'abondance supérieures de la vie du bas peuple ANGLAIS et, pourtant, à l'époque, le gouvernement des deux royaumes était à peu identique. Quand les paysans et les artisans sont accoutumés à travailler pour de petits salaires et à ne retenir qu'une faible partie des fruits de leur travail, il leur est difficile, même sous un gouvernement libre, d'améliorer leur condition ou de s'entendre entre eux pour élever leurs salaires ; mais, même quand ils sont accoutumés à une meilleure façon de vivre, il est facile aux riches, sous un gouvernement arbitraire, de s'entendre contre *eux* et de rejeter tout le fardeau des impôts sur leurs épaules.

Il peut sembler curieux d'avancer l'idée que la pauvreté du bas peuple en FRANCE, en ITALIE en en ESPAGNE, soit dans une certaine mesure due à la plus grande richesse du sol et au meilleur climat mais, pourtant, les raisons ne manquent pas pour justifier ce paradoxe. Dans des terres et des sols aussi fertiles que ceux des régions méditerranéennes, l'agriculture est un art facile et un seul homme, avec deux mauvais chevaux, sera capable, en une saison, de cultiver assez de terre pour payer au propriétaire une rente considérable. Toute la connaissance du fermier dans son art se réduit à laisser la terre un an en jachère dès qu'elle est épuisée, la chaleur du soleil et la température du climat suffisant à l'enrichir et à lui redonner sa fertilité. Des paysans aussi pauvres n'exigent de leur travail que leur simple subsistance. Ils n'ont aucun stock, aucune richesse qui demande davantage et, en même temps, ils sont pour toujours dépendants du propriétaire qui ne leur consent aucun bail et qui ne craint pas que sa terre soit appauvrie par de mauvaises méthodes de culture. En ANGLETERRE, la terre est riche mais grossière et il faut dépenser beaucoup pour la cultiver. Elle ne produit que de maigres récoltes quand elle n'est pas

travaillée avec soin et selon une méthode qui ne donne son plein profit qu'au bout de plusieurs années. Un fermier, en ANGLETERRE, doit donc avoir un stock considérable et un bail de longue durée qui engendrent des profits proportionnels. Les beaux vignobles de CHAMPAGNE et de BOURGOGNE, qui rapportent souvent au propriétaire cinq livres à l'acre sont cultivés par des paysans qui ont à peine de quoi vivre. La raison est que ces paysans n'ont pas besoin d'autre capital (stock) que leurs bras et quelques outils de culture qu'ils peuvent acheter pour vingt shillings. Dans ces régions, les fermiers sont généralement dans une meilleure situation. Mais ce sont les éleveurs qui, parmi tous ceux qui exploitent la terre, sont le plus à leur aise. La raison est toujours la même. Les hommes ont nécessairement des profits proportionnels à leur dépense et aux risques. Quand un nombre aussi considérable de pauvres travailleurs que les paysans et les fermiers vivent dans une très mauvaise situation, tout le reste prend nécessairement part à leur pauvreté, que le gouvernement de cette nation soit monarchique ou qu'il soit républicain.

Nous pouvons faire une remarque identique à l'égard de l'histoire de l'humanité. Pour quelle raison les peuples vivant sous les tropiques n'ont-ils jamais pu atteindre aucun art ni aucune civilité, ni même aucune police d'Etat, aucune discipline militaire, alors que rares ont été les nations des régions tempérées à être privées de ces avantages ? L'une des causes de ce phénomène est probablement la chaleur et la constance de la température dans les zones torrides, ce qui rend moins nécessaires les habits et les maisons et supprime donc en partie cette nécessité qui est le grand aiguillon de l'activité et de l'invention. *Curis acuens mortalia corda* ¹¹. Sans compter que, moins un peuple peut jouir de biens et de possessions de toute sorte, moins nombreuses sont les querelles qui peuvent s'élever entre les hommes et moins ils

---

¹¹ « Le Père des dieux lui-même a voulu rendre la culture des champs difficile, et c'est lui qui le premier a fait un art de remuer la terre, *en aiguisant par les soucis les cœurs des mortels* (vers 123) et en ne souffrant pas que son empire s'engourdît dans une triste indolence » (Virgile : Géorgiques, Traduction de Maurice Rat, Classiques Garnier, 1932) (NdT)

auront besoin d'une police établie et d'une autorité régulière pour les protéger et les défendre contre les ennemis extérieurs et intérieurs.

“Of Commerce”

by David Hume
(1752)

[Retour à la table des matières](#)

THE greater part of mankind may be divided into two classes; that of *shallow* thinkers, who fall short of the truth; and that of *abstruse* thinkers, who go beyond it. The latter class are by far the most rare; and I may add, by far the most useful and valuable. They suggest hints, at least, and start difficulties, which they want, perhaps, skill to pursue; but which may produce fine discoveries, when handled by men who have a more just way of thinking. At worst, what they say is uncommon; and if it should cost some pains to comprehend it, one has, however, the pleasure of hearing something that is new. An author is little to be valued, who tells us nothing but what we can learn from every coffee-house conversation.

All people of *shallow* thought are apt to decry even those of *solid* understanding, as *abstruse* thinkers, and metaphysicians, and refiners; and never will allow any thing to be just which is beyond their own weak conceptions. There are some cases, I own, where an extraordinary refinement affords a strong presumption of falsehood, and where no reasoning is to be trusted but what is natural and easy. When a man deliberates concerning his conduct in any *particular* affair, and forms schemes in politics, trade, œconomy, or any business in life, he never ought to draw his arguments too fine, or connect too long a chain of consequences together. Something is sure to happen, that will disconcert his reasoning, and produce an event different from what he ex-

pected. But when we reason upon *general* subjects, one may justly affirm, that our speculations can scarcely ever be too fine, provided they be just; and that the difference between a common man and a man of genius is chiefly seen in the shallowness or depth of the principles upon which they proceed. General reasonings seem intricate, merely because they are general; nor is it easy for the bulk of mankind to distinguish, in a great number of particulars, that common circumstance in which they all agree, or to extract it, pure and unmixed, from the other superfluous circumstances. Every judgment or conclusion, with them, is particular. They cannot enlarge their view to those universal propositions, which comprehend under them an infinite number of individuals, and include a whole science in a single theorem. Their eye is confounded with such an extensive prospect; and the conclusions, derived from it, even though clearly expressed, seem intricate and obscure. But however intricate they may seem, it is certain, that general principles, if just and sound, must always prevail in the general course of things, though they may fail in particular cases; and it is the chief business of philosophers to regard the general course of things. I may add, that it is also the chief business of politicians; especially in the domestic government of the state, where the public good, which is, or ought to be their object, depends on the concurrence of a multitude of causes; not, as in foreign politics, on accidents and chances, and the caprices of a few persons. This therefore makes the difference between *particular* deliberations and *general* reasonings, and renders subtilty and refinement much more suitable to the latter than to the former.

I thought this introduction necessary before the following discourses on *commerce, money, interest, balance of trade, &c.* where, perhaps, there will occur some principles which are uncommon, and which may seem too refined and subtile for such vulgar subjects. If false, let them be rejected : but no one ought to entertain a prejudice against them, merely because they are out of the common road.

The greatness of a state, and the happiness of its subjects, how independent soever they may be supposed in some respects, are commonly allowed to be inseparable with regard to commerce; and as private men receive greater security, in the possession of their trade and riches, from the power of the public, so the public becomes powerful

in proportion to the opulence and extensive commerce of private men. This maxim is true in general; though I cannot forbear thinking, that it may possibly admit of exceptions, and that we often establish it with too little reserve and limitation. There may be some circumstances, where the commerce and riches and luxury of individuals, instead of adding strength to the public, will serve only to thin its armies, and diminish its authority among the neighbouring nations. Man is a very variable being, and susceptible of many different opinions, principles, and rules of conduct. What may be true, while he adheres to one way of thinking, will be found false, when he has embraced an opposite set of manners and opinions.

The bulk of every state may be divided into *husbandmen* and *manufacturers*. The former are employed in the culture of the land; the latter work up the materials furnished by the former, into all the commodities which are necessary or ornamental to human life. As soon as men quit their savage state, where they live chiefly by hunting and fishing, they must fall into these two classes; though the arts of agriculture employ *at first* the most numerous part of the society.¹² Time and experience improve so much these arts, that the land may easily maintain a much greater number of men, than those who are immediately employed in its culture, or who furnish the more necessary manufactures to such as are so employed.

If these superfluous hands apply themselves to the finer arts, which are commonly denominated the arts of *luxury*, they add to the happiness of the state; since they afford to many the opportunity of receiving enjoyments, with which they would otherwise have been unacquainted. But may not another scheme be proposed for the employment of these superfluous hands? May not the sovereign lay claim to them, and employ them in fleets and armies, to encrease the dominions of the state abroad, and spread its fame over distant nations? It is

---

¹² Mons. MELON, in his political essay on commerce, asserts, that even at present, if you divide FRANCE into 20 parts, 16 are labourers or peasants; two only artizans; one belonging to the law, church, and military; and one merchants, financiers, and bourgeois. This calculation is certainly very erroneous. In FRANCE, ENGLAND, and indeed most parts of EUROPE, half of the inhabitants live in cities; and even of those who live in the country, a great number are artizans, perhaps above a third.

certain that the fewer desires and wants are found in the proprietors and labourers of land, the fewer hands do they employ; and consequently the superfluities of the land, instead of maintaining tradesmen and manufacturers, may support fleets and armies to a much greater extent, than where a great many arts are required to minister to the luxury of particular persons. Here therefore seems to be a kind of opposition between the greatness of the state and the happiness of the subject. A state is never greater than when all its superfluous hands are employed in the service of the public. The ease and convenience of private persons require, that these hands should be employed in their service. The one can never be satisfied, but at the expence of the other. As the ambition of the sovereign must entrench on the luxury of individuals; so the luxury of individuals must diminish the force, and check the ambition of the sovereign.

Nor is this reasoning merely chimerical; but is founded on history and experience. The republic of SPARTA was certainly more powerful than any state now in the world, consisting of an equal number of people; and this was owing entirely to the want of commerce and luxury. The HELOTES were the labourers: The SPARTANS were the soldiers or gentlemen. It is evident, that the labour of the HELOTES could not have maintained so great a number of SPARTANS, had these latter lived in ease and delicacy, and given employment to a great variety of trades and manufactures. The like policy may be remarked in ROME. And indeed, throughout all ancient history, it is observable, that the smallest republics raised and maintained greater armies than states consisting of triple the number of inhabitants, are able to support at present. It is computed, that, in all EUROPEAN nations, the proportion between soldiers and people does not exceed one to a hundred. But we read, that the city of ROME alone, with its small territory, raised and maintained, in early times, ten legions against the LATINS. ATHENS, the whole of whose dominions was not larger than YORKSHIRE, sent to the expedition against SICILY near forty thousand men. DIONYSIUS the elder, it is said, maintained a standing army of a hundred thousand foot and ten thousand horse, besides a large fleet of four hundred sail; though his territories extended no farther than the city of SYRACUSE, about a third of the island of SICILY, and some sea-port towns and garrisons on the coast of ITALY and ILLYRICUM. It is true, the ancient armies, in time of

war, subsisted much upon plunder : But did not the enemy plunder in their turn? which was a more ruinous way of levying a tax, than any other that could be devised. In short, no probable reason can be assigned for the great power of the more ancient states above the modern, but their want of commerce and luxury. Few artizans were maintained by the labour of the farmers, and therefore more soldiers might live upon it. LIVY says, that ROME, in his time, would find it difficult to raise as large an army as that which, in her early days, she sent out against the GAULS and LATINS. Instead of those soldiers who fought for liberty and empire in CAMILLUS'S time, there were, in AUGUSTUS'S days, musicians, painters, cooks, players, and tailors; and if the land was equally cultivated at both periods, it could certainly maintain equal numbers in the one profession as in the other. They added nothing to the mere necessities of life, in the latter period more than in the former.

It is natural on this occasion to ask, whether sovereigns may not return to the maxims of ancient policy, and consult their own interest in this respect, more than the happiness of their subjects? I answer, that it appears to me almost impossible; and that because ancient policy was violent, and contrary to the more natural and usual course of things. It is well known with what peculiar laws SPARTA was governed, and what a prodigy that republic is justly esteemed by every one, who has considered human nature as it has displayed itself in other nations, and other ages. Were the testimony of history less positive and circumstantial, such a government would appear a mere philosophical whim or fiction, and impossible ever to be reduced to practice. And though the ROMAN and other ancient republics were supported on principles somewhat more natural, yet was there an extraordinary concurrence of circumstances to make them submit to such grievous burthens. They were free states; they were small ones; and the age being martial, all their neighbours were continually in arms. Freedom naturally begets public spirit, especially in small states; and this public spirit, this *amor patriæ*, must encrease, when the public is almost in continual alarm, and men are obliged, every moment, to expose themselves to the greatest dangers for its defence. A continual succession of wars makes every citizen a soldier : he takes the field in his turn: And during his service he is chiefly maintained by himself. This service is indeed equivalent to a heavy tax; yet is it less felt by a people addicted to

arms, who fight for honour and revenge more than pay, and are unacquainted with gain and industry as well as pleasure. ¹³ Not to mention the great equality of fortunes among the inhabitants of the ancient republics, where every field, belonging to a different proprietor, was able to maintain a family, and rendered the numbers of citizens very considerable, even without trade and manufactures.

But though the want of trade and manufactures, among a free and very martial people, may sometimes have no other effect than to render the public more powerful, it is certain, that, in the common course of human affairs, it will have a quite contrary tendency. Sovereigns must take mankind as they find them, and cannot pretend to introduce any violent change in their principles and ways of thinking. A long course of time, with a variety of accidents and circumstances, are requisite to produce those great revolutions, which so much diversify the face of human affairs. And the less natural any set of principles are, which support a particular society, the more difficulty will a legislator meet with in raising and cultivating them. It is his best policy to comply with the common bent of mankind, and give it all the improvements of which it is susceptible. Now, according to the most natural course of things, industry and arts and trade encrease the power of the sovereign as well as the happiness of the subjects; and that policy is violent, which aggrandizes the public by the poverty of individuals.

---

¹³ The more ancient ROMANS lived in perpetual war with all their neighbours : and in old LATIN, the term *hostis*, expressed both a stranger and an enemy. This is remarked by CICERO; but by him is ascribed to the humanity of his ancestors, who softened, as much as possible, the denomination of an enemy, by calling him by the same appellation which signified a stranger. *De Off.* lib. ii. It is however much more probable, from the manners of the times, that the ferocity of those people was so great as to make them regard all strangers as enemies, and call them by the same name. It is not, besides, consistent with the most common maxims of policy or of nature, that any state should regard its public enemies with a friendly eye, or preserve any such sentiments for them as the ROMAN orator would ascribe to his ancestors. Not to mention, that the early ROMANS really exercised piracy, as we learn from their first treaties with CARTHAGE, preserved by POLYBIUS, lib. iii. and consequently, like the SALLEE and ALGERINE rovers, were actually at war with most nations, and a stranger and an enemy were with them almost synonymous.

This will easily appear from a few considerations, which will present to us the consequences of sloth and barbarity.

Where manufactures and mechanic arts are not cultivated, the bulk of the people must apply themselves to agriculture; and if their skill and industry encrease, there must arise a great superfluity from their labour beyond what suffices to maintain them. They have no temptation, therefore, to encrease their skill and industry; since they cannot exchange that superfluity for any commodities, which may serve either to their pleasure or vanity. A habit of indolence naturally prevails. The greater part of the land lies uncultivated. What is cultivated, yields not its utmost for want of skill and assiduity in the farmers. If at any time the public exigencies require, that great numbers should be employed in the public service, the labour of the people furnishes now no superfluities, by which these numbers can be maintained. The labourers cannot encrease their skill and industry on a sudden. Lands uncultivated cannot be brought into tillage for some years. The armies, mean while, must either make sudden and violent conquests, or disband for want of subsistence. A regular attack or defence, therefore, is not to be expected from such a people, and their soldiers must be as ignorant and unskilful as their farmers and manufacturers.

Every thing in the world is purchased by labour; and our passions are the only causes of labour. When a nation abounds in manufactures and mechanic arts, the proprietors of land, as well as the farmers, study agriculture as a science, and redouble their industry and attention. The superfluity, which arises from their labour, is not lost; but is exchanged with manufactures for those commodities, which men's luxury now makes them covet. By this means, land furnishes a great deal more of the necessities of life, than what suffices for those who cultivate it. In times of peace and tranquillity, this superfluity goes to the maintenance of manufacturers, and the improvers of liberal arts. But it is easy for the public to convert many of these manufacturers into soldiers, and maintain them by that superfluity, which arises from the labour of the farmers. Accordingly we find, that this is the case in all civilized governments. When the sovereign raises an army, what is the consequence? He imposes a tax. This tax obliges all the people to retrench what is least necessary to their subsistence. Those, who labour in such commodities, must either enlist in the troops, or turn themsel-

ves to agriculture, and thereby oblige some labourers to enlist for want of business. And to consider the matter abstractedly, manufactures encrease the power of the state only as they store up so much labour, and that of a kind to which the public may lay claim, without depriving any one of the necessities of life. The more labour, therefore, is employed beyond mere necessities, the more powerful is any state; since the persons engaged in that labour may easily be converted to the public service. In a state without manufactures, there may be the same number of hands; but there is not the same quantity of labour, nor of the same kind. All the labour is there bestowed upon necessities, which can admit of little or no abatement.

Thus the greatness of the sovereign and the happiness of the state are, in a great measure, united with regard to trade and manufactures. It is a violent method, and in most cases impracticable, to oblige the labourer to toil, in order to raise from the land more than what subsists himself and family. Furnish him with manufactures and commodities, and he will do it of himself. Afterwards you will find it easy to seize some part of his superfluous labour, and employ it in the public service, without giving him his wonted return. Being accustomed to industry, he will think this less grievous, than if, at once, you obliged him to an augmentation of labour without any reward. The case is the same with regard to the other members of the state. The greater is the stock of labour of all kinds, the greater quantity may be taken from the heap, without making any sensible alteration in it.

A public granary of corn, a storehouse of cloth, a magazine of arms; all these must be allowed real riches and strength in any state. Trade and industry are really nothing but a stock of labour, which, in times of peace and tranquillity, is employed for the ease and satisfaction of individuals; but in the exigencies of state, may, in part, be turned to public advantage. Could we convert a city into a kind of fortified camp, and infuse into each breast so martial a genius, and such a passion for public good, as to make every one willing to undergo the greatest hardships for the sake of the public; these affections might now, as in ancient times, prove alone a sufficient spur to industry, and support the community. It would then be advantageous, as in camps, to banish all arts and luxury; and, by restrictions on equipage and tables, make the provisions and forage last longer than if the army were

loaded with a number of superfluous retainers. But as these principles are too disinterested and too difficult to support, it is requisite to govern men by other passions, and animate them with a spirit of avarice and industry, art and luxury. The camp is, in this case, loaded with a superfluous retinue; but the provisions flow in proportionably larger. The harmony of the whole is still supported; and the natural bent of the mind being more complied with, individuals, as well as the public, find their account in the observance of those maxims.

The same method of reasoning will let us see the advantage of *foreign* commerce, in augmenting the power of the state, as well as the riches and happiness of the subject. It encreases the stock of labour in the nation; and the sovereign may convert what share of it he finds necessary to the service of the public. Foreign trade, by its imports, furnishes materials for new manufactures; and, by its exports, it produces labour in particular commodities, which could not be consumed at home. In short, a kingdom, that has a large import and export, must abound more with industry, and that employed upon delicacies and luxuries, than a kingdom which rests contented with its native commodities. It is, therefore, more powerful, as well as richer and happier. The individuals reap the benefit of these commodities, so far as they gratify the senses and appetites. And the public is also a gainer, while a greater stock of labour is, by this means, stored up against any public exigency; that is, a greater number of laborious men are maintained, who may be diverted to the public service, without robbing any one of the necessaries, or even the chief conveniencies of life.

If we consult history, we shall find, that, in most nations, foreign trade has preceded any refinement in home manufactures, and given birth to domestic luxury. The temptation is stronger to make use of foreign commodities, which are ready for use, and which are entirely new to us, than to make improvements on any domestic commodity, which always advance by slow degrees, and never affect us by their novelty. The profit is also very great, in exporting what is superfluous at home, and what bears no price, to foreign nations, whose soil or climate is not favourable to that commodity. Thus men become acquainted with the *pleasures* of luxury and the *profits* of commerce; and their *delicacy* and *industry*, being once awakened, carry them on to farther improvements, in every branch of domestic as well as for-

eign trade. And this perhaps is the chief advantage which arises from a commerce with strangers. It rouses men from their indolence; and, presenting the gayer and more opulent part of the nation with objects of luxury which they never before dreamed of, raises in them a desire of a more splendid way of life than what their ancestors enjoyed. And at the same time, the few merchants, who possess the secret of this importation and exportation, make great profits; and becoming rivals in wealth to the ancient nobility, tempt other adventurers to become their rivals in commerce. Imitation soon diffuses all those arts; while domestic manufactures emulate the foreign in their improvements, and work up every home commodity to the utmost perfection of which it is susceptible. Their own steel and iron, in such laborious hands, become equal to the gold and rubies of the INDIES.

When the affairs of the society are once brought to this situation, a nation may lose most of its foreign trade, and yet continue a great and powerful people. If strangers will not take any particular commodity of ours, we must cease to labour in it. The same hands will turn themselves towards some refinement in other commodities, which may be wanted at home. And there must always be materials for them to work upon; till every person in the state, who possesses riches, enjoys as great plenty of home commodities, and those in as great perfection, as he desires; which can never possibly happen. CHINA is represented as one of the most flourishing empires in the world; though it has very little commerce beyond its own territories.

It will not, I hope, be considered as a superfluous digression, if I here observe, that, as the multitude of mechanical arts is advantageous, so is the great number of persons to whose share the productions of these arts fall. A too great disproportion among the citizens weakens any state. Every person, if possible, ought to enjoy the fruits of his labour, in a full possession of all the necessaries, and many of the conveniencies of life. No one can doubt, but such an equality is most suitable to human nature, and diminishes much less from the *happiness* of the rich than it adds to that of the poor. It also augments the *power of the state*, and makes any extraordinary taxes or impositions be paid with more chearfulness. Where the riches are engrossed by a few, these must contribute very largely to the supplying of the public necessities; but when the riches are dispersed among multi-

tudes, the burthen feels light on every shoulder, and the taxes make not a very sensible difference on any one's way of living.

Add to this, that, where the riches are in few hands, these must enjoy all the power, and will readily conspire to lay the whole burthen on the poor, and oppress them still farther, to the discouragement of all industry.

In this circumstance consists the great advantage of ENGLAND above any nation at present in the world, or that appears in the records of any story. It is true, the ENGLISH feel some disadvantages in foreign trade by the high price of labour, which is in part the effect of the riches of their artisans, as well as of the plenty of money. But as foreign trade is not the most material circumstance, it is not to be put in competition with the happiness of so many millions; and if there were no more to endear to them that free government under which they live, this alone were sufficient. The poverty of the common people is a natural, if not an infallible effect of absolute monarchy; though I doubt, whether it be always true, on the other hand, that their riches are an infallible result of liberty. Liberty must be attended with particular accidents, and a certain turn of thinking, in order to produce that effect. Lord BACON, accounting for the great advantages obtained by the ENGLISH in their wars with FRANCE, ascribes them chiefly to the superior ease and plenty of the common people amongst the former; yet the government of the two kingdoms was, at that time, pretty much alike. Where the labourers and artisans are accustomed to work for low wages, and to retain but a small part of the fruits of their labour, it is difficult for them, even in a free government, to better their condition, or conspire among themselves to heighten their wages. But even where they are accustomed to a more plentiful way of life, it is easy for the rich, in an arbitrary government, to conspire against *them*, and throw the whole burden of the taxes on their shoulders.

It may seem an odd position, that the poverty of the common people in FRANCE, ITALY, and SPAIN, is, in some measure, owing to the superior riches of the soil and happiness of the climate; yet there want not reasons to justify this paradox. In such a fine mould or soil as that of those more southern regions, agriculture is an easy art; and

one man, with a couple of sorry horses, will be able, in a season, to cultivate as much land as will pay a pretty considerable rent to the proprietor. All the art, which the farmer knows, is to leave his ground fallow for a year, as soon as it is exhausted; and the warmth of the sun alone and temperature of the climate enrich it, and restore its fertility. Such poor peasants, therefore, require only a simple maintenance for their labour. They have no stock or riches, which claim more; and at the same time, they are for ever dependant on their landlord, who gives no leases, nor fears that his land will be spoiled by the ill methods of cultivation. In ENGLAND, the land is rich, but coarse; must be cultivated at a great expence; and produces slender crops, when not carefully managed, and by a method which gives not the full profit but in a course of several years. A farmer, therefore, in ENGLAND must have a considerable stock, and a long lease; which beget proportional profits. The fine vineyards of CHAMPAGNE and BURGUNDY, that often yield to the landlord above five pounds *per* acre, are cultivated by peasants, who have scarcely bread : the reason is, that such peasants need no stock but their own limbs, with instruments of husbandry, which they can buy for twenty shillings. The farmers are commonly in some better circumstances in those countries. But the grasiers are most at their ease of all those who cultivate the land. The reason is still the same. Men must have profits proportionable to their expence and hazard. Where so considerable a number of the labouring poor as the peasants and farmers are in very low circumstances, all the rest must partake of their poverty, whether the government of that nation be monarchical or republican.

We may form a similar remark with regard to the general history of mankind. What is the reason, why no people, living between the tropics, could ever yet attain to any art or civility, or reach even any police in their government, and any military discipline; while few nations in the temperate climates have been altogether deprived of these advantages? It is probable that one cause of this phænomenon is the warmth and equality of weather in the torrid zone, which render clothes and houses less requisite for the inhabitants, and thereby remove, in part, that necessity, which is the great spur to industry and invention. *Curis acuens mortalia corda*. Not to mention, that the fewer goods or possessions of this kind any people enjoy, the fewer quarrels are likely to arise amongst them, and the less necessity will there be for a settled

police or regular authority to protect and defend them from foreign enemies, or from each other.

David Hume, “Essai sur l’argent”.

*Traduction de Philippe Folliot, 26 août 2007,
de “Of Money”
(1752)*

[Retour à la table des matières](#)

L’argent ¹⁴ (money) n’est pas, à proprement parler, l’un des objets du commerce (commerce) mais seulement l’instrument sur lequel les hommes se sont mis d’accord pour faciliter l’échange d’une marchandise (one commodity) contre une autre. Il n’est pas l’une des roues du commerce (trade), il est l’huile qui rend le mouvement des roues plus doux et plus aisé. Si nous considérons pour lui-même un royaume, il est évident que la plus ou moins grande abondance d’argent (money) n’est d’aucune conséquence puisque le prix des marchandises est tou-

---

¹⁴ Pour éviter la confusion entre « money » (l’argent) et « silver » (le métal argent), Formentin (Léon Say : *L’oeuvre économique de Hume*, Paris, Guillaumin et Cie, Petite bibliothèque économique française et étrangère, sans date dans l’exemplaire en ma possession, format 15 x 9.5, 208 pages) traduit « money » par « argent monnayé ». On notera que le titre de l’essai (« *Of Money* ») a été traduit, certainement pour la même raison, par « De la circulation monétaire ». Plus loin, Formentin traduira parfois par « monnaie » et souvent par « numéraire », parfois par « circulation monétaire » ou « argent » sans justifier ces changements qui ne semblent pas exigés par le contexte. Nous traduirons systématiquement « money » et « silver » par « argent » en indiquant entre parenthèses le terme anglais pour qu’il n’y ait pas de confusion entre la monnaie et le métal. La confusion est d’ailleurs peu probable chez le lecteur puisque Hume associe toujours l’argent-métal à l’or (gold and silver). (NdT)

jours proportionné à l'abondance d'argent (money) et qu'une couronne à l'époque d'HENRI VII rendait le même service qu'une livre à présent. C'est seulement la *république* ¹⁵ (*public*) qui tire un avantage de la plus grande abondance d'argent, et cela seulement dans ses guerres et ses négociations avec les Etats étrangers. Et c'est la raison pour laquelle les pays riches et commerçants, de CARTHAGE à la GRANDE BRETAGNE et la HOLLANDE, ont employé des troupes mercenaires qu'ils louaient (*hired*) à leurs voisins plus pauvres. Si ces pays devaient utiliser leurs propres sujets, ils tireraient moins de profit (*advantage*) de leurs richesses supérieures et de leur grande abondance d'or et d'argent (*silver*) puisque la paie de tous leurs serviteurs (servants) augmente proportionnellement à l'opulence publique. Notre petite armée de vingt mille hommes est entretenue avec une dépense (*expense*) aussi grande que celle de l'armée FRANÇAISE deux fois plus nombreuse. La flotte ANGLAISE, durant la dernière guerre, exigeait pour son entretien autant d'argent (money) que toutes les légions ROMAINES qui tinrent le monde entier en sujétion à l'époque des empereurs. ¹⁶

¹⁵ Et non les personnes privées. On peut traduire aussi ici « public » par Etat ou nation. (NdT)

¹⁶ Un simple soldat, dans l'infanterie romaine, avait un denier par jour, un peu moins que huit pence. En général, les empereurs romains avaient vingt-cinq légions à leur solde, ce qui faisait, en comptant cinq mille hommes par légion, cent vingt-cinq mille deniers. (Tacite : *Annales*, IV,5 *) Il est vrai qu'il y avait aussi des troupes auxiliaires aux légions mais leur nombre est incertain aussi bien que leur solde. A considérer seulement les légionnaires, la solde des simples soldats ne pouvait pas excéder un million six cent mille livres. Or le Parlement, durant la dernière guerre, alloua à la flotte deux millions cinq-cent mille. Il nous reste donc neuf-cent mille livres pour les officiers et les autres dépenses des légions romaines. Il semble qu'il n'y ait eu que peu d'officiers dans les armées romaines en comparaison de ceux qui sont employés dans toutes nos troupes modernes, sauf dans certains corps suisses. Ces officiers avaient une solde très petite. Un centurion, par exemple, gagnait seulement le double d'un simple soldat et, comme les soldats, avec leur solde (Tacite : *Annales*, livre I **) achetaient leurs propres habits, leurs armes, leur tente et leur bagage, cela devait aussi considérablement diminuer les autres charges de l'armée. Que ce puissant gouvernement coûtait peu et comme fut facile le joug qu'il exerça sur le monde ! En vérité, c'est la seule conclusion naturelle des calculs précédents car l'argent, après la conquête de l'Egypte, semble

Une population nombreuse qui travaille davantage (The great number of people and their greater industry), c'est un avantage dans tous les cas, à l'intérieur comme à l'extérieur, dans le privé comme

---

avoir été aussi abondant à Rome qu'il l'est à présent dans les royaumes européens les plus riches.

* « Deux flottes, l'une à Misène, l'autre à Ravenne, protégeaient l'Italie sur l'une et l'autre mer; et des galères qu'Auguste avait prises à la bataille d'Actium et envoyées à Fréjus gardaient, avec de bons équipages, la partie des Gaules la plus rapprochée. Mais la principale force était sur le Rhin, d'où elle contenait également les Germains et les Gaulois; elle se composait de huit légions. Trois légions occupaient l'Espagne, dont on n'avait que depuis peu achevé la conquête. Juba régnait sur la Mauritanie, présent du peuple romain. Le reste de l'Afrique était gardé par deux légions, l'Égypte par deux autres; quatre suffisaient pour tenir en respect les vastes contrées qui, à partir de la Syrie, s'étendent jusqu'à l'Euphrate et confinent à l'Albanie, à l'Ibérie, et à d'autres royaumes dont la grandeur romaine protège l'indépendance. La Thrace était sous les lois de Rhœmetalcès et des enfants de Cotys. Deux légions en Pannonie, deux en Mésie, défendaient la rive du Danube. Deux autres, placées en Dalmatie, se trouvaient, par la position de cette province, en seconde ligne des précédentes, et assez près de l'Italie pour voler à son secours dans un danger soudain. Rome avait d'ailleurs ses troupes particulières, trois cohortes urbaines et neuf prétoriennes, levées en général dans l'Étrurie, l'Ombrie, le vieux Latium, et dans les plus anciennes colonies romaines. Il faut ajouter les flottes alliées, les ailes et les cohortes auxiliaires, distribuées selon le besoin et la convenance des provinces. Ces forces étaient presque égales aux premières; mais le détail en serait incertain, puisque, suivant les circonstances, elles passaient d'un lieu dans un autre, augmentaient ou diminuaient de nombre. » (J. L. Burnouf, *Oeuvres complètes de Tacite traduites en français avec une introduction et des notes*, Paris, 1859, *Annales*, IV, 5)(NdT)

** « Le service en lui-même était pénible, infructueux : dix as par jour, voilà le prix qu'on estimait l'âme et le corps du soldat ; là-dessus, il devait se fournir d'armes, d'habits, de tentes, se racheter de la cruauté des centurions, payer les moindres dispenses. Mais les verges, mais les blessures, de rigoureux hivers, des étés laborieux, des guerres sanglantes, des paix stériles, à cela jamais de fin. Le seul remède était qu'on ne devînt soldat qu'à des conditions fixes : un denier par jour ; le congé au bout de la seizième année ; passé ce terme, plus d'obligation de rester sous le drapeau, et, dans le camp même, la récompense argent comptant. Les cohortes prétoriennes, qui recevaient deux deniers par tête, qui après seize ans étaient rendues à leurs foyers, couraient-elles donc plus de hasards ? » (J. L. Burnouf, *Oeuvres complètes de Tacite traduites en français avec une introduction et des notes*, Paris, 1859, *Annales*, I, 17) (NdT)

dans le public. Mais une plus grande abondance d'argent (money) a une utilité très limitée et elle peut même parfois être un désavantage (*a loss*) pour une nation dans son commerce avec les pays étrangers.

Il semble y avoir un heureux concours de causes dans les affaires humaines qui contient la croissance du commerce et des richesses et les empêche de se limiter à un seul peuple, comme les avantages d'un commerce établi pourraient d'abord naturellement le faire craindre. Quand une nation a pris une avance commerciale sur une autre, il est très difficile à la deuxième de regagner le terrain perdu à cause de la supériorité de l'activité ¹⁷ et des compétences (*superior industry and skill*) de la première et à cause des plus grands fonds (stocks) que possèdent les marchands et qui leur permettent de vendre avec des profits (profits) beaucoup plus faibles. Mais ces avantages sont compensés, dans une certaine mesure, par le bas prix du travail dans toutes les nations qui n'ont pas un commerce étendu et qui n'ont pas beaucoup d'or et d'argent (*silver*). Les manufactures se déplacent donc progressivement, quittent les pays et les provinces qu'elles ont déjà enrichies et partent pour d'autres pays où elles sont attirées par le bas prix (*the cheapness*) des matériaux (provisions) et du travail, jusqu'à ce qu'elles les aient enrichies aussi et qu'elles soient de nouveau bannies par les mêmes causes. Et, en général, nous pouvons observer que la cherté (*dearness*) de toutes les choses, cherté qui provient de l'abondance d'argent (money), est un désavantage qui accompagne un commerce établi et lui impose des limites dans tout pays en permettant aux Etats plus pauvres de vendre à meilleur marché (*to undersell*) que les Etats plus riches sur tous les marchés étrangers.

Cela m'a fait nourrir un doute sur l'intérêt des *banques* et du *pier-crédit* (*the benefit of banks and paper-credit*) qu'on estime généralement si avantageux pour toute nation. Que le prix des matériaux

---

¹⁷ Si l'on traduit le mot « Industry » par « industrie », il faut bien sûr songer qu'il ne s'agit pas de la seule activité industrielle. D'ailleurs, les exemples pris par Hume sont surtout des exemples d'activités agricoles et artisanales. (NdT)

(provisions) et du travail s'élève par l'augmentation du commerce et de [la quantité] d'argent (money) est à de nombreux égards un inconvénient, mais un inconvénient inévitable, l'effet de la richesse et de la prospérité publiques qui sont les fins de tous nos désirs. Cet inconvénient est compensé par les avantages que nous retirons de la possession des métaux précieux (*precious metals*) et du poids qu'ils donnent à la nation dans toutes les guerres et les négociations avec l'étranger. Mais il semble n'y avoir aucune raison d'accroître cet inconvénient par une monnaie factice (*a counterfeit money*) que les étrangers n'acceptent pour aucun paiement et qu'un grand désordre dans l'Etat réduira à néant. Il y a certes dans tous les pays riches beaucoup de gens qui, ayant de grandes sommes d'argent (money), préfèrent un papier bien garanti (*prefer paper, with good security*) car il est d'un transport plus aisé et d'une détention plus sûre. S'il n'existe pas de banque publique, les banquiers privés tireront avantage de cette circonstance, comme le firent autrefois les orfèvres à LONDRES ou comme le font aujourd'hui les banquiers à DUBLIN. Et c'est pourquoi il est préférable, peut-on penser, qu'une compagnie publique jouisse du bénéfice du papier-crédit qui aura toujours cours dans tout royaume opulent. Mais tenter d'accroître artificiellement ce crédit ne peut jamais être l'intérêt d'une nation commerçante car cela doit entraîner des désavantages en accroissant la quantité d'argent (money) au-delà de sa proportion naturelle avec le travail et les marchandises (*to labour and commodities*) et, par là, augmentant leur prix pour les marchands et les manufacturiers. Et, de ce point de vue, il faut reconnaître qu'aucune banque ne pourrait être plus avantageuse que celle qui mettrait sous clefs tout l'argent (money) qu'elle recevrait ¹⁸ et qui n'augmenterait jamais la monnaie (coin) en circulation, contrairement à l'habitude de remettre une partie de son trésor dans le commerce. Une banque publique, par cet expédient, pourrait bloquer les transactions des banquiers privés et des agioteurs (*the dealings of private bankers and money-jobbers*) et, même si l'Etat supportait la charge

---

¹⁸ C'est le cas de la banque d'Amsterdam. [Note ajoutée à partir de l'édition des *Discours politiques* de 1753-54) (Note du Traducteur entre crochets)]

des salaires des directeurs et des caissiers de cette banque (car, selon l'hypothèse précédente, elle ne tirerait aucun profit de ses transactions), l'avantage national résultant du bas prix du travail et de la destruction du papier-crédit serait une compensation suffisante. Sans mentionner qu'une somme aussi importante, demeurant à disposition, serait [bien] pratique dans les moments de péril public et de problèmes, la partie utilisée pouvant être replacée à loisir quand la paix et la tranquillité seraient restaurées dans la nation.

Mais nous traiterons plus largement de cette question du papier-crédit plus loin et je finirai cet essai sur l'argent (*money*) en proposant et en expliquant deux observations qui pourront peut-être servir à occuper l'esprit de nos auteurs politiques spéculatifs.

ANARCHASIS le SCYTHE, qui n'avait jamais vu d'argent (*money*) dans son propre pays, avait judicieusement observé que l'or et l'argent (*silver*) ne servaient aux GRECS que pour les aider dans la numération et l'arithmétique ¹⁹. Il est certes évident que l'argent (*money*) n'est que la représentation du travail et des marchandises (*the representation of labour and commodities*) et ne sert que comme méthode pour les évaluer ou les estimer (*as a method of rating or estimating them*). Quand la monnaie (*coin*) est en plus grande abondance, comme une plus grande quantité de monnaie est requise pour représenter la même quantité de biens (*goods*), cela ne peut avoir aucun effet, bon ou mauvais, si l'on considère la nation elle-même, pas plus que ne changerait la comptabilité d'un marchand si, au lieu des chiffres ARABES qui exigent peu de caractères, il utilisait les chiffres ROMAINS qui en exigent beaucoup. Mieux, une plus grande quantité d'argent (*money*), comme les chiffres ROMAINS, est plutôt gênante et

---

¹⁹ « comme Anacharsis disoit qu'il ne voyoit point que les Grecs usassent de leurs deniers monnoyez à autre usage qu'a jetter et compter: aussi ne font ceux-là autre chose que compter et mesurer leurs beaux propos sans en tirer autre commodité ne profit. » (Plutarque, œuvres morales, Comment on pourra appercevoir si l'on amende en l'exercice de la vertu, traduction Amyot, 1587) (NdT)

est plus difficile à conserver et à transporter. Mais, malgré cette conclusion qui doit être tenue pour exacte, il est certain que, depuis la découverte des mines d'AMÉRIQUE, l'activité (*industry*) s'est développée dans toutes les nations d'EUROPE mais pas chez les possesseurs de ces mines, et cela peut justement être attribué, entre autres raisons, à la quantité supplémentaire d'or et d'argent (*silver*). C'est pourquoi nous voyons que, dans tous les royaumes en lesquels l'argent (*money*) commence à circuler plus abondamment qu'avant, tout revêt une nouvelle face, le travail et l'activité s'animent (*labour and industry gain life*), le marchand devient plus entreprenant, le manufacturier plus diligent et habile et même le fermier suit sa charrue avec plus d'entrain et d'attention ; ce qui n'est pas facile à expliquer si nous considérons seulement l'influence qu'a une plus grande abondance de monnaie (coin) sur le royaume lui-même en élevant le prix des marchandises et en obligeant chacun à payer toute chose achetée avec un plus grand nombre de petites pièces jaunes ou blanches. Pour ce qui est du commerce extérieur, il semble qu'une grande abondance d'argent (*money*) soit plutôt désavantageuse en élevant le prix du travail, quel qu'en soit le type.

Pour expliquer ce phénomène, nous devons donc considérer que, quoique l'augmentation du prix des marchandises soit une conséquence nécessaire de l'accroissement [de la quantité] d'or et d'argent (*silver*), elle ne le suit cependant pas immédiatement. Un certain temps est requis avant que l'argent (*money*) circule à travers tout l'Etat et fasse sentir son effet dans toutes les classes de la population. Aucun changement n'est d'abord perçu. Par degrés, les prix montent, d'abord le prix d'une seule marchandise (*one commodity*), puis le prix d'une d'autre, jusqu'à ce que l'ensemble atteigne finalement une juste proportion avec la nouvelle quantité d'espèces (*specie*) qui se trouve dans le royaume. A mon avis, c'est seulement dans l'intervalle, dans la situation intermédiaire entre l'acquisition d'argent (*money*) et l'augmentation des prix (*rise of prices*) que l'accroissement de la quantité d'or et d'argent (*silver*) est favorable à l'activité (*industry*). Quand une quantité d'argent (*money*) est importée dans une nation,

elle n'est pas d'abord dispersée entre de nombreuses mains mais elle est confinée dans les coffres de quelques personnes qui cherchent immédiatement à l'employer pour leur profit (*advantage*). Nous supposons par exemple qu'un groupe de manufacturiers ou de marchands aient reçu de l'or et de l'argent (*silver*) en échange (return) de biens (*goods*) envoyés à CADIX. Ils se trouvent par là capables d'employer plus d'ouvriers (*workmen*) que précédemment, ouvriers qui ne songent jamais à demander de plus hauts salaires (*higher wages*) mais qui sont contents d'être employés par de si bons payeurs. Si les ouvriers se font rares, le manufacturier donne de plus hauts salaires mais exige d'abord plus de travail (*an increase of labour*), exigence à laquelle se soumet volontiers l'ouvrier (*the artisan*) qui peut maintenant manger et boire des choses meilleures pour compenser sa peine et sa fatigue supplémentaires. Il apporte son argent (money) au marché où il trouve toutes les choses au même prix que précédemment mais il s'en retourne avec une plus grande quantité [de denrées] et de meilleure qualité pour l'usage de sa famille. Le fermier et le maraîcher, voyant qu'ils ont vendu toutes leurs marchandises, s'appliquent avec empressement à en produire davantage et, en même temps, ils ont les moyens de prendre plus d'habits et de meilleure qualité chez leurs fournisseurs qui ont conservé le même prix qu'auparavant et dont seule l'activité est stimulée (*whetted*) par un nouveau gain (gain) aussi important. Il est facile de suivre l'argent (money) dans son progrès à travers toute la communauté où nous verrons qu'il stimule nécessairement le zèle (*the diligence*) de chaque individu avant de faire monter le prix du travail (*the price of labour*).

Que les espèces (*the specie*) puissent augmenter jusqu'à un niveau considérable avant d'avoir ce dernier effet, cela apparaît, parmi d'autres exemples, dans les fréquentes opérations du roi de FRANCE sur l'argent (money), où l'on s'aperçoit toujours que l'augmentation de la valeur numéraire ne produisait pas une hausse proportionnelle des prix, du moins pour un certain temps. Dans la dernière année du règne de LOUIS XIV, l'argent (money) avait augmenté de trois septièmes mais les prix n'augmentèrent que d'un septième. En FRANCE,

le blé se vend aujourd'hui au même prix (ou pour le même nombre de livres) qu'en 1683, bien que l'argent (silver) fût alors à trente livres le marc ²⁰ et qu'il est aujourd'hui à cinquante ²¹. Sans mentionner la

²⁰ Ancien poids des métaux précieux : environ 245 gr. (NdT)

²¹ Ces faits, je les donne sous l'autorité de M. Du Tot (*Réflexions Politiques* *), auteur réputé, bien que je doive avouer que les faits qu'il avance en d'autres occasions sont souvent si douteux qu'ils rendent son autorité moindre en cette matière. Cependant, l'observation générale que l'augmentation de l'argent (money) en France n'augmente pas d'abord proportionnellement les prix est certainement juste.

À propos, cela semble être l'une des meilleures raisons qui puissent être données de l'accroissement graduel et universel de la valeur (denomination) de l'argent (money) bien qu'elle ait été entièrement négligée dans tous ces volumes qui ont été écrits sur cette question par Melon **, Du Tot et Paris de Verney. Si toute notre monnaie, par exemple, était refondue et qu'une quantité d'argent (silver) de la valeur d'un penny était ôtée à chaque shilling, on achèterait probablement avec le nouveau shilling tout ce qu'on pouvait acheter avec l'ancien. Le prix de toutes les choses serait ainsi insensiblement diminué, le commerce extérieur (foreign trade) serait stimulé et l'activité intérieure (domestic industry), par la circulation d'un grand nombre de livres et de shillings, serait accrue et encouragée. Pour exécuter un tel projet, il serait préférable de faire passer le nouveau shilling pour vingt-quatre demi-pence afin de préserver l'illusion et de le faire prendre pour le même shilling ***. Comme une refonte de notre argent (silver) devient nécessaire à cause de l'utilisation continuelle de nos shillings et de nos six pence ****, on peut douter qu'il faille imiter l'exemple du règne du roi Guillaume, quand la monnaie rognée (clipt money) fut émise au même titre (standard) que l'ancienne.

* *Réflexions politiques sur les finances et le commerce : où l'on examine quelles ont été sur les revenus, les denrées, le change étranger, & conséquemment sur notre commerce, les influences des augmentations & des diminutions des valeur numéraires des monnoyes.* A La Haye : chez Antoine Van Dole, 1740. - 2 v.

** Melon est le premier théoricien français du mercantilisme et son ouvrage (*Essai politique sur le commerce*, 1734) connut un certain succès. Voltaire, dans ses *Observations sur MM. Jean Lass, Melon et Dutot sur le commerce, le luxe, les monnaies et les impôts* (1738), tout en reconnaissant que l'ouvrage comporte des erreurs, dit que c' « est l'ouvrage d'un homme d'esprit, d'un citoyen, d'un philosophe », et il ajoute : « Ce livre de M. Melon en a produit un de M. Dutot, qui l'emporte de beaucoup pour la profondeur et pour la justesse, et l'ouvrage de M. Dutot en va produire un autre, par l'illustre M. Duverney, lequel probablement vaudra beaucoup mieux que les deux autres, parce qu'il sera fait par un homme d'État » . (NdT)

quantité supplémentaire d'or et d'argent (*silver*) qui a pu entrer dans ce royaume depuis cette période.

De tout ce raisonnement, nous pouvons conclure qu'il n'est d'aucune conséquence pour le bonheur intérieur d'un Etat que l'argent (*money*) soit en plus ou moins grande quantité. La bonne politique d'un homme d'Etat (*the good policy of the magistrate*) ne consiste qu'à maintenir toujours cette quantité en augmentation parce que, par ce moyen, il maintient en vie l'esprit d'entreprise (*a spirit of industry*) de la nation et accroît le fonds de travail en quoi consistent le pouvoir et les richesses véritables. Une nation dont la quantité d'argent (*money*) décroît est effectivement à ce moment plus faible et plus misérable qu'une autre nation qui n'en possède pas plus mais qui est en train d'accroître sa quantité. Cela peut facilement s'expliquer si nous considérons que les changements de la quantité d'argent (*money*), d'un côté ou de l'autre, ne sont pas immédiatement accompagnés de changements proportionnels des prix des marchandises. Il y a toujours un intervalle avant que les choses ne s'ajustent à leur nouvelle situation et cet intervalle est aussi pernicieux à l'activité ²² (*industry*) quand l'or et l'argent (*silver*) diminuent qu'il est avantageux quand ils s'accroissent. L'ouvrier n'est pas employé de la même façon par le manufacturier et le marchand mais il doit payer le même prix pour tout ce qu'il achète au marché. Le fermier ne peut disposer de son blé et de son bétail mais il doit payer le même loyer à son propriétaire. Il est facile de prévoir la pauvreté, la mendicité et la paresse qui s'ensuivent.

*** Il faut comprendre cette remarque à partir de la critique que Hume fait de la substantialité dans le *Traité de la nature humaine* (Livre I, partie IV, section 6), particulièrement ce qui concerne l'illusion créée par le principe de ressemblance. (NdT)

**** Cette utilisation d'une monnaie qui perd par l'usure sa valeur originale est selon Hume l'un des signes du caractère conventionnel de l'utilisation de l'argent (voir Hume : Lettre de 1769 à l'abbé Morellet). (NdT)

²² Formentin : « à l'industrie ». (NdT)

La seconde observation que je me propose de faire sur l'argent (money) peut être expliquée de la manière suivante. Il existe certains royaumes et certaines provinces en EUROPE (et tous étaient autrefois dans la même condition) où l'argent (money) est si rare que le propriétaire ne peut absolument pas en obtenir de ses locataires (tenants) mais est obligé de prendre son loyer sous forme de denrées qu'il consomme lui-même ou qu'il transporte jusqu'à des endroits où il peut trouver un marché. Dans ces pays, le prince ne peut pas lever d'impôts ou en lève peu et de la même manière. Comme il reçoit peu de profit d'impôts ainsi payés, il est évident qu'un tel royaume a peu de force, même à l'intérieur, et qu'il ne peut entretenir une flotte et une armée de la même taille que si ses provinces regorgeaient d'or et d'argent (*gold and silver*). Il y a certainement une plus grande disproportion entre la force de l'ALLEMAGNE à présent et ce qu'elle était il y a trois siècles ²³ qu'il n'y a entre son activité (*industry*), son peuple et ses manufactures. Les possessions AUTRICHIENNES dans l'empire sont en général bien peuplées et bien cultivées et sont d'une grande étendue mais n'ont pas un poids en rapport dans la balance de l'EUROPE, cela venant, comme on le suppose couramment, de la rareté de l'argent (money). Comment ces faits s'accordent-ils avec ce principe de raison, que la quantité d'or et d'argent (*silver*) est en elle-même indifférente ? Selon ce principe, partout où un souverain a de nombreux sujets et qu'il y a une abondance de denrées (*commodities*), il devrait évidemment être grand et puissant et les sujets riches et heureux, indépendamment de la quantité plus ou moins importante de métaux précieux. Ces métaux admettent un grand nombre de divisions et de subdivisions et, si les pièces deviennent si petites qu'on risque de les perdre, il est facile d'allier l'or et l'argent (*silver*) à un métal vil, comme cela se pratique dans certains pays d'EUROPE, et de porter ainsi les pièces jusqu'à une taille [plus] perceptible et commode. Ces

²³ Les Italiens donnèrent à l'empereur Maximilien le surnom de Pochi-danari *. Faute d'argent, aucune des entreprises de ce prince n'a jamais connu de succès.

* Voltaire fait allusion à ce surnom dans l'article « argent » de son dictionnaire philosophique. (NdT)

pièces conservent toujours la même fonction d'échange, quel que soit leur nombre ou leur couleur.

À ces difficultés, je réponds que l'effet que nous supposons découler de la rareté de l'argent (money) provient en réalité des mœurs et des coutumes du peuple et que nous prenons par erreur, comme c'est trop souvent le cas, un effet latéral pour une cause. La contradiction n'est qu'apparente mais elle exige certaines pensées et certaines réflexions pour que l'on découvre les principes par lesquels nous pouvons concilier la *raison* avec l'*expérience*.²⁴

---

²⁴ On pourra relire la note 1 de la section V de l'*Enquête sur l'entendement humain* de Hume : « Rien n'est plus utile pour des écrivains, même sur des sujets de *morale*, de *politique*, ou de *physique*, que de distinguer entre raison et expérience, et de supposer que ces types d'argumentation sont entièrement différents l'un de l'autre. Le premier est considéré comme le simple résultat de nos facultés intellectuelles qui, en considérant *a priori* la nature des choses, et en examinant les effets qui doivent suivre de leur opération, établissent des principes particuliers de science et de philosophie. Le second est supposé être dérivé entièrement des sens et de l'observation, par lesquels nous apprenons ce qui, dans les faits, a résulté de l'opération des objets particuliers, et qui, de là, nous rendent capables d'inférer ce qui en résultera dans le futur. Ainsi, par exemple, on peut défendre les limitations et les entraves au gouvernement civil, et une constitution légale, soit par la *raison* qui, en réfléchissant sur la grande fragilité morale et sur la corruption de la nature humaine, apprend qu'on ne peut se fier avec sûreté à quelqu'un qui possède une autorité illimitée; soit par l'*expérience* et par l'histoire, qui nous informent des abus énormes que l'ambition, à toutes les époques et dans tous les pays, s'est révélée faire d'une confiance si imprudente.

La même distinction entre raison et expérience s'observe dans toutes nos délibérations sur la conduite de la vie. Tandis que l'homme d'Etat, le général, le médecin ou le marchand sont jugés dignes de confiance et sont suivis quand ils ont de l'expérience, le novice sans pratique, quels que soient les talents naturels dont il est doué, est ignoré et méprisé. Bien que l'on admette que la raison puisse former des conjectures très plausibles sur les conséquences de telle conduite particulière dans telles circonstances particulières, on la suppose toutefois imparfaite sans le secours de l'expérience, qui est seule capable de donner de la stabilité et de la certitude aux maximes provenant de l'étude et de la réflexion.

Mais bien que cette distinction soit ainsi universellement acceptée, aussi bien dans les moments actifs de la vie que dans les moments spéculatifs, je

Cela semble presque une maxime évidente par elle-même que le prix de toutes les choses dépend de la proportion entre les marchandises et l'argent (*money*) et qu'un changement considérable des premiè-

---

n'hésiterai pas à déclarer qu'elle est, au fond, erronée, ou du moins superficielle.

Si nous examinons ces arguments qui, dans les sciences mentionnées ci-dessus, sont supposés être uniquement les effets du raisonnement et de la réflexion, nous trouverons qu'ils se réduisent finalement à quelques principes généraux, auxquels nous ne pouvons assigner d'autre raison que l'observation et l'expérience. La seule différence entre eux et ces maximes qui sont communément considérées comme le résultat de la pure expérience est que les premiers ne peuvent pas être établis sans quelque opération de la pensée et quelque réflexion sur ce que nous avons observé, afin d'en distinguer les circonstances et d'en tirer les conséquences; tandis que pour les secondes, l'événement qui a été l'objet d'expérience correspond exactement et pleinement à celui que nous inférons comme le résultat d'une situation particulière. L'histoire d'un TIBERE ou d'un NERON nous fait redouter une pareille tyrannie, si nos monarques s'affranchissaient des entraves des lois et des sénats. Mais l'observation d'une fraude ou d'une cruauté dans la vie privée est suffisante, si peu que l'on y réfléchisse, pour nous donner la même appréhension, en tant qu'elles servent d'exemples de la corruption générale de la nature humaine et nous montrent le danger que nous courons nécessairement si nous mettons une entière confiance dans l'humanité. Dans les deux cas, c'est l'expérience qui est finalement le fondement de notre inférence et de notre conclusion.

Il n'est personne d'assez jeune et d'assez inexpérimenté pour ne pas avoir formé, par l'observation, beaucoup de maximes générales et justes sur les affaires humaines et sur la conduite de la vie; mais il faut avouer que quand on en viendra à les mettre en pratique, on sera extrêmement sujet à erreur, jusqu'à ce que le temps et une expérience plus avancée élargissent tous deux ces maximes et nous apprennent leur usage et leur application convenable. Dans toutes les situations, dans tous les incidents, il y a beaucoup de circonstances particulières et qui apparaissent à peine, qu'un homme du plus grand talent peut d'abord laisser passer, bien qu'en dépend entièrement la justesse de ses conclusions et par conséquent la prudence de sa conduite. Sans compter que, pour un jeune débutant, les observations et les maximes générales ne se présentent pas dans les occasions appropriées, et ne peuvent être immédiatement appliquées avec le calme et le discernement requis. La vérité est qu'un raisonneur inexpérimenté ne pourrait pas être du tout un raisonneur, s'il était absolument inexpérimenté; et quand nous donnons cet attribut à quelqu'un, nous ne l'entendons qu'en un sens comparatif, et nous supposons qu'il possède de l'expérience à un degré moindre et imparfait. » (Traduction de Philippe Folliot, Les Classiques des Sciences Sociales, 2002)(NdT)

res ou du second élève ou baisse le prix de la même façon. Augmentez le nombre des marchandises, elles deviennent meilleur marché (*cheaper*), augmentez la quantité d'argent (*money*) et leur valeur s'élève. D'autre part, une diminution du nombre de marchandises et de la quantité d'argent (*money*) a des tendances contraires.

Il est de même évident que les prix ne dépendent tant de la quantité absolue de marchandises (*commodities*) et d'argent (*money*) qui se trouve dans une nation que de la quantité de marchandises qui viennent ou peuvent venir sur la marché et d'argent (*money*) en circulation. Si les espèces (coin) sont enfermées dans les coffres, à l'égard des prix, c'est comme si elles étaient détruites. L'entassement des marchandises dans des entrepôts et des greniers a le même effet. Comme, dans ce cas, l'argent (*money*) et les marchandises ne se rencontrent jamais, ils ne peuvent avoir des effets réciproques. Si nous voulons à un moment former des conjectures sur le prix des marchandises (provisions), le blé que le fermier doit conserver pour les semis et pour sa nourriture et celle de sa famille ne doit pas entrer dans l'estimation. C'est seulement le surplus (*overplus*), comparé à la demande, qui détermine la valeur (*value*).

Pour appliquer ces principes, nous devons considérer que, dans les premiers moments d'un Etat sans culture, avant que la fantaisie (*fancy* ²⁵) ne confonde leurs besoins avec ceux de la nature, les hommes se contentent des produits de leurs propres champs et des grossières améliorations ²⁶ qu'il y apportent et ils ont peu l'occasion de faire de l'échange (*exchange*) ou de disposer d'un argent (*money*) qui, par convention, est la commune mesure de l'échange (*common measure of exchange*). La laine du troupeau du fermier, filée dans sa propre famille et travaillée par un voisin tisserand qui reçoit son paiement sous forme de blé ou de laine, suffit pour fournir le mobilier et les ha-

²⁵ Qu'on peut bien sûr traduire aussi par « imagination ». (NdT)

²⁶ Le mot « improvement », dans le domaine agricole, renvoie particulièrement à l'amendement. (NdT)

bits. Le charpentier, le forgeron, le maçon et le tailleur sont engagés pour des salaires de même nature et le seigneur (*landlord*) du coin lui-même se contente de recevoir son loyer sous forme de denrées (*commodities*) produites par le fermier. La plus grande partie de ces denrées, il les consomme chez lui comme un hôte rustique. Le reste, il s'en défait peut-être contre de l'argent (*money*) à la ville voisine, argent dont il tire les quelques objets de sa dépense et de son luxe.

Mais, une fois que les hommes commencent à se raffiner par toutes ces jouissances et ne vivent plus chez eux ni ne se contentent de ce qui se cultive dans le voisinage, tous les types d'échange et de commerce se développent et davantage d'argent (*money*) entre dans les échanges. Le marchand ne veut plus être payé en blé parce qu'il ne se contente plus de simplement manger. Le fermier va au-delà de sa propre paroisse pour acheter des marchandises et ne peut pas toujours porter les siennes au marchand qui le fournit. Le propriétaire vit [désormais] à la capitale ou dans un pays étranger et il exige que son loyer soit payé en or et en argent-métal (*gold and silver*) qui peuvent être acheminés plus facilement jusqu'à lui. De grands entrepreneurs (*great undertakers*), de grands manufacturiers (*manufacturers*) et de grands marchands apparaissent pour chaque type de marchandise et ils ne peuvent commodément commercer que par des espèces (*specie*). Et, par conséquent, dans cette situation de la société, la monnaie (*the coin*) entre dans beaucoup plus de contrats (*contracts*) et, par ce moyen, est beaucoup plus employée que dans l'état premier de la société.

L'effet nécessaire est que, pourvu que la quantité d'argent (*money*) n'augmente pas dans la nation, tout devient meilleur marché dans les périodes d'activité (*industry*) et de raffinement que dans les périodes primitives et sans culture. C'est la proportion entre l'argent (*money*) en circulation et les marchandises sur le marché qui détermine les prix. Les biens (*goods*) qui sont consommés chez soi ou échangés contre d'autres biens du voisinage n'entrent jamais dans le marché (*in the market*), ils n'affectent pas le moins du monde les espèces en cir-

culation (*current specie*) à l'égard desquelles ils sont comme s'ils étaient totalement réduits à néant. Par conséquent, cette façon de les utiliser fait tomber la proportion du côté des marchandises et augmenter les prix. Mais, dès que l'argent (*money*) entre dans tous les contrats et toutes les ventes (*into all contracts and sales*) et devient partout la mesure de l'échange, la même encaisse nationale ²⁷ (*national cash*) a une plus grande tâche à accomplir. Toutes les marchandises sont alors sur le marché, la sphère de la circulation s'élargit, c'est comme si la même somme particulière devait servir un royaume plus vaste et, donc, la proportion étant ici diminuée du côté de l'argent (*money*), tout doit devenir meilleur marché et les prix tombent nécessairement par degrés.

En regardant les calculs les plus précis qui aient été faits dans toute l'EUROPE et tenant compte du changement de la valeur du numéraire (*numerary value*), de la dénomination ²⁸ (*denomination*), on constate que le prix de toutes les choses a seulement triplé ou, au plus, quadruplé depuis la découverte des INDES OCCIDENTALES. Mais qui affirmera que la quantité de monnaie (coin) en Europe n'a pas plus que quadruplé par rapport au XV^{ème} siècle et aux siècles antérieurs. Les ESPAGNOLS et les PORTUGAIS, grâce à leurs mines, les ANGLAIS, les FRANÇAIS et les ALLEMANDS, par leur commerce AFRICAIN et par leurs marchands interlopes (*interlopers* ²⁹) dans les

²⁷ Il s'agit ici de l'encaisse monétaire, non de l'encaisse métallique. (NdT)

²⁸ C'est-à-dire de la valeur de la monnaie. (NdT)

²⁹ Le commerce interlope est celui qui s'immisce dans une région du monde réservée à une nation ou une compagnie ou qui se fait avec un port en état de blocus. On lit chez Henri Sée (*Les origines du capitalisme moderne*, A. Colin, 1926) : « (...) les Hollandais, les Anglais et les Français font, dans l'Amérique espagnole, dès le XVI^{ème} siècle, un commerce interlope, qui se développe encore au XVII^{ème} et surtout dans la seconde moitié de ce siècle. On se l'explique si l'on songe, à l'étendue des côtes et à la vénalité des gouverneurs espagnols. Lorsque les Français, Anglais et Hollandais (après 1650) se furent établis dans les Antilles, voisines de l'Amérique, à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Jamaïque, à Curaçao, le commerce de contrebande devint encore plus intense ; les Anglais et les Hollandais ont, d'ailleurs, à cet égard devancé les Français. En 1662, les galions espagnols trouvent les marchés de la « terre ferme » de

INDES OCCIDENTALES, rapportent à leur nation environ six millions par an, dont les INDES ORIENTALES ne récupèrent pas plus d'un tiers. Cette seule somme, en dix ans, doublerait probablement l'ancien stock d'argent (*money*) en EUROPE. La seule raison satisfaisante qui puisse être donnée pour expliquer pourquoi tous les prix ne se sont pas élevés à une hauteur exorbitante, c'est le changement des coutumes et des mœurs. Outre que davantage de marchandises sont produites par davantage d'activité (*industry*), les mêmes marchandises viennent davantage sur le marché quand les hommes ont abandonné leur ancienne simplicité de mœurs. Et, bien que cette augmentation n'ait pas été égale à celle de la quantité d'argent (*money*), elle a cependant été considérable et a maintenu la proportion entre la monnaie (coin) et les marchandises plus près de l'ancien critère.

Si on me demandait laquelle de ces manières de vivre du peuple, la simple ou la raffinée, est la plus avantageuse à l'Etat, à la République, je n'hésiterais pas à préférer la seconde, du moins d'un point de vue politique, et à la présenter comme une raison supplémentaire d'encourager le commerce et les manufactures.

Tant que les hommes vivent de la manière simple et ancienne et qu'ils subviennent à tous leurs besoins par l'activité domestique (*domestic industry*) ou par ce qu'on trouve dans le voisinage, le souverain ne peut pas lever des impôts (taxes) en argent sur une partie considé-

---

l'Amérique si bien pourvus qu'ils doivent remporter, sans l'avoir écoulee, la plus grande partie de leur chargement. Les étrangers arrivent en vue d'un port américain, demandent à y réparer leurs vaisseaux, séduisent par leurs présents le gouverneur, et le tour est joué. C'est ce qu'indique Huet, dans le même ouvrage (p. 112)[*Mémoires sur le commerce des Hollandais*, 1717] : « Les Hollandais ont même trouvé le moyen d'y trafiquer secrètement [en Amérique], ou, pour mieux dire, directement par le moyen de l'isle de Curaçao, qui n'est pas fort éloignée de la ville de Carthagène ; les marchands de cette fameuse ville et ceux de quelques autres de la côte maritime s'entendent avec les Hollandais, auxquels ils apportent leurs marchandises jusques dans leurs vaisseaux, pendant qu'ils sont à l'ancre en quelques endroits commodes des côtes, dont ils font échange avec les marchandises de l'Europe ». (NdT)

nable de ses sujets et, s'il leur impose une charge (*any burdens*), il ne peut se faire payer qu'en denrées, seuls biens qu'ils ont en abondance ; et c'est une méthode qui s'accompagne d'inconvénients si grands et si évidents qu'il est inutile d'insister. Tout l'argent (*money*) que le souverain prétend prélever doit venir des grandes villes qui sont les seuls endroits où il circule et il est évident que ces villes ne peuvent lui rapporter autant que le pourrait tout l'Etat si l'or et l'argent (*silver*) circulaient d'un bout à l'autre du pays. Mais, outre cette manifeste diminution du revenu, il y a une autre cause de la pauvreté de la République dans cette situation. Non seulement le souverain reçoit moins d'argent (*money*) mais cet argent ne se répand pas autant que dans les périodes d'activité (*industry*) et de commerce généralisé. Tout est plus cher quand la quantité d'or et d'argent est supposée égale et cela parce qu'il vient moins de marchandises sur le marché et parce que le [quotient de] la quantité totale de la monnaie (coin) à ce qu'elle permet d'acheter s'élève ³⁰ ; et c'est par cela seul que les prix de toutes les choses sont fixés et déterminés.

Nous pouvons ainsi comprendre la fausseté de la remarque qu'on trouve souvent chez les historiens et même dans la conversation courante, qu'un Etat particulier est faible, même s'il est fertile, peuplé et bien cultivé, simplement parce qu'il manque d'argent (*money*). On voit bien que le manque d'argent (*money*) ne peut jamais nuire à l'Etat en lui-même car ce sont les hommes et les marchandises qui forment la véritable force d'une communauté. C'est une manière [trop] simple de vivre qui nuit à la République en confinant l'or et l'argent (*gold and silver*) entre peu de mains et en empêchant sa diffusion et sa circulation universelles. Au contraire, l'activité et les raffinements (*industry and refinements*) de tout genre l'incorporent (*incorporate*) à tout l'Etat, quelque petite que sa quantité puisse être, le digèrent (*digest*), pour ainsi dire, dans toutes les veines et le font entrer dans toutes les transactions et tous les contrats. Personne n'en est

---

³⁰ « the whole coin bears a higher proportion to what is to be purchases by it ». (NdT)

en entièrement dépourvu. Et, comme les prix de toutes les choses baissent par ce moyen, le souverain a un double avantage : il recueille de l'argent par ses impôts (taxes) de toutes les parties de l'Etat et ce qu'il reçoit entre davantage dans tous les achats et tous les paiements (*in every purchase and payment*).

Nous pouvons inférer d'une comparaison des prix que l'argent (money) n'est pas plus abondant en CHINE qu'il ne l'était en EUROPE il y a trois siècles. Mais quel immense pouvoir cet empire ne possède-t-il pas, si l'on peut en juger par les institutions civiles et militaires qu'il entretient ! POLYBE nous dit ³¹ que les denrées étaient si peu chères en ITALIE à son époque que, en certains lieux, le prix établi pour un repas dans une auberge était d'un *semis* par tête, un peu plus d'un quart de penny ³² ! Le pouvoir ROMAIN avait pourtant soumis tout le monde connu. A peu près un siècle avant cette époque, les ambassadeurs CARTHAGINOIS dirent, pour se moquer, qu'aucun peuple ne vivait d'une manière aussi sociable que les ROMAINS entre eux car, à chaque festin où ils étaient reçus en tant que ministres étrangers, ils remarquaient dans toutes les maisons la même argenterie ³³. La quantité absolue de métaux précieux n'est pas de grande im-

³¹ « Enfin les besoins de la vie y sont à si bon marché, que les voyageurs, dans les hôtelleries, ne demandent pas ce que leur coûtera chaque chose en particulier, mais combien il en coûte par tête ; et ils en sont souvent quittes pour un demi-as, qui ne fait que la quatrième partie d'une obole, rarement il en coûte davantage, quoiqu'on y donne suffisamment tout ce qui y est nécessaire. » (Polybe, *Histoire générale*, livre II, chap.3, traduction de Dom Thuillier, 1837) (NdT)

³² Le *farthing* anglais est le quart du *penny*, comme le *liard* français est le quart du *sol*. Formentin traduit « farthing » par « liard ». (NdT)

³³ « Nous lisons que les ambassadeurs carthaginois dirent n'avoir vu nulle part autant de bienveillance mutuelle qu'à Rome ; car partout où ils avaient dîné ils avaient reconnu la même argenterie. » (Pline l'ancien : *Histoire naturelle*, XXXIII, 50, traduction d'E. Littré - Collection des Auteurs latins publiée sous la direction de M. Nisard Firmin-Didot, Paris (1855)) Il faut bien sûr ici entendre que, vu la rareté de l'argenterie, on se la prêtait de maison en maison. Formentin traduit assez bizarrement « plate » par « vaisselle plate » en ignorant très certainement que Pline tient ce propos dans un chapitre consacré aux métaux. (NdT)

portance. Ce qui est important, c'est seulement ces deux circonstances, leur augmentation graduelle et leur assimilation ³⁴ et leur circulation parfaites à travers l'Etat ; et l'influence de ces circonstances a été ici expliquée.

Dans l'essai suivant, nous verrons un exemple d'une erreur semblable à celle que nous avons mentionnée ci-dessus, où un effet latéral (*collateral*) est pris pour une cause et où l'on accorde à l'abondance d'argent (money) un effet qui, en réalité, est dû au changement des mœurs et des coutumes du peuple.

---

³⁴ « concoction », autrement dit « digestion ». Le mot est à rapprocher du verbe « to digest » utilisé plus haut par Hume. D'ailleurs, Formetin traduit très justement par « digestion ».(NdT)

“Of Money”

by David Hume
(1752)

[Retour à la table des matières](#)

Money is not, properly speaking, one of the subjects of commerce, but only the instrument which men have agreed upon to facilitate the exchange of one commodity for another. It is none of the wheels of trade : It is the oil which renders the motion of the wheels more smooth and easy. If we consider any one kingdom by itself, it is evident, that the greater or less plenty of money is of no consequence, since the prices of commodities are always proportioned to the plenty of money, and a crown in HARRY VII.'s time served the same purpose as a pound does at present. It is only the *public* which draws any advantage from the greater plenty of money, and that only in its wars and negotiations with foreign states. And this is the reason, why all rich and trading countries from CARTHAGE to GREAT BRITAIN and HOLLAND, have employed mercenary troops, which they hired from their poorer neighbours. Were they to make use of their native subjects, they would find less advantage from their superior riches, and from their great plenty of gold and silver, since the pay of all their servants must rise in proportion to the public opulence. Our small army of 20,000 men is maintained at as great expense as a FRENCH army twice as numerous. The ENGLISH fleet, during the late war, required as much money to support it as all the ROMAN legions,

which kept the whole world in subjection, during the time of the emperors. ³⁵

The greater number of people and their greater industry are serviceable in all cases, at home and abroad, in private, and in public. But the greater plenty of money, is very limited in its use, and may even sometimes be a loss to a nation in its commerce with foreigners.

There seems to be a happy concurrence of causes in human affairs, which checks the growth of trade and riches, and hinders them from being confined entirely to one people; as might naturally at first be dreaded from the advantages of an established commerce. Where one nation has gotten the start of another in trade, it is very difficult for the latter to regain the ground it has lost, because of the superior industry and skill of the former, and the greater stocks, of which its merchants are possessed, and which enable them to trade on so much smaller profits. But these advantages are compensated, in some measure, by the low price of labour in every nation which has not an extensive commerce, and does not much abound in gold and silver. Manufactures, therefore gradually shift their places, leaving those countries and provinces which they have already enriched, and flying to others,

---

³⁵ A private soldier in the ROMAN infantry had a denarius a day, somewhat less than eighteen pence. The ROMAN emperors had commonly 25 legions in pay, which allowing 5000 men to a legion, makes 125,000. TACIT. *Ann.* lib. iv. It is true, there were also auxiliaries to the legions; but their numbers are uncertain as well as their pay. To consider only the legionaries, the pay of the private men could not exceed 1,600,000 pounds. Now, the parliament in the last war commonly allowed for the fleet 2,500,000. We have therefore 900,000 over for the officers and other expences of the ROMAN legions. There seem to have been but few officers in the ROMAN armies, in comparison of what are employed in all our modern troops, except some SWISS corps. And these officers had very small pay : a centurion, for instance, only double a common soldier. And as the soldiers from their pay (TACIT. *Ann.* lib. i.) bought their own cloaths, arms, tents, and baggage; this must also diminish considerably the other charges of the army. So little expensive was that mighty government, and so easy was its yoke over the world. And, indeed, this is the more natural conclusion from the foregoing calculations. For money, after the conquest of EGYPT, seems to have been nearly in as great plenty at ROME, as it is at present in the richest of the EUROPEAN kingdoms.

whither they are allured by the cheapness of provisions and labour; till they have enriched these also, and are again banished by the same causes. And in general we may observe, that the dearness of every thing, from plenty of money, is a disadvantage, which attends an established commerce, and sets bounds to it in every country, by enabling the poorer states to undersell the richer in all foreign markets.

This has made me entertain a doubt concerning the benefit of *banks* and *paper-credit*, which are so generally esteemed advantageous to every nation. That provisions and labour should become dear by the encrease of trade and money, is, in many respects, an inconvenience; but an inconvenience that is unavoidable, and the effect of that public wealth and prosperity which are the end of all our wishes. It is compensated by the advantages, which we reap from the possession of these precious metals, and the weight, which they give the nation in all foreign wars and negotiations. But there appears no reason for encreasing that inconvenience by a counterfeit money, which foreigners will not accept of in any payment, and which any great disorder in the state will reduce to nothing. There are, it is true, many people in every rich state, who having large sums of money, would prefer paper with good security; as being of more easy transport and more safe custody. If the public provide not a bank, private bankers will take advantage of this circumstance; as the goldsmiths formerly did in LONDON, or as the bankers do at present in DUBLIN : And therefore it is better, it may be thought, that a public company should enjoy the benefit of that paper-credit, which always will have place in every opulent kingdom. But to endeavour artificially to encrease such a credit, can never be the interest of any trading nation; but must lay them under disadvantages, by encreasing money beyond its natural proportion to labour and commodities, and thereby heightening their price to the merchant and manufacturer. And in this view, it must be allowed, that no bank could be more advantageous, than such a one as locked up all the money it received, ³⁶ and never augmented the circulating coin, as is usual, by returning part of its treasure into commerce. A public bank, by this expedient, might cut off much of the dealings of private bankers and money-jobbers; and though the state bore the charge of salaries to the directors and tellers of this bank (for, according to the pre-

---

³⁶ This is the case with the bank of AMSTERDAM.

ceding supposition, it would have no profit from its dealings), the national advantage, resulting from the low price of labour and the destruction of paper-credit, would be a sufficient compensation. Not to mention, that so large a sum, lying ready at command, would be a convenience in times of great public danger and distress; and what part of it was used might be replaced at leisure, when peace and tranquillity was restored to the nation.

But of this subject of paper credit we shall treat more largely hereafter. And I shall finish this essay on money, by proposing and explaining two observations, which may, perhaps, serve to employ the thoughts of our speculative politicians.

It was a shrewd observation of ANACHARSIS the SCYTHIAN, who had never seen money in his own country, that gold and silver seemed to him of no use to the GREEKS, but to assist them in numeration and arithmetic. It is indeed evident, that money is nothing but the representation of labour and commodities, and serves only as a method of rating or estimating them. Where coin is in greater plenty; as a greater quantity of it is required to represent the same quantity of goods; it can have no effect, either good or bad, taking a nation within itself; any more than it would make an alteration on a merchant's books, if, instead of the ARABIAN method of notation, which requires few characters, he should make use of the ROMAN, which requires a great many. Nay, the greater quantity of money, like the ROMAN characters, is rather inconvenient, and requires greater trouble both to keep and transport it. But notwithstanding this conclusion, which must be allowed just, it is certain, that, since the discovery of the mines in AMERICA, industry has encreased in all the nations of EUROPE, except in the possessors of those mines; and this may justly be ascribed, amongst other reasons, to the encrease of gold and silver. Accordingly we find, that, in every kingdom, into which money begins to flow in greater abundance than formerly, every thing takes a new face: labour and industry gain life; the merchant becomes more enterprising, the manufacturer more diligent and skilful, and even the farmer follows his plough with greater alacrity and attention. This is not easily to be accounted for, if we consider only the influence which a greater abundance of coin has in the kingdom itself, by heightening the price of commodities, and obliging every one to pay a greater

number of these little yellow or white pieces for every thing he purchases. And as to foreign trade, it appears, that great plenty of money is rather disadvantageous, by raising the price of every kind of labour.

To account, then, for this phenomenon, we must consider, that though the high price of commodities be a necessary consequence of the encrease of gold and silver, yet it follows not immediately upon that encrease; but some time is required before the money circulates through the whole state, and makes its effect be felt on all ranks of people. At first, no alteration is perceived; by degrees the price rises, first of one commodity, then of another; till the whole at last reaches a just proportion with the new quantity of specie which is in the kingdom. In my opinion, it is only in this interval or intermediate situation, between the acquisition of money and rise of prices, that the encreasing quantity of gold and silver is favourable to industry. When any quantity of money is imported into a nation, it is not at first dispersed into many hands; but is confined to the coffers of a few persons, who immediately seek to employ it to advantage. Here are a set of manufacturers or merchants, we shall suppose, who have received returns of gold and silver for goods which they sent to CADIZ. They are thereby enabled to employ more workmen than formerly, who never dream of demanding higher wages, but are glad of employment from such good paymasters. If workmen become scarce, the manufacturer gives higher wages, but at first requires an encrease of labour; and this is willingly submitted to by the artisan, who can now eat and drink better, to compensate his additional toil and fatigue. He carries his money to market, where he finds every thing at the same price as formerly, but returns with greater quantity and of better kinds, for the use of his family. The farmer and gardener, finding, that all their commodities are taken off, apply themselves with alacrity to the raising more; and at the same time can afford to take better and more cloths from their tradesmen, whose price is the same as formerly, and their industry only whetted by so much new gain. It is easy to trace the money in its progress through the whole commonwealth; where we shall find, that it must first quicken the diligence of every individual, before it encrease the price of labour.

And that the specie may encrease to a considerable pitch, before it have this latter effect, appears, amongst other instances, from the fre-

quent operations of the FRENCH king on the money; where it was always found, that the augmenting of the numerary value did not produce a proportional rise of the prices, at least for some time. In the last year of LOUIS XIV. money was raised three sevenths, but prices augmented only one. Corn in FRANCE is now sold at the same price, or for the same number of livres, it was in 1683; though silver was then at 30 livres the mark, and is now at 50. ³⁷ Not to mention the great addition of gold and silver, which may have come into that kingdom since the former period.

From the whole of this reasoning we may conclude, that it is of no manner of consequence, with regard to the domestic happiness of a state, whether money be in a greater or less quantity. The good policy of the magistrate consists only in keeping it, if possible, still encreasing; because, by that means, he keeps alive a spirit of industry in the nation, and encreases the stock of labour, in which consists all real power and riches. A nation, whose money decreases, is actually at that time weaker and more miserable than another nation which possesses no more money, but is on the encreasing hand. This will be easily accounted for, if we consider, that the alterations in the quantity of

---

³⁷ These facts I give upon the authority of Mons. du TOT in his *Reflections politiques*, an author of reputation; though I must confess, that the facts which he advances on other occasions, are often so suspicious, as to make his authority less in this matter. However, the general observation, that the augmenting of the money in FRANCE does not at first proportionably augment the prices, is certainly just. By the by, this seems to be one of the best reasons which can be given, for a gradual and universal encrease of the denomination of money, though it has been entirely overlooked in all those volumes which have been written on that question by MELON, Du TOT, and PARIS de VERNEY. Were all our money, for instance, recoin'd, and a penny's worth of silver taken from every shilling, the new shilling would probably purchase every thing that could have been bought by the old; the prices of every thing would thereby be insensibly diminished; foreign trade enlivened; and domestic industry, by the circulation of a great number of pounds and shillings, would receive some encrease and encouragement. In executing such a project, it would be better to make the new shilling pass for 24 half-pence in order to preserve the illusion, and make it be taken for the same. And as a recoinage of our silver begins to be requisite, by the continual wearing of our shillings and six-pences, it may be doubtful, whether we ought to imitate the example in King WILLIAM'S reign, when the clipt money was raised to the old standard.

money, either on one side or the other, are not immediately attended with proportionable alterations in the price of commodities. There is always an interval before matters be adjusted to their new situation; and this interval is as pernicious to industry, when gold and silver are diminishing, as it is advantageous when these metals are encreasing. The workman has not the same employment from the manufacturer and merchant; though he pays the same price for every thing in the market. The farmer cannot dispose of his corn and cattle; though he must pay the same rent to his landlord. The poverty, and beggary, and sloth, which must ensue, are easily foreseen.

II. The second observation which I proposed to make with regard to money, may be explained after the following manner. There are some kingdoms, and many provinces in EUROPE, (and all of them were once in the same condition) where money is so scarce, that the landlord can get none at all from his tenants; but is obliged to take his rent in kind, and either to consume it himself, or transport it to places where he may find a market. In those countries, the prince can levy few or no taxes, but in the same manner: And as he will receive small benefit from impositions so paid, it is evident that such a kingdom has little force even at home; and cannot maintain fleets and armies to the same extent, as if every part of it abounded in gold and silver. There is surely a greater disproportion between the force of GERMANY, at present, and what it was three centuries ago, ³⁸ than there is in its industry, people, and manufactures. The AUSTRIAN dominions in the empire are in general well peopled and well cultivated, and are of great extent; but have not a proportionable weight in the balance of EUROPE; proceeding, as is commonly supposed, from the scarcity of money. How do all these facts agree with that principle of reason, that the quantity of gold and silver is in itself altogether indifferent? According to that principle, wherever a sovereign has numbers of subjects, and these have plenty of commodities, he should of course be great and powerful, and they rich and happy, independent of the greater or lesser abundance of the precious metals. These admit of divisions and subdivisions to a great extent; and where the pieces might

---

³⁸ The ITALIANS gave to the Emperor MAXIMILIAN, the nickname of POCCI-DANARI. None of the enterprises of that prince ever succeeded, for want of money.

become so small as to be in danger of being lost, it is easy to mix the gold or silver with a baser metal, as is practised in some countries of EUROPE; and by that means raise the pieces to a bulk more sensible and convenient. They still serve the same purposes of exchange, whatever their number may be, or whatever colour they may be supposed to have.

To these difficulties I answer, that the effect, here supposed to flow from scarcity of money, really arises from the manners and customs of the people; and that we mistake, as is too usual, a collateral effect for a cause. The contradiction is only apparent; but it requires some thought and reflection to discover the principles, by which we can reconcile *reason* to *experience*.

It seems a maxim almost self-evident, that the prices of every thing depend on the proportion between commodities and money, and that any considerable alteration on either has the same effect, either of heightening or lowering the price. Encrease the commodities, they become cheaper; encrease the money, they rise in their value. As, on the other hand, a diminution of the former, and that of the latter, have contrary tendencies.

It is also evident, that the prices do not so much depend on the absolute quantity of commodities and that of money, which are in a nation, as on that of the commodities, which come or may come to market, and of the money which circulates. If the coin be locked up in chests, it is the same thing with regard to prices, as if it were annihilated; if the commodities be hoarded in magazines and granaries, a like effect follows. As the money and commodities, in these cases, never meet, they cannot affect each other. Were we, at any time, to form conjectures concerning the price of provisions, the corn, which the farmer must preserve for seed and for the maintenance of himself and family, ought never to enter into the estimation. It is only the overplus, compared to the demand, that determines the value.

To apply these principles, we must consider, that, in the first and more uncultivated ages of any state, ere fancy has confounded her wants with those of nature, men, content with the produce of their own fields, or with those rude improvements which they themselves

can work upon them, have little occasion for exchange, at least for money, which, by agreement, is the common measure of exchange. The wool of the farmer's own flock, spun in his own family, and wrought by a neighbouring weaver, who receives his payment in corn or wool, suffices for furniture and cloathing. The carpenter, the smith, the mason, the tailor, are retained by wages of a like nature; and the landlord himself, dwelling in the neighbourhood, is content to receive his rent in the commodities raised by the farmer. The greater part of these he consumes at home, in rustic hospitality: the rest, perhaps, he disposes of for money to the neighbouring town, whence he draws the few materials of his expence and luxury.

But after men begin to refine on all these enjoyments, and live not always at home, nor are content with what can be raised in their neighbourhood, there is more exchange and commerce of all kinds, and more money enters into that exchange. The tradesmen will not be paid in corn; because they want something more than barely to eat. The farmer goes beyond his own parish for the commodities he purchases, and cannot always carry his commodities to the merchant who supplies him. The landlord lives in the capital, or in a foreign country; and demands his rent in gold and silver, which can easily be transported to him. Great undertakers, and manufacturers, and merchants, arise in every commodity; and these can conveniently deal in nothing but in specie. And consequently, in this situation of society, the coin enters into many more contracts, and by that means is much more employed than in the former.

The necessary effect is, that, provided the money encrease not in the nation, every thing must become much cheaper in times of industry and refinement, than in rude, uncultivated ages. It is the proportion between the circulating money, and the commodities in the market, which determines the prices. Goods, that are consumed at home, or exchanged with other goods in the neighbourhood, never come to market; they affect not in the least the current specie; with regard to it they are as if totally annihilated; and consequently this method of using them sinks the proportion on the side of the commodities, and encreases the prices. But after money enters into all contracts and sales, and is every where the measure of exchange, the same national cash has a much greater task to perform; all commodities are then in the

market; the sphere of circulation is enlarged; it is the same case as if that individual sum were to serve a larger kingdom; and therefore, the proportion being here lessened on the side of the money, every thing must become cheaper, and the prices gradually fall.

By the most exact computations, that have been formed all over EUROPE, after making allowance for the alteration in the numerary value or the denomination, it is found, that the prices of all things have only risen three, or at most, four times, since the discovery of the WEST INDIES. But will any one assert, that there is not much more than four times the coin in EUROPE, that was in the fifteenth century, and the centuries preceding it? The SPANIARDS and PORTUGUESE from their mines, the ENGLISH, FRENCH, and DUTCH, by their AFRICAN trade, and by their interlopers in the WEST INDIES, bring home about six millions a year, of which not above a third goes to the EAST-INDIES. This sum alone, in ten years, would probably double the ancient stock of money in EUROPE. And no other satisfactory reason can be given, why all prices have not risen to a much more exorbitant height, except that which is derived from a change of customs and manners. Besides that more commodities are produced by additional industry, the same commodities come more to market, after men depart from their ancient simplicity of manners. And though this encrease has not been equal to that of money, it has, however, been considerable, and has preserved the proportion between coin and commodities nearer the ancient standard.

Were the question proposed, Which of these methods of living in the people, the simple or refined, is the most advantageous to the state or public? I should, without much scruple, prefer the latter, in a view to politics at least; and should produce this as an additional reason for the encouragement of trade and manufactures.

While men live in the ancient simple manner, and supply all their necessities from domestic industry or from the neighbourhood, the sovereign can levy no taxes in money from a considerable part of his subjects; and if he will impose on them any burdens, he must take payment in commodities, with which alone they abound; a method attended with such great and obvious inconveniencies, that they need not here be insisted on. All the money he can pretend to raise, must be

from his principal cities, where alone it circulates; and these, it is evident, cannot afford him so much as the whole state could, did gold and silver circulate throughout the whole. But besides this obvious diminution of the revenue, there is another cause of the poverty of the public in such a situation. Not only the sovereign receives less money, but the same money goes not so far as in times of industry and general commerce. Every thing is dearer, where the gold and silver are supposed equal; and that because fewer commodities come to market, and the whole coin bears a higher proportion to what is to be purchased by it; whence alone the prices of every thing are fixed and determined.

Here then we may learn the fallacy of the remark, often to be met with in historians, and even in common conversation, that any particular state is weak, though fertile, populous, and well cultivated, merely because it wants money. It appears, that the want of money can never injure any state within itself: For men and commodities are the real strength of any community. It is the simple manner of living which here hurts the public, by confining the gold and silver to few hands, and preventing its universal diffusion and circulation. On the contrary, industry and refinements of all kinds incorporate it with the whole state, however small its quantity may be : they digest it into every vein, so to speak; and make it enter into every transaction and contract. No hand is entirely empty of it. And as the prices of every thing fall by that means, the sovereign has a double advantage : he may draw money by his taxes from every part of the state; and what he receives goes farther in every purchase and payment.

We may infer, from a comparison of prices, that money is not more plentiful in CHINA, than it was in EUROPE three centuries ago. But what immense power is that empire possessed of, if we may judge by the civil and military establishment maintained by it? POLYBIUS tells us, that provisions were so cheap in ITALY during his time, that in some places the stated price for a meal at the inns was a *semis* a head, little more than a farthing! Yet the ROMAN power had even then subdued the whole known world. About a century before that period, the CARTHAGINIAN ambassador said, by way of raillery, that no people lived more sociably amongst themselves than the ROMANS; for that, in every entertainment, which, as foreign ministers, they received, they still observed the same plate at every table.

The absolute quantity of the precious metals is a matter of great indifference. There are only two circumstances of any importance, namely, their gradual encrease, and their thorough concoction and circulation through the state; and the influence of both these circumstances has here been explained.

In the following Essay we shall see an instance of a like fallacy as that above mentioned; where a collateral effect is taken for a cause, and where a consequence is ascribed to the plenty of money; though it be really owing to a change in the manners and customs of the people.

David Hume, “Essai sur l’intérêt”.

*Traduction de Philippe Folliot, 26 août 2007,
de “Of Interest”
(1752)*

[Retour à la table des matières](#)

On estime qu’il n’y a pas de signe plus certain de l’état florissant d’une nation que le faible taux d’intérêt (*the lowness of interest*), quoique je pense que la cause diffère quelque peu de l’interprétation commune. Le faible taux d’intérêt est généralement attribué à l’abondance d’argent (*plenty of money*) mais l’argent (*money*), même abondant, n’a pas d’autre effet, *si sa quantité est fixe*, que d’élever le prix du travail. L’argent (*silver* ³⁹) est plus commun que l’or et vous en recevez donc une plus grande quantité pour les mêmes marchandises. Mais payez-vous moins d’intérêt pour l’argent ? L’intérêt, à Batavia et à la Jamaïque, est de dix *pour cent*, au Portugal de six pour cent, quoique ces lieux, comme nous l’apprenons du prix de toutes les choses, abondent plus en or et en argent (*silver*) que Londres ou Amsterdam.

---

³⁹ Il s’agit ici du métal argent. (NdT)

Si, en Angleterre, tout l'or était tout-à-coup réduit à néant et si l'on remplaçait chaque guinée par vingt et un shillings, l'argent (*money*) serait-il plus abondant ou l'intérêt plus bas ? Certainement pas. Nous utiliserions seulement l'argent (*silver*) à la place de l'or. Si l'or (*gold*) était aussi commun que l'argent (*silver*) et si l'argent était aussi commun que le cuivre (*copper*), l'argent (*money*) serait-il plus abondant ou l'intérêt plus bas ? Nous pouvons avec assurance donner la même réponse. Nos shillings seraient alors jaunes, nos demi-pence blancs et nous n'aurions pas de guinées. On n'observerait aucune autre différence, aucun changement dans le commerce, dans les manufactures, dans la navigation ou dans l'intérêt, à moins que nous n'imaginions que la couleur du métal a quelque importance.

Or ce qui est si visible dans ces grandes variations de la rareté et de l'abondance des métaux précieux doit avoir lieu pour tous les changements inférieurs. Si multiplier la quantité d'or et d'argent (*silver*) par quinze ne fait aucune différence, la doubler ou la tripler en fait encore moins. Toute augmentation n'a pas d'autre effet que d'élever le prix du travail et des marchandises et cette variation n'est même rien de plus que nominale. Pendant que s'opèrent ces changements, l'augmentation peut avoir une certaine influence en stimulant l'activité (*industry*) mais, dès que les prix sont établis conformément à la nouvelle abondance d'or et d'argent (*silver*), elle n'a plus aucune sorte d'influence.

Un effet est toujours proportionné à sa cause. Les prix ont presque été multipliés par quatre depuis la découverte des Indes, et il est probable que la quantité d'or et d'argent s'est accrue encore davantage ; mais l'intérêt n'a pas baissé beaucoup que de moitié. Le taux de l'intérêt (*the rate of interest*) ne vient donc pas de la quantité des métaux précieux.

L'argent (*money*) ayant surtout une valeur fictive ⁴⁰, sa plus ou moins grande abondance n'a aucune importance si nous considérons la nation en elle-même, et la quantité d'espèces, une fois qu'elle est fixée, quelque grande qu'elle soit, n'a pas d'autre effet que d'obliger chacun à compter un plus grand nombre de ces morceaux de métal brillant pour acheter des vêtements, des meubles ou un équipage sans augmenter aucune des commodités de la vie. Si un homme emprunte de l'argent pour construire une maison, il revient chez lui avec un plus grand poids parce que la pierre, le bois, le plomb, le verre, etc., et le travail des maçons et des charpentiers sont représentés par une plus grande quantité d'or et d'argent (*silver*). Mais, comme ces métaux sont surtout considérés comme des représentations, aucun changement de leur valeur réelle ou de leur intérêt ne peut venir de leur volume ou de leur quantité, de leur poids ou de leur couleur. Le même intérêt, dans tous les cas, est pareillement proportionné à la somme empruntée. Si vous m'empruntez tant de travail et tant de marchandises en recevant cinq *pour cent*, vous recevrez toujours une quantité proportionnée de travail et de marchandises, qu'elle soit représentée par des pièces jaunes ou des pièces blanches, par une livre ou par une once. Il est donc vain de rechercher la cause de la baisse ou de la hausse de l'intérêt dans la plus ou moins grande quantité d'or et d'argent (*silver*) fixée dans une nation.

Un intérêt élevé naît de *trois* circonstances : une forte demande d'emprunt, peu de richesses pour répondre à cette demande et de grands profits commerciaux ; et ces circonstances sont une preuve claire du faible progrès du commerce et de l'industrie (*industry* ⁴¹), non de la rareté de l'or et l'argent (*gold and silver*). Un intérêt faible, d'un autre côté, provient des trois circonstances opposées : une faible demande d'emprunt, de grandes richesses pour répondre à cette demande et de petits profits commerciaux ; et ces circonstances sont

---

⁴⁰ Certaines éditions portent cette note : « Valeur venant des accords et des conventions des hommes. »

⁴¹ Au sens général d'activité laborieuse. (NdT)

liées ensemble et proviennent de la croissance de l'industrie et du commerce, non de l'accroissement d'or et d'argent (*gold and silver*). Nous allons nous efforcer de prouver ces points et nous commencerons par les causes et les effets d'une forte ou d'une faible demande d'emprunt.

Dès qu'un peuple sort, si peu que ce soit, de son état sauvage et que ses membres sont plus nombreux qu'à l'origine, l'inégalité des propriétés apparaît aussitôt et, alors que certains possèdent de larges étendues de terre, d'autres sont confinés dans d'étroites limites et certains sont totalement dépourvus de propriété foncière (*landed property*). Ceux qui possèdent plus de terres qu'ils n'en peuvent travailler emploient ceux qui n'en possèdent pas et qui acceptent de recevoir une part déterminée de ce qui est produit. Ainsi est immédiatement établi l'intérêt foncier (*landed interest*) ⁴², et il n'est aucun gouvernement, même le plus grossier, où ça ne se passe pas ainsi. Parmi ces propriétaires fonciers, on découvre des tempéraments différents ; alors que l'un préfère accumuler (*store up*) pour l'avenir le produit de sa terre, l'autre désire consommer tout de suite ce qui suffirait à plusieurs années. Mais, comme la dépense d'un revenu régulier (*settled revenue*) est une façon de vivre entièrement sans occupation, les hommes ont tellement besoin de quelque chose qui les fixe et les occupe que la plupart des propriétaires fonciers rechercheront les plaisirs et, parmi eux, les prodigues seront toujours plus nombreux que les avares. Donc, dans un Etat où il n'y a qu'un intérêt foncier, comme il y a peu de frugalité, les emprunteurs seront nécessairement très nombreux et le taux de l'intérêt (*the rate of interest*) devra être en proportion. La différence ne dépend pas de la quantité d'argent mais des habitudes et des manières qui prévalent. C'est par cela seul que la demande d'emprunt augmente ou diminue. Si l'argent était abondant au point de faire monter le prix d'un oeuf à six pence, tant qu'il n'y aurait dans l'Etat que la noblesse foncière et les paysans (*landed gentry and peasants*), les emprunteurs seraient nécessairement nombreux et l'intérêt

---

⁴² Autrement dit, ce que rappelle Say, la classe des propriétaires fonciers.

élevé. Le loyer de la même ferme serait plus lourd, plus important, mais la même oisiveté du propriétaire foncier, jointe au prix élevé des denrées, le dissiperait dans le même temps et produirait le même besoin et la même demande d'emprunt. ⁴³

Il en est de même pour la *seconde* circonstance que nous nous proposons de considérer, à savoir l'abondance ou le peu de richesses pour satisfaire la demande. Cet effet dépend aussi des habitudes et des façons de vivre du peuple et non de la quantité d'or et d'argent (*silver*). Pour qu'il y ait dans un Etat un grand nombre de prêteurs (*lenders*), il n'est ni suffisant ni nécessaire qu'il y ait une grande abondance de métaux précieux. Il faut seulement que quelques individus possèdent ou disposent de cette quantité qui se trouve dans l'Etat, qu'elle soit petite ou grande, pour former des sommes considérables ou composer un grand intérêt financier (*a great moneyed interest* ⁴⁴). Cela fait naître un grand nombre de prêteurs et fait baisser le taux d'usure (*the rate of usury*). Cela, j'ose l'affirmer, ne dépend pas de la quantité d'espèces (*quantity of specie*) mais des coutumes et manières de vivre particulières qui font que les espèces se réunissent en [faibles] sommes distinctes ou en masses d'une valeur considérable.

⁴³ Certaines éditions comportent cette note : « J'ai été informé par un très éminent juriste, homme de grand savoir et grand observateur, qu'il apparaît, par d'anciens papiers et registres, qu'il y environ quatre siècles, l'intérêt de l'argent n'était que de cinq *pour cent* en *Ecosse* et probablement dans les autres parties de l'Europe et qu'il s'éleva ensuite à dix *pour cent* avant la découverte des *Indes occidentales*. Le fait est curieux mais il peut s'accorder facilement avec le raisonnement précédent. A cette époque, les hommes restaient chez eux et vivaient d'une façon très simple et très frugale, ils n'avaient pas besoin d'argent. Les prêteurs étaient alors peu nombreux et les emprunteurs l'étaient encore moins. Le taux élevé de l'intérêt chez les premiers *Romains* est expliqué par les historiens par les fréquentes pertes qu'ils subissaient à cause des incursions de l'ennemi. »

⁴⁴ Formentin (Léon Say : *L'oeuvre économique de Hume*, Paris, Guillaumin et Cie, Petite bibliothèque économique française et étrangère, sans date dans l'exemplaire en ma possession, format 15 x 9.5, 208 pages) traduit par « intérêt capitaliste » et il souligne que l'expression ne renvoie pas ici à l'intérêt mais à une classe sociale. (NdT)

En effet, supposons que, en une nuit, par miracle, se glissent dans la poche de chaque homme de Grande Bretagne cinq livres sterling. Cela ferait plus que doubler tout l'argent qui se trouve à présent dans le royaume. Pourtant, ni le lendemain, ni après, il n'y aurait plus de prêteurs ou un changement de l'intérêt. Et, s'il n'y avait dans l'Etat que des propriétaires fonciers et des paysans, cet argent (*money*), même abondant, ne pourrait jamais constituer de grosses sommes, il ne ferait qu'augmenter les prix sans autre conséquence. Le propriétaire prodigue le dissiperait dès qu'il le recevrait et le pauvre paysan n'aurait ni les moyens, ni la perspective, ni l'ambition d'obtenir plus que sa simple subsistance. Les emprunteurs seraient toujours plus nombreux que les prêteurs et il ne s'ensuivrait aucune réduction de l'intérêt. Tout cela repose sur un autre principe et doit provenir d'une croissance de l'activité et de la frugalité (*an increase of industry and frugality*), des arts et du commerce.

Toutes les choses utiles à la vie de l'homme viennent de la terre mais peu de choses naissent dans l'état qui est nécessaire pour les rendre utilisables. Il faut donc, outre les paysans et les propriétaires fonciers, une autre classe d'hommes qui, recevant les matériaux bruts, leur donnent une forme appropriée et en retiennent une part pour leur propre usage et leur propre subsistance. Dans l'enfance de la société, ces contrats entre les artisans et les paysans, et entre une espèce d'artisans et une autre, se concluent immédiatement entre les personnes elles-mêmes qui, étant voisines, connaissent facilement leurs besoins réciproques et peuvent se prêter une mutuelle assistance pour y répondre. Mais, quand l'activité (*industry*) humaine se développe et que leurs vues s'élargissent, on s'aperçoit que les parties les plus éloignées de l'Etat peuvent s'aider aussi bien que les parties les plus proches ; et que cet échange de bons offices peut être porté jusqu'à la plus grande étendue et la plus grande complexité. De là l'origine des *marchands* (*merchants*), l'une des races les plus utiles parmi les hommes, qui servent d'agents (*agents*) entre les parties de l'Etat qui ne se connaissent pas du tout et qui ignorent leurs besoins réciproques.

Voici par exemple dans une ville cinquante ouvriers en soie et en lin et un millier de clients. Ces deux catégories d'hommes si nécessaires l'une à l'autre ne peuvent jamais se rencontrer comme il faut, jusqu'à ce que quelqu'un ouvre une boutique où ils se rendent. Dans cette province, l'herbe pousse en abondance, les habitants regorgent de fromages, de beurre et de bétail mais ils manquent de pain et de blé qui, dans une province voisine, sont en grande abondance pour l'usage des habitants. Un homme découvre cela. Il porte le blé d'une province à l'autre et revient avec du bétail et, répondant aux besoins des hommes des deux provinces, il est alors leur commun bienfaiteur. Quand la population et l'activité se développent, les difficultés des relations sont plus grandes. Les fonctions de l'agent, du marchand, deviennent plus compliquées et se divisent, se subdivisent, se composent et se mêlent avec une plus grande variété. Dans toutes ces transactions, il est nécessaire et raisonnable qu'une partie importante des marchandises et du travail appartienne au marchand à qui, d'une certaine façon, ils sont dus. Et ces marchandises, il les conserve parfois en nature, ou plus couramment les convertit en argent, leur commune représentation. Si la quantité d'or et d'argent a augmenté dans l'Etat en même temps que l'activité, il faudra une grande quantité de ces métaux pour représenter une grande quantité de marchandises et de travail. Si c'est l'activité seule qui a augmenté, le prix de toutes les choses devra baisser et une petite quantité d'espèces servira de représentation.

Il n'est aucune envie, aucune exigence plus constante et plus insatiable de l'esprit que d'être exercé et employé, et ce désir semble être le fondement de toutes nos passions et nos recherches. Privez un homme de tout travail et de toute occupation sérieuse, il courra sans repos d'un amusement à l'autre, et le poids et l'oppression qu'il sentira par cette oisiveté seront si grands qu'il en oubliera la ruine qui découlera nécessairement de ses dépenses immodérées. Donnez-lui un moyen plus anodin d'employer son esprit ou son corps, il s'en contentera et n'éprouvera plus cette soif insatiable de plaisirs. Mais, si l'emploi que vous lui donnez est lucratif, surtout si le profit est attaché à chaque exercice particulier de son activité, il verra si souvent son

gain qu'il acquerra par degrés une passion pour lui et ne connaîtra plus que le plaisir de voir chaque jour l'augmentation de sa fortune. C'est la raison pour laquelle le commerce augmente la frugalité et c'est pourquoi, chez les marchands, contrairement à ce qui se passe chez les propriétaires fonciers, il y a plus d'avares que de prodigues.

Le commerce accroît l'activité (*industry*) en la communiquant promptement d'un membre de l'Etat à l'autre et en ne permettant à aucune de dépérir ou de devenir inutile. Elle augmente la frugalité en donnant de l'occupation aux hommes et en les employant dans des arts lucratifs qui gagnent rapidement leur affection et éloignent tout goût du plaisir et de la dépense. C'est une infaillible conséquence de toutes les activités laborieuses (*industrious professions*) d'engendrer la frugalité et de faire prévaloir l'amour du gain sur l'amour du plaisir. Parmi les hommes de loi et les médecins qui ont quelque pratique, il en est beaucoup plus qui vivent dans les limites de leurs revenus qu'au-dessus ou même que dans l'excès. Mais les hommes de loi et les médecins n'engendrent aucune activité et c'est même au dépens d'autrui qu'ils acquièrent leurs richesses ; de sorte qu'ils sont sûrs de diminuer les biens de certains de leurs concitoyens à mesure qu'ils augmentent les leurs. Les marchands, au contraire, engendrent de l'activité en servant de canaux pour la conduire dans tous les coins de l'Etat ; et, en même temps, par leur frugalité, ils acquièrent un grand pouvoir sur cette activité et amassent de grands biens par le travail et les marchandises dont ils sont le principal instrument de production. Il n'y a donc pas d'autre profession que celle de marchand qui puisse rendre l'intérêt financier considérable ou, en d'autres termes, qui puisse accroître l'activité et, en augmentant aussi la frugalité, puisse donner une grande maîtrise de cette activité à quelques membres particuliers de la société. Sans commerce, l'Etat doit comprendre surtout une petite noblesse foncière (*landed gentry*) dont la prodigalité et les dépenses créent une demande continuelle d'emprunt, et une paysannerie qui ne dispose pas des sommes susceptibles de répondre à cette demande. L'argent ne se rassemble [alors] jamais en de larges fonds ou en de larges sommes qui puissent être prêtés à intérêt. Il est disper-

sé en d'innombrables mains qui, soit le gaspillent en un vain appareil et une vaine magnificence, soit l'emploient pour l'achat des nécessités courantes de la vie. Seul le commerce le réunit en des sommes considérables ; et, cet effet, il le produit simplement par l'activité qu'il engendre et la frugalité qu'il inspire, indépendamment de la quantité particulière de métaux précieux qui peuvent circuler dans l'Etat.

Ainsi, une croissance du commerce, par une conséquence nécessaire, fait naître un grand nombre de prêteurs et, par ce moyen, produit un intérêt faible. Nous devons maintenant considérer dans quelle mesure cette croissance du commerce diminue les profits qui viennent de cette profession et donne naissance à la *troisième* circonstance requise pour produire un intérêt bas.

Il peut être bon, sur ce point, de remarquer que le faible intérêt et les faibles profits des marchands sont deux événements qui se favorisent mutuellement et qui, tous deux, dérivent originellement de ce commerce étendu qui produit l'opulence des marchands et rend l'intérêt financier considérable. Quand les marchands possèdent de grands fonds, qu'ils soient représentés par peu ou beaucoup de pièces de métal, il arrive fréquemment que, quand ils se lassent des affaires ou qu'ils les laissent à des héritiers peu disposés à s'engager dans le commerce ou peu capables, ils cherchent pour la plupart un revenu annuel et sûr. L'abondance diminue les prix et fait que les prêteurs acceptent un intérêt faible. Cette considération oblige de nombreux marchands à conserver leurs fonds dans le commerce et à se contenter de bas profits plutôt que de prêter leur argent à un taux aussi bas. D'un autre côté, quand le commerce s'est étendu et qu'il emploie des fonds importants, il naît nécessairement une concurrence entre les marchands qui diminue les profits du commerce en même temps qu'elle produit l'essor du commerce lui-même. Les bas profits des marchands les amènent à accepter plus volontiers un faible intérêt quand ils quittent les affaires et commencent à se laisser aller à l'aisance et à l'indolence. Il est donc superflu de rechercher, de ces deux circonstances, la *faiblesse de l'intérêt* ou la *faiblesse des profits*,

laquelle est la cause et laquelle est l'effet. Ces deux circonstances naissent toutes les deux d'un commerce étendu et elles se favorisent mutuellement. Personne n'acceptera de faibles profits quand on peut avoir un intérêt élevé et personne n'acceptera un intérêt faible quand on peut avoir des profits élevés. Un commerce étendu, en produisant des fonds importants, diminue à la fois l'intérêt et le profit, et la diminution de l'un est toujours favorisée par la baisse proportionnelle de l'autre. Je puis ajouter que, comme les faibles profits viennent de l'essor du commerce et de l'activité, ils contribuent à leur tour à leur essor en diminuant le prix des marchandises, en encourageant la consommation et en stimulant l'activité (*industry*). Et ainsi, si nous considérons toute la connexion des causes et des effets, l'intérêt est le baromètre de l'Etat, et son faible taux un signe presque infallible de l'état florissant d'un peuple. C'est la preuve, peu inférieure à une démonstration, de l'essor de l'activité et de sa prompte circulation à travers tout l'Etat. Et quoique, peut-être, il ne soit pas impossible qu'en freinant soudainement et de façon importante le commerce, on puisse avoir un effet provisoire du même genre en faisant sortir du commerce de grands fonds, cet effet doit s'accompagner de tant de misère et de chômage des pauvres que, outre sa courte durée, il ne sera pas possible de confondre les deux cas.

Ceux qui ont affirmé que l'abondance d'argent était la cause de la faiblesse de l'intérêt semblent avoir pris un effet latéral pour une cause puisque la même activité (*industry*) qui fait baisser l'intérêt apporte communément des métaux précieux en grande abondance. Des produits variés et de bonne qualité et des marchands vigilants et entreprenants attireront rapidement de l'argent (*money*) vers un Etat, s'il en est quelque part dans le monde. La même cause, en multipliant les commodités de la vie et en développant l'activité, rassemble de grandes richesses dans les mains de personnes qui ne sont pas propriétaires fonciers et produit, de cette façon, une baisse de l'intérêt. Mais, quoique ces deux effets, l'abondance d'argent (*money*) et la faiblesse de l'intérêt, naissent naturellement du commerce et de l'activité (*industry*), ils sont tout à fait indépendants l'un de l'autre. Supposons en ef-

fet une nation perdue dans l'océan PACIFIQUE, sans aucun commerce extérieur ou sans aucune connaissance de la navigation ; supposons que cette nation possède toujours le même stock d'espèces mais que sa population et son activité se développent continuellement. Il est évident que le prix de toutes les marchandises doit graduellement diminuer dans ce royaume puisque c'est la proportion entre l'argent (*money*) et les espèces de biens qui fixe leur valeur mutuelle ; et, d'après l'hypothèse présente, les commodités de la vie deviennent chaque jour plus abondantes sans aucun changement des espèces utilisées. Donc, chez ce peuple, pour rendre un homme riche pendant les périodes d'activité, il faut une moindre quantité d'argent qu'il n'en faudrait pendant les périodes d'ignorance et de paresse. Avec moins d'argent, on construira une maison, on dotera une fille, on achètera une propriété, on subviendra aux frais d'une manufacture ou on entretiendra une famille et un équipage. C'est pour ces usages que les hommes empruntent de l'argent (*money*) ; et la plus ou moins grande quantité d'argent dans un Etat n'a donc aucune influence sur l'intérêt. Mais il est évident que le plus ou moins grand fonds de travail et de marchandises doit avoir une grande influence puisque, en réalité, c'est vraiment cela que nous empruntons quand nous prenons de l'argent à intérêt. Il est vrai que, quand le commerce s'est étendu sur tout le globe, ce sont les nations les plus industrieuses qui abondent le plus en métaux précieux ; de sorte que la faiblesse de l'intérêt et l'abondance d'argent dans les faits presque inséparables. Mais encore est-il important de connaître le principe d'où un phénomène provient et de distinguer entre une cause et un effet qui l'accompagne. Outre que cette spéculation est intéressante, elle peut fréquemment être utile dans la conduite des affaires publiques. Il faut au moins reconnaître que rien ne peut être plus utile que d'améliorer par la pratique la méthode de raisonnement sur ces sujets qui sont les plus importants de tous, bien qu'ils soient communément traités de la manière la plus vague et la plus négligente.

Une autre raison de cette erreur populaire à l'égard de la cause de la faiblesse de l'intérêt semble être l'exemple de certaines nations où,

après une soudaine acquisition d'argent (money) ou de métaux précieux par une conquête à l'étranger, l'intérêt a chuté, non seulement dans ces nations mais aussi dans les Etats voisins dès que l'argent (money) s'est dispersé et s'est insinué dans tous les coins. GARCILASO DE LA VEGA nous informe ainsi que, en ESPAGNE, l'intérêt chuta de près de moitié après la découverte des INDES OCCIDENTALES et a, depuis, baissé dans tous les royaumes de l'EUROPE. DION nous apprend que l'intérêt, à ROME, après la conquête de l'EGYPTE, tomba de 6 à 4 *pour cent*.

Les causes de cette baisse de l'intérêt, dans de tels cas, semblent différentes dans le pays conquérant et dans les Etats voisins mais, en aucun cas, il n'est juste de n'attribuer cet effet qu'à l'accroissement de la quantité d'or et d'argent (*gold and silver*).

Dans le pays conquérant, il est naturel d'imaginer que cette nouvelle acquisition d'argent (money) concernera peu de mains et que cet argent sera rassemblé en des sommes importantes qui chercheront un revenu sûr, soit par l'achat de terres, soit par l'intérêt ; et il s'ensuit par conséquent le même effet, pour une petite période, que s'il y avait eu un grand essor de l'activité (*industry*) et du commerce. L'augmentation du nombre de prêteurs sur celui des emprunteurs fait baisser l'intérêt, et d'autant plus vite si ceux qui ont acquis ces grandes sommes ne trouvent aucune activité, aucun commerce dans l'Etat, ni aucun autre moyen d'employer leur argent qu'en le prêtant à intérêt. Mais, après que cette nouvelle masse d'or et d'argent (*gold and silver*) a été digérée et a circulé à travers tout l'Etat, les affaires reviennent bientôt à leur situation première, pendant que les propriétaires fonciers et les nouveaux détenteurs de capitaux (*new money-holders*) vivent dans l'oisiveté et au-dessus de leurs moyens. Les premiers contractent chaque jour des dettes et les seconds puisent dans leurs réserves jusqu'à leur finale extinction. L'ensemble de l'argent peut encore être dans l'Etat mais, n'étant plus désormais rassemblé dans des sommes ou fonds importants, la disproportion entre les em-

prunteurs et les prêteurs est la même que précédemment et, par conséquent, un intérêt élevé réapparaît.

C'est pourquoi nous voyons que, à ROME, dès l'époque de TIBERE, l'intérêt était remonté à 6 *pour cent*, bien qu'aucun accident ne fût survenu qui eût vidé l'empire de son argent (*money*). A l'époque de TRAJAN, en ITALIE, l'argent prêté sur hypothèque (on mortgages) supportait un intérêt de 6 *pour cent* et l'argent prêté sur des garanties courantes (*common securities*) un intérêt de 12 *pour cent* ; et si, en ESPAGNE, l'intérêt ne s'était pas élevé jusqu'à son ancien niveau, cela ne peut être attribué qu'à la persistance de la même cause qui le fit baisser, à savoir les grandes fortunes continuellement faites aux INDES, qui arrivaient de temps en temps en ESPAGNE et suppléaient à la demande des emprunteurs. C'est par cette cause extérieure et accidentelle qu'il y eut plus d'argent (*money*) à prêter en ESPAGNE, c'est-à-dire plus d'argent réuni en sommes importantes qu'on eût dû en trouver autrement dans un Etat où il y avait si peu de commerce et si peu d'activité laborieuse.

Quant à la baisse de l'intérêt qui a suivi en ANGLETERRE, en FRANCE et dans d'autres royaumes d'EUROPE qui n'ont pas de mines, elle a été graduelle et ne provenait pas de l'augmentation de la quantité d'argent (*money*) considérée en elle-même mais de l'essor de l'activité qui est l'effet naturel de cette augmentation dans l'intervalle de temps avant qu'elle n'élève le prix du travail et des matériaux ; car, pour en revenir à l'hypothèse précédente, si l'activité de l'ANGLETERRE s'était développée d'autant par d'autres causes (et cet essor aurait pu aisément se produire, bien que le stock d'argent fût demeuré le même), toutes les mêmes conséquences que celles que nous observons à présent n'auraient-elles pas dû s'ensuivre ? Dans ce cas, on aurait trouvé dans ce royaume la même population, les mêmes marchandises, la même activité, les mêmes produits manufacturés et le même commerce et, par conséquent, les mêmes marchands avec les mêmes fonds, c'est-à-dire avec la même maîtrise du travail et des marchandises, mais représentés par un plus petit nombre de pièces

jaunes ou blanches, ce qui, étant une circonstance sans importance, n'aurait affecté que le charretier, le portefaix et le fabricant de malles. Le luxe, les produits manufacturés, les arts, l'activité et la frugalité florissant de même qu'à présent, il est donc évident que l'intérêt aurait dû être aussi faible puisque c'est le nécessaire résultat de toutes ces circonstances, dans la mesure où elles déterminent dans tout Etat les profits du commerce et la proportion entre les emprunteurs et les prêteurs.

“Of Interest”

by David Hume
(1752)

[Retour à la table des matières](#)

Nothing is esteemed a more certain sign of the flourishing condition of any nation than the lowness of interest : and with reason; though I believe the cause is somewhat different from what is commonly apprehended. Lowness of interest is generally ascribed to plenty of money. But money, however plentiful, has no other effect, *if fixed*, than to raise the price of labour. Silver is more common than gold; and therefore you receive a greater quantity of it for the same commodities. But do you pay less interest for it? Interest in BATAVIA and JAMAICA is at 10 *per cent.* in PORTUGAL at 6, though these places, as we may learn from the prices of every thing, abound more in gold and silver than either LONDON or AMSTERDAM.

Were all the gold in ENGLAND annihilated at once, and one and twenty shillings substituted in the place of every guinea, would money be more plentiful or interest lower? No surely : we should only use silver instead of gold. Were gold rendered as common as silver, and silver as common as copper, would money be more plentiful or interest lower? We may assuredly give the same answer. Our shillings would then be yellow, and our halfpence white; and we should have no guineas. No other difference would ever be observed; no alteration on commerce, manufactures, navigation, or interest; unless we imagine, that the colour of the metal is of any consequence.

Now, what is so visible in these greater variations of scarcity or abundance in the precious metals, must hold in all inferior changes. If the multiplying of gold and silver fifteen times makes no difference, much less can the doubling or tripling them. All augmentation has no other effect than to heighten the price of labour and commodities; and even this variation is little more than that of a name. In the progress towards these changes, the augmentation may have some influence, by exciting industry; but after the prices are settled, suitably to the new abundance of gold and silver, it has no manner of influence.

An effect always holds proportion with its cause. Prices have risen near four times since the discovery of the INDIES; and it is probable gold and silver have multiplied much more: But interest has not fallen much above half. The rate of interest, therefore, is not derived from the quantity of the precious metals.

Money having chiefly a fictitious value, the greater or less plenty of it is of no consequence, if we consider a nation within itself; and the quantity of specie, when once fixed, though ever so large, has no other effect, than to oblige every one to tell out a greater number of those shining bits of metal, for clothes, furniture or equipage, without encreasing any one convenience of life. If a man borrow money to build a house, he then carries home a greater load; because the stone, timber, lead, glass, &c. with the labour of the masons and carpenters, are represented by a greater quantity of gold and silver. But as these metals are considered chiefly as representations, there can no alteration arise from their bulk or quantity, their weight or colour, either upon their real value or their interest. The same interest, in all cases, bears the same proportion to the sum. And if you lent me so much labour and so many commodities, by receiving five *per cent.* you always receive proportional labour and commodities, however represented, whether by yellow or white coin, whether by a pound or an ounce. It is in vain, therefore, to look for the cause of the fall or rise of interest in the greater or less quantity of gold and silver, which is fixed in any nation.

High interest arises from *three* circumstances : a great demand for borrowing; little riches to supply that demand, and great profits aris-

ing from commerce : and these circumstances are a clear proof of the small advance of commerce and industry, not of the scarcity of gold and silver. Low interest, on the other hand, proceeds from the three opposite circumstances : a small demand for borrowing; great riches to supply that demand; and small profits arising from commerce : and these circumstances are all connected together, and proceed from the encrease of industry and commerce, not of gold and silver. We shall endeavour to prove these points; and shall begin with the causes and the effects of a great or small demand for borrowing.

When a people have emerged ever so little from a savage state, and their numbers have encreased beyond the original multitude, there must immediately arise an inequality of property; and while some possess large tracts of land, others are confined within narrow limits, and some are entirely without any landed property. Those who possess more land than they can labour, employ those who possess none, and agree to receive a determinate part of the product. Thus the *landed* interest is immediately established; nor is there any settled government, however rude, in which affairs are not on this footing. Of these proprietors of land, some must presently discover themselves to be of different tempers from others; and while one would willingly store up the produce of his land for futurity, another desires to consume at present what should suffice for many years. But as the spending of a settled revenue is a way of life entirely without occupation; men have so much need of somewhat to fix and engage them, that pleasures, such as they are, will be the pursuit of the greater part of the landholders, and the prodigals among them will always be more numerous than the misers. In a state, therefore, where there is nothing but a landed interest, as there is little frugality, the borrowers must be very numerous, and the rate of interest must hold proportion to it. The difference depends not on the quantity of money, but on the habits and manners which prevail. By this alone the demand for borrowing is encreased or diminished. Were money so plentiful as to make an egg be sold for sixpence; so long as there are only landed gentry and peasants in the state, the borrowers must be numerous, and interest high. The rent for the same farm would be heavier and more bulky : but the same idleness of the landlord, with the higher price of commodities,

would dissipate it in the same time, and produce the same necessity and demand for borrowing. ⁴⁵

Nor is the case different with regard to the *second* circumstance which we proposed to consider, namely, the great or little riches to supply the demand. This effect also depends on the habits and way of living of the people, not on the quantity of gold and silver. In order to have, in any state, a great number of lenders, it is not sufficient nor requisite, that there be great abundance of the precious metals. It is only requisite, that the property or command of that quantity, which is in the state, whether great or small, should be collected in particular hands, so as to form considerable sums, or compose a great moneyed interest. This begets a number of lenders, and sinks the rate of usury; and this, I shall venture to affirm, depends not on the quantity of specie, but on particular manners and customs, which make the specie gather into separate sums or masses of considerable value.

For, suppose, that, by miracle, every man in GREAT BRITAIN should have five pounds slipped into his pocket in one night; this would much more than double the whole money that is at present in the kingdom; yet there would not next day, nor for some time, be any more lenders, nor any variation in the interest. And were there nothing but landlords and peasants in the state, this money, however abundant, could never gather into sums; and would only serve to encrease the prices of every thing, without any farther consequence. The prodigal landlord dissipates it, as fast as he receives it; and the beggarly peasant has no means, nor view, nor ambition of obtaining above a bare livelihood. The overplus of borrowers above that of lenders continuing still the same, there will follow no reduction of interest. That de-

---

⁴⁵ I have been informed by a very eminent lawyer, and a man of great knowledge and observation, that it appears from antient papers and records, that, about four centuries ago, money in SCOTLAND, and probably in other parts of EUROPE, was only at five *per cent.* and afterwards rose to ten before the discovery of the WEST-INDIES. The fact is curious; but might easily be reconciled to the foregoing reasoning. Men, in that age, lived so much at home, and in so very simple and frugal a manner, that they had no occasion for money; and though the lenders were then few, the borrowers were still fewer. The high rate of interest among the early ROMANS is accounted for by historians from the frequent losses sustained by the inroads of the enemy.

pend upon another principle; and must proceed from an encrease of industry and frugality, of arts and commerce.

Every thing useful to the life of man arises from the ground; but few things arise in that condition which is requisite to render them useful. There must, therefore, beside the peasants and the proprietors of land, be another rank of men, who receiving from the former the rude materials, work them into their proper form, and retain part for their own use and subsistence. In the infancy of society, these contracts between the artisans and the peasants, and between one species of artisans and another are commonly entered into immediately by the persons themselves, who, being neighbours, are easily acquainted with each other's necessities, and can lend their mutual assistance to supply them. But when men's industry encreases, and their views enlarge, it is found, that the most remote parts of the state can assist each other as well as the more contiguous, and that this intercourse of good offices may be carried on to the greatest extent and intricacy. Hence the origin of *merchants*, one of the most useful races of men, who serve as agents between those parts of the state, that are wholly unacquainted, and are ignorant of each other's necessities. Here are in a city fifty workmen in silk and linen, and a thousand customers; and these two ranks of men, so necessary to each other, can never rightly meet, till one man erects a shop, to which all the workmen and all the customers repair. In this province, grass rises in abundance: The inhabitants abound in cheese, and butter, and cattle; but want bread and corn, which, in a neighbouring province, are in too great abundance for the use of the inhabitants. One man discovers this. He brings corn from the one province and returns with cattle; and supplying the wants of both, he is, so far, a common benefactor. As the people encrease in numbers and industry, the difficulty of their intercourse encreases : the business of the agency or merchandise becomes more intricate; and divides, subdivides, compounds, and mixes to a greater variety. In all these transactions, it is necessary, and reasonable, that a considerable part of the commodities and labour should belong to the merchant, to whom, in a great measure, they are owing. And these commodities he will sometimes preserve in kind, or more commonly convert into money, which is their common representation. If gold and silver have encreased in the state together with the industry, it will require a great quantity of these metals to represent a great quantity of

commodities and labour. If industry alone has encreased, the prices of every thing must sink, and a small quantity of specie will serve as a representation.

There is no craving or demand of the human mind more constant and insatiable than that for exercise and employment; and this desire seems the foundation of most of our passions and pursuits. Deprive a man of all business and serious occupation, he runs restless from one amusement to another; and the weight and oppression, which he feels from idleness, is so great, that he forgets the ruin which must follow him from his immoderate expences. Give him a more harmless way of employing his mind or body, he is satisfied, and feels no longer that insatiable thirst after pleasure. But if the employment you give him be lucrative, especially if the profit be attached to every particular exertion of industry, he has gain so often in his eye, that he acquires, by degrees, a passion for it, and knows no such pleasure as that of seeing the daily encrease of his fortune. And this is the reason why trade encreases frugality, and why, among merchants, there is the same overplus of misers above prodigals, as, among the possessors of land, there is the contrary.

Commerce encreases industry, by conveying it readily from one member of the state to another, and allowing none of it to perish or become useless. It encreases frugality, by giving occupation to men, and employing them in the arts of gain, which soon engage their affection, and remove all relish for pleasure and expence. It is an infallible consequence of all industrious professions, to beget frugality, and make the love of gain prevail over the love of pleasure. Among lawyers and physicians who have any practice, there are many more who live within their income, than who exceed it, or even live up to it. But lawyers and physicians beget no industry; and it is even at the expence of others they acquire their riches; so that they are sure to diminish the possessions of some of their fellow-citizens, as fast as they encrease their own. Merchants, on the contrary, beget industry, by serving as canals to convey it through every corner of the state : and at the same time, by their frugality, they acquire great power over that industry, and collect a large property in the labour and commodities, which they are the chief instruments in producing. There is no other profession, therefore, except merchandize, which can make the moneyed interest

considerable, or, in other words, can encrease industry, and, by also encreasing frugality, give a great command of that industry to particular members of the society. Without commerce, the state must consist chiefly of landed gentry, whose prodigality and expence make a continual demand for borrowing; and of peasants, who have no sums to supply that demand. The money never gathers into large stocks or sums, which can be lent at interest. It is dispersed into numberless hands, who either squander it in idle show and magnificence, or employ it in the purchase of the common necessities of life. Commerce alone assembles it into considerable sums; and this effect it has merely from the industry which it begets, and the frugality which it inspires, independent of that particular quantity of precious metal which may circulate in the state.

Thus an encrease of commerce, by a necessary consequence, raises a great number of lenders, and by that means produces lowness of interest. We must now consider how far this encrease of commerce diminishes the profits arising from that profession, and gives rise to the *third* circumstance requisite to produce lowness of interest.

It may be proper to observe on this head, that low interest and low profits of merchandize are two events, that mutually forward each other, and are both originally derived from that extensive commerce, which produces opulent merchants, and renders the moneyed interest considerable. Where merchants possess great stocks, whether represented by few or many pieces of metal, it must frequently happen, that, when they either become tired of business, or leave heirs unwilling or unfit to engage in commerce, a great proportion of these riches naturally seeks an annual and secure revenue. The plenty diminishes the price, and makes the lenders accept of a low interest. This consideration obliges many to keep their stock employed in trade, and rather be content with low profits than dispose of their money at an undervalue. On the other hand, when commerce has become extensive, and employs large stocks, there must arise rivalships among the merchants, which diminish the profits of trade, at the same time that they encrease the trade itself. The low profits of merchandize induce the merchants to accept more willingly of a low interest, when they leave off business, and begin to indulge themselves in ease and indolence. It is needless, therefore, to enquire which of these circumstances, to wit,

low interest or low profits, is the cause, and which the effect? They both arise from an extensive commerce, and mutually forward each other. No man will accept of low profits, where he can have high interest; and no man will accept of low interest, where he can have high profits. An extensive commerce, by producing large stocks, diminishes both interest and profits; and is always assisted, in its diminution of the one, by the proportional sinking of the other. I may add, that, as low profits arise from the encrease of commerce and industry, they serve in their turn to its farther encrease, by rendering the commodities cheaper, encouraging the consumption, and heightening the industry. And thus, if we consider the whole connexion of causes and effects, interest is the barometer of the state, and its lowness is a sign almost infallible of the flourishing condition of a people. It proves the encrease of industry, and its prompt circulation through the whole state, little inferior to a demonstration. And though, perhaps, it may not be impossible but a sudden and a great check to commerce may have a momentary effect of the same kind, by throwing so many stocks out of trade; it must be attended with such misery and want of employment in the poor, that, besides its short duration, it will not be possible to mistake the one case for the other.

Those who have asserted, that the plenty of money was the cause of low interest, seem to have taken a collateral effect for a cause; since the same industry, which sinks the interest, commonly acquires great abundance of the precious metals. A variety of fine manufactures, with vigilant enterprising merchants, will soon draw money to a state, if it be anywhere to be found in the world. The same cause, by multiplying the conveniencies of life, and encreasing industry, collects great riches into the hands of persons, who are not proprietors of land, and produces, by that means, a lowness of interest. But though both these effects, plenty of money and low interest, naturally arise from commerce and industry, they are altogether independent of each other. For suppose a nation removed into the *Pacific* ocean, without any foreign commerce, or any knowledge of navigation: Suppose, that this nation possesses always the same stock of coin, but is continually encreasing in its numbers and industry : it is evident, that the price of every commodity must gradually diminish in that kingdom; since it is the proportion between money and any species of goods, which fixes their mutual value; and, upon the present supposition, the convenien-

cies of life become every day more abundant, without any alteration in the current specie. A less quantity of money, therefore, among this people, will make a rich man, during the times of industry, than would suffice to that purpose, in ignorant and slothful ages. Less money will build a house, portion a daughter, buy an estate, support a manufactory, or maintain a family and equipage. These are the uses for which men borrow money; and therefore, the greater or less quantity of it in a state has no influence on the interest. But it is evident, that the greater or less stock of labour and commodities must have a great influence; since we really and in effect borrow these, when we take money upon interest. It is true, when commerce is extended all over the globe, the most industrious nations always abound most with the precious metals : so that low interest and plenty of money are in fact almost inseparable. But still it is of consequence to know the principle whence any phenomenon arises, and to distinguish between a cause and a concomitant effect. Besides that the speculation is curious, it may frequently be of use in the conduct of public affairs. At least, it must be owned, that nothing can be of more use than to improve, by practice, the method of reasoning on these subjects, which of all others are the most important; though they are commonly treated in the loosest and most careless manner.

Another reason of this popular mistake with regard to the cause of low interest, seems to be the instance of some nations, where, after a sudden acquisition of money or of the precious metals, by means of foreign conquest, the interest has fallen, not only among them, but in all the neighbouring states, as soon as that money was dispersed, and had insinuated itself into every corner. Thus, interest in SPAIN fell near a half immediately after the discovery of the WEST INDIES, as we are informed by GARCILASSO DE LA VEGA : and it has been ever since gradually sinking in every kingdom of EUROPE. Interest in ROME, after the conquest of EGYPT, fell from 6 to 4 *per cent.* as we learn from DION.

The causes of the sinking of interest, upon such an event, seem different in the conquering country and in the neighbouring states; but in neither of them can we justly ascribe that effect merely to the encrease of gold and silver.

In the conquering country, it is natural to imagine, that this new acquisition of money will fall into a few hands, and be gathered into large sums, which seek a secure revenue, either by the purchase of land or by interest; and consequently the same effect follows, for a little time, as if there had been a great accession of industry and commerce. The encrease of lenders above the borrowers sinks the interest; and so much the faster if those who have acquired those large sums, find no industry or commerce in the state, and no method of employing their money but by lending it at interest. But after this new mass of gold and silver has been digested, and has circulated through the whole state, affairs will soon return to their former situation, while the landlords and new money-holders, living idly, squander above their income; and the former daily contract debt, and the latter encroach on their stock till its final extinction. The whole money may still be in the state, and make itself felt by the encrease of prices : but not being now collected into any large masses or stocks, the disproportion between the borrowers and lenders is the same as formerly, and consequently the high interest returns.

Accordingly we find, in ROME, that, so early as TIBERIUS'S time, interest had again mounted to 6 *per cent.* though no accident had happened to drain the empire of money. In TRAJAN'S time, money lent on mortgages in ITALY, bore 6 *per cent.*; on common securities in BITHYNIA, 12; and if interest in SPAIN has not risen to its old pitch, this can be ascribed to nothing but the continuance of the same cause that sunk it, to wit, the large fortunes continually made in the INDIES, which come over to SPAIN from time to time, and supply the demand of the borrowers. By this accidental and extraneous cause, more money is to be lent in SPAIN, that is, more money is collected into large sums than would otherwise be found in a state, where there are so little commerce and industry.

As to the reduction of interest which has followed in ENGLAND, FRANCE, and other kingdoms of EUROPE that have no mines, it has been gradual, and has not proceeded from the encrease of money, considered merely in itself, but from that of industry, which is the natural effect of the former encrease, in that interval, before it raises the price of labour and provisions; for to return to the foregoing supposition; if the industry of ENGLAND had risen as much from other

causes, (and that rise might easily have happened, though the stock of money had remained the same) must not all the same consequences have followed, which we observe at present? The same people would, in that case, be found in the kingdom, the same commodities, the same industry, manufactures, and commerce; and consequently the same merchants, with the same stocks, that is, with the same command over labour and commodities, only represented by a smaller number of white or yellow pieces, which, being a circumstance of no moment, would only affect the waggoner, porter, and trunk-maker. Luxury, therefore, manufactures, arts, industry, frugality, flourishing equally as at present, it is evident that interest must also have been as low, since that is the necessary result of all these circumstances, so far as they determine the profits of commerce, and the proportion between the borrowers and lenders in any state.

David Hume, “Essai sur la balance du commerce”.

*Traduction de Philippe Folliot, 26 août 2007,
de “Of the Balance of Trade”
(1752)*

[Retour à la table des matières](#)

Il est très courant que les nations qui ignorent la nature du commerce prohibent l’exportation des marchandises et conservent à l’intérieur toutes les choses qu’elles pensent avoir de la valeur et de l’utilité. Elles ne se rendent pas compte qu’elles agissent d’une manière contraire à leur intention car, plus on exporte une marchandise, plus on développe sa production intérieure, ce dont le pays producteur profite toujours en priorité.

Les gens instruits savent bien que les anciennes lois d’ATHENES faisaient de l’exportation des figues un crime car, en ATTIQUE, on supposait cette espèce de fruit si excellente que les ATHENIENS la jugeaient trop délicieuse pour le palais des étrangers ; et ils prenaient tant au sérieux cette ridicule prohibition que les délateurs furent appelés chez eux *sycophantes*, mot formé à partir de deux mots grecs qui signifient *figue* et *découvreur* (*discoverer*) ⁴⁶. Dans d’anciens actes du

---

⁴⁶ Le mot est formé à partir de *sukon* (figue) et de *phantażô* (faire voir, montrer, dénoncer). Le sycophante serait ainsi le dénonciateur d’exportateurs de figues. Le mot est bien entendu désormais synonyme de « délateur ». (NdT)

parlement, il y a des preuves de la même ignorance sous le règne d'EDOUARD III et, jusqu'à ce jour, en France, l'exportation du blé est presque toujours prohibée afin, dit-on, d'empêcher les famines, alors qu'il est évident que rien ne contribue plus aux fréquentes famines dont souffre ce pays fertile.

La même crainte jalouse à l'égard de l'argent (*money*) a aussi prévalu parmi plusieurs nations et la raison, et l'expérience ont été nécessaires pour convaincre ces peuples que ces prohibitions n'ont pas d'autre effet que d'élever le change (*to raise the exchange*) à leur détriment et de produire une plus forte exportation.

Ces erreurs, on peut le dire, sont grossières et palpables mais, même dans les nations bien familiarisées avec le commerce, prévalent encore une forte jalousie à l'égard de la balance du commerce et une crainte de voir l'or et l'argent (*gold and silver*) quitter le pays. Il me semble que, dans presque tous les cas, c'est une appréhension sans fondement et je redouterais autant de voir nos sources et nos fleuves se tarir que de voir l'argent abandonner un royaume peuplé et industriel. Conservons avec soin ces derniers avantages ⁴⁷ et nous ne craignons plus de perdre le premier ⁴⁸.

Il est facile de remarquer que tous les calculs sur la balance du commerce se fondent sur des suppositions et des faits très incertains. On avoue que les registres des douanes ne sont pas une base suffisante de raisonnement, et le taux de change n'est guère meilleur, à moins de le considérer dans toutes les nations et de connaître aussi les proportions des différentes sommes remises, ce qui, on peut le dire sans se tromper, est impossible. Tous ceux qui ont raisonné sur ce sujet ont toujours prouvé leur théorie, quelle qu'elle fût, par des faits et des calculs et par une énumération de toutes les marchandises envoyées dans les royaumes étrangers.

---

⁴⁷ La population et l'activité. (NdT)

⁴⁸ L'argent. (NdT)

Les écrits de Mr. GEE frappèrent la nation d'une panique générale quand elle vit que, sur des points particuliers, il démontrait que la balance était en notre défaveur pour une somme si considérable que nous serions dans cinq ou six ans sans un seul shilling. Heureusement, vingt années se sont écoulées et il y eut une guerre coûteuse à l'étranger et, pourtant, nous avons, suppose-t-on couramment, beaucoup plus d'argent aujourd'hui que dans le passé.

Rien n'est plus divertissant sur ce point que le Dr. SWIFT, un auteur si prompt à déceler chez autrui les erreurs et les absurdités. Dans son *Bref aperçu sur l'Etat d'IRLANDE*, il dit que tout le liquide (*cash*) de ce royaume s'élevait précédemment à 500.000 livres et que, sur cette somme, les IRLANDAIS remettaient chaque année à l'ANGLETERRE un million net, sans avoir d'autre source de compensation ni d'autre commerce extérieur que l'importation de vins FRANÇAIS qu'ils payaient comptant. La conséquence de cette situation qui, il faut le reconnaître, était désavantageuse, fut que l'argent en cours en IRLANDE, passa en trois ans de 500.000 livres à 200.000 livres. A présent, depuis trente ans, il ne reste [certainement] absolument rien. Je ne sais pourtant pas comment il se fait que cette opinion sur l'évolution des richesses en Irlande, qui indigna tant le docteur, dure encore et semble gagner du terrain chez tout le monde.

Bref, cette crainte d'une mauvaise balance du commerce semble d'une nature telle qu'elle se manifeste chaque fois qu'un ministre nous met de mauvaise humeur ou que nous sommes déprimés. Et, comme elle ne peut jamais être réfutée par l'explication détaillée de toutes les exportations qui contrebalancent les importations, il serait bon ici de former un argument général qui puisse prouver l'impossibilité de cet événement tant que nous conservons notre population et notre activité (*industry*).

Supposons que les quatre cinquièmes de l'argent de GRANDE-BRETAGNE soit réduit à néant en une seule nuit et que la nation soit

ramenée à la même condition, à l'égard des espèces, que celle des règnes des HENRI et des EDOUARD. Quelle en serait la conséquence ? Le prix de tout le travail et de toutes les marchandises ne devrait-il pas chuter en proportion et toute chose se vendre à un prix aussi bas qu'à cette époque ? Quelle nation pourrait alors lutter avec nous sur les marchés étrangers ou prétendre naviguer ou vendre des biens manufacturés au même prix que celui qui nous offrirait des profits suffisants ? Il faudrait très peu de temps pour que l'argent disparu revienne et nous élève au niveau des nations voisines. Mais, à ce stade, nous perdriions immédiatement l'avantage du bas prix du travail et des marchandises et l'afflux d'argent serait stoppé par notre abondance et notre réplétion.

Supposons encore que tout l'argent de GRANDE-BRETAGNE soit quintuplé en une nuit. L'effet contraire ne devrait-il pas s'ensuivre ? Tout notre travail et toutes nos marchandises ne devraient-ils pas s'élever jusqu'à un prix si exorbitant qu'aucune nation voisine ne s'offrirait de nous les acheter ? Et le prix de leurs marchandises, d'un autre côté, deviendrait comparativement si bas que, malgré toutes les lois que nous pourrions former, elles afflueraient chez nous tandis que l'argent s'en irait à l'étranger, jusqu'à ce que nous tombions au niveau des nations étrangères et perdions cette grande supériorité de richesses qui nous avait imposé de tels désavantages.

Or il est évident que les mêmes causes qui corrigeraient ces inégalités exorbitantes, si elles se manifestaient par miracle, devraient prévenir leur apparition dans le cours ordinaire de la nature et devraient, dans toutes les nations voisines, maintenir à jamais une quasi proportion entre l'argent et l'art et l'industrie de chaque nation. L'eau, quand elle se répand, demeure toujours au même niveau. Demandez-en la raison aux physiciens, ils vous diront que si elle s'élève à un endroit, la gravité supérieure de cette quantité d'eau n'étant pas contrebalancée, l'eau doit baisser jusqu'à ce qu'elle rencontre un contrepoids ; et

que la même cause qui redresse l'inégalité quand elle arrive doit toujours l'empêcher sans une opération extérieure violente. ⁴⁹

Peut-on imaginer qu'il eût été possible, par des lois ou même par quelque art ou activité, de garder en Espagne tout l'argent que les galions rapportaient des INDES ; ou que les marchandises aient pu être vendues en France pour un dixième du prix qu'elles coûtaient de l'autre côté des PYRENEES sans trouver le moyen de passer la frontière et de vider cet immense trésor ? Pourquoi, en vérité, à présent, toutes les nations font-elles des gains dans leur commerce avec l'ESPAGNE et le PORTUGAL, sinon parce qu'il est impossible d'entasser de l'argent (*money*), de même qu'un fluide, au-delà de son propre niveau. Les souverains de ces pays ont montré leur désir de conserver pour eux-mêmes leur or et leur argent (*silver*), si cela avait été d'une certaine façon praticable.

Mais, de même qu'une quantité ne peut être élevée au-dessus du niveau de l'élément qui l'entoure si la première n'a pas de communication avec le deuxième, de même, pour l'argent (*money*), si la communication est interrompue par quelque obstacle matériel ou physique (car toutes les lois seules sont inefficaces), il peut y avoir en un tel cas une très grande inégalité. Ainsi l'immense éloignement de la CHINE et les monopoles de nos compagnies des INDES, bloquant la communication, conservent en EUROPE l'or et l'argent (*gold and silver*), surtout l'argent, en quantité beaucoup plus importante que ce que l'on peut trouver dans ce royaume. Mais, malgré ce gros obstacle, la force des causes ci-dessus mentionnées est encore évidente. L'habileté et l'ingéniosité des EUROPEENS surpasse peut-être en général celles

---

⁴⁹ Il y a une autre cause, quoique d'action plus limitée, qui contient la mauvaise balance du commerce par rapport aux nations particulières avec lesquelles le royaume fait du commerce. Quand nous importons plus de biens que nous n'en exportons, le taux de change nous devient défavorable et cela nous encourage à exporter encore jusqu'à la hauteur des frais de transport et d'assurance des sommes dues. En effet, le taux de change ne peut jamais s'élever beaucoup haut que cette somme.

des CHINOIS pour ce qui est des arts manuels et des produits manufacturés, et, pourtant, nous n'avons jamais été capables de commercer dans ce pays sans grand désavantage. Et, s'il n'y avait pas ces suppléments permanents que nous recevons d'AMERIQUE, la quantité d'argent (money) chuterait bientôt en EUROPE et augmenterait en CHINE, jusqu'à ce que le niveau soit presque le même dans les deux pays. Nul homme raisonnable ne peut douter que cette nation industrielle, si elle était aussi proche de nous que la POLOGNE ou la BARBARIE, aurait drainé vers elle le surplus de nos espèces et aurait attiré à elle une grande partie des trésors des INDES OCCIDENTALES. Il n'est nul besoin d'avoir recours à une attraction physique pour expliquer la nécessité de cette opération. Il existe une attraction morale qui vient des intérêts et des passions des hommes et qui est complète et aussi puissante qu'infaillible.

Comment la balance se maintient-elle entre les provinces de chaque royaume, sinon par la force de ce principe qui fait qu'il est impossible que l'argent (money) perde son niveau, et augmente ou baisse au-delà de sa proportion avec le travail et les marchandises de chaque province ? Si l'expérience ne tranquillisait pas les gens sur ce point, quelles sombres réflexions des calculs ne pourraient-ils pas donner à un habitant mélancolique du YORKSHIRE quand il compte et exagère les sommes drainées par LONDRES pour les impôts, les propriétaires absentéistes, les marchandises et qu'il trouve en comparaison les recettes bien inférieures dans la balance. IL n'y a aucun doute que, si l'*Heptarchie* avait subsisté en ANGLETERRE, le corps législatif de chaque Etat aurait été continuellement alarmé par la crainte d'une mauvaise balance et, comme il est probable que la haine mutuelle de ces Etats aurait été extrêmement violente à cause de leur étroit voisinage, les Etats auraient tyrannisé le commerce et auraient fait peser sur lui une surveillance jalouse et superflue. Depuis que l'union a supprimé les barrières entre l'ECOSSE et l'ANGLETERRE, laquelle de ces nations a-t-elle fait des profits sur l'autre par ce libre commerce ? Si le premier royaume a vu ses richesses augmenter, peut-on raisonnablement expliquer ce phénomène par autre chose que l'essor

de son activité et de son savoir-faire. Comme nous l'apprenons par l'abbé DUBOS, avant l'union, ce fut une commune appréhension en ANGLETERRE que l'ECOSSE drainât vers elle tous leurs trésors si l'on permettait un commerce libre, et la même appréhension prévalait de l'autre côté de la TWEED. Quelle était la justesse de ces craintes, le temps l'a montré.

Ce qui arrive pour des petites portions de l'humanité doit arriver pour les grandes. Les provinces de l'empire ROMAIN, cela ne fait aucun doute, maintenaient leur balance entre elles et avec l'Italie indépendamment du corps législatif, tout comme les différents comtés de la GRANDE-BRETAGNE ou les différentes paroisses de chaque comté. Un homme qui voyage à travers l'EUROPE de nos jours peut voir, par le prix des marchandises, que l'argent (money), en dépit de la jalousie absurde des princes et des Etats, s'est mis presque à niveau et que la différence entre un royaume et un autre n'est pas plus grande à cet égard qu'entre différentes provinces d'un même royaume. Les hommes affluent naturellement vers les grandes villes, les ports et les fleuves navigables. C'est là qu'on trouve le plus d'hommes, le plus d'activité (*industry*), le plus de marchandises et par conséquent plus d'argent, mais la dernière différence est toujours proportionnée à la première et le niveau se maintient. ⁵⁰

---

⁵⁰ Il faut noter avec soin que, dans ce discours, à chaque fois que je parle du niveau de l'argent, j'entends toujours par là son niveau en proportion avec les marchandises, le travail, l'activité, le savoir-faire des différents Etats. J'affirme que, si ces avantages sont double, triple ou quadruple des avantages des Etats voisins, l'argent sera aussi infailliblement double, triple ou quadruple. La seule circonstance qui peut faire obstacle à l'exactitude de ces proportions est le coût du transport des marchandises d'un endroit à l'autre, coût qui est parfois inégal. Ainsi le blé, le bétail, le fromage et le beurre du DERBYSHIRE ne peuvent tirer de LONDRES autant d'argent que les produits manufacturés de LONDRES tirent du DERBYSHIRE. Mais cette objection n'est qu'apparente car le coût du transport des marchandises est d'autant plus élevé que la communication entre les places est imparfaite et connaît des obstacles.

Notre jalousie et notre haine de la France sont sans limites et il faut du moins reconnaître que le premier sentiment est raisonnable et bien fondé. Ces passions sont la cause de nombreuses barrières commerciales et de nombreuses entraves, et on nous accuse généralement d'être les agresseurs. Mais qu'avons-nous gagné dans cette affaire ? Nous avons perdu le marché FRANÇAIS des lainages et avons transféré le commerce des vins en ESPAGNE et au PORTUGAL où nous achetons des vins moins bons à un prix plus élevé. Il est peu d'ANGLAIS qui ne jugeraient leur pays absolument ruiné si les vins FRANÇAIS se vendaient en ANGLETERRE à un prix si bas et en une quantité telle qu'ils supplanteraient dans une certaine mesure toute notre bière et toutes nos boissons locales. Mais, si nous mettions de côté ces préjugés, il ne serait pas difficile de prouver que rien ne peut être plus innocent et peut-être plus avantageux. Chaque nouvelle acre de vignobles plantés en France pour fournir l'ANGLETERRE en vins obligerait les FRANÇAIS à prendre pour leur subsistance la production d'une acre ANGLAISE semée en froment ou en orge ; et il est évident que, de cette façon, nous aurions la maîtrise de produits de meilleure qualité.

De nombreux édits du roi de FRANCE prohibent la plantation de nouveaux vignobles et ordonnent que tous ceux qui ont été récemment plantés soient arrachés, tellement il est conscient de la valeur supérieure du blé sur tout autre produit dans ce pays.

Le maréchal VAUBAN se plaignait souvent, et avec raison, des taxes absurdes qui pesaient sur l'entrée des vins du LANGUEDOC, de la GUYENNE et d'autres provinces méridionales quand ils étaient importés en BRETAGNE et en NORMANDIE. Il ne doutait pas que ces deux dernières provinces auraient maintenu leur balance malgré le libre-échange qu'il recommandait. Et il est évident que quelques lieues de navigation en plus n'auraient fait aucune différence ou, s'il y en avait une, elle aurait dû agir sur les marchandises des deux royaumes.

En vérité, il y a un expédient par lequel il est possible de faire baisser l'argent au-delà de son niveau naturel et un autre par lequel il est possible de l'augmenter mais, quand on examine ces cas, on se rend compte qu'ils se résolvent dans notre théorie générale et lui donnent une autorité supplémentaire.

Je ne connais guère d'autre méthode de faire baisser l'argent (money) au-dessous de son niveau que ces institutions de banques, de fonds publics et de papier-crédit, tant en usage dans notre royaume. Ces institutions font du papier l'équivalent de l'argent, le font circuler à travers tout l'Etat, lui font prendre la place de l'or et de l'argent (*silver*), élèvent proportionnellement le prix du travail et des marchandises et, par ce moyen, bannissent une grande partie des métaux précieux ou empêchent leur accroissement ultérieur. Mais qui peut avoir la vue plus courte que nous quand nous raisonnons ainsi ? Nous imaginons, parce qu'un particulier serait beaucoup plus riche si son fonds d'argent doublait, que le même bon effet s'ensuivrait si la quantité d'argent de tout le monde augmentait, sans considérer que cela élèverait d'autant le prix de toutes les marchandises et ramènerait tout le monde, au bout d'un certain temps, à la condition antérieure. C'est seulement dans nos transactions et négociations publiques avec l'étranger qu'un plus grand fonds d'argent est avantageux et, comme notre papier ne joue ici aucun rôle, nous sentons de cette façon les mauvais effets qui viennent d'une grande abondance d'argent (money) sans en tirer aucun avantage ⁵¹.

Supposons qu'il y ait 12 millions d'argent (*paper ... as money*) en papier qui circule dans le royaume (car nous ne devons pas imaginer que tout notre énorme fonds est employé sous cette forme) et suppo-

---

⁵¹ Nous avons observé dans le troisième essai [sur l'argent] que l'argent (money) quand sa quantité augmente, encourage l'activité durant l'intervalle entre l'augmentation de cette quantité et la hausse des prix. Un bon effet de cette nature doit être la conséquence du papier-crédit mais il est dangereux de précipiter les choses au risque de perdre tout par la défaillance de ce crédit, comme cela doit arriver en cas de secousse dans les affaires publiques.

sons que la monnaie réelle (real cash) du royaume soit de 18 millions. Voilà un Etat, l'expérience le montre, qui est capable de détenir un fonds (stock) de 30 millions. Je dis que, s'il est capable de le détenir, il doit nécessairement l'avoir acquis en or et en argent (*gold and silver*) si nous n'avons pas empêché l'entrée de ces métaux par cette nouvelle invention de papier. *Où a-t-il acquis cette somme ?* Dans tous les royaumes du monde. *Mais pourquoi ?* Parce que, si vous supprimez ces 12 millions, l'argent dans notre Etat est au-dessous de son niveau, comparé au niveau de nos voisins ; et il nous faut immédiatement en récupérer chez tous ces Etats jusqu'à ce que nous soyons pleins et saturés, pour ainsi dire, et que nous ne puissions plus en détenir davantage. Par notre politique actuelle, nous prenons soin de farcir la nation de ces belles marchandises que sont les billets de banque et les billets de l'échiquier ⁵² comme si nous avions peur d'être surchargés de métaux précieux.

On ne peut douter que la grande abondance de métaux précieux (*bullion*) en FRANCE soit, dans une grande mesure, due à l'absence de papier-crédit. Les FRANÇAIS n'ont pas de banques, les billets de commerce (*merchants' bills*) ne circulent pas comme chez nous, l'usure, ou prêt à intérêt, n'est pas directement autorisée, de sorte que de grandes sommes restent dans leurs coffres et que de grandes quantités d'argenterie (*plate*) sont utilisées chez les particuliers et emplissent les églises. De cette façon, les denrées et le travail demeurent meilleur marché chez eux que dans les nations qui ne sont pas moitié aussi riches en or et en argent (*gold and silver*). Les avantages de cette situation, au point de vue du commerce aussi bien que des grandes urgences publiques, sont trop évidents pour être contestés.

Il y a quelques années, la même mode prévalut à GENES que celle qui dure encore en ANGLETERRE et en HOLLANDE d'utiliser des services de porcelaine à la place de l'argenterie ; mais le sénat, prévoyant la conséquence, limita l'usage de cette marchandise fragile

---

⁵² Bons du trésor en Angleterre. (NdT)

alors que l'usage de l'argenterie n'était pas soumise à limite. Je suppose que, dans leurs malheurs récents, les GENOIS ont ressenti le bon effet de cette ordonnance. Notre impôt sur l'argenterie est peut-être, de ce point de vue, quelque peu maladroit.

Avant l'introduction du papier-monnaie dans nos colonies, elles avaient assez d'or et d'argent qui circulaient. Depuis son introduction, le moindre inconvénient qui en soit résulté est le total bannissement des métaux précieux. Et, après l'abolition du papier, on ne peut douter que l'argent revienne dans ces colonies qui possèdent des marchandises et des produits manufacturés, les seules choses qui aient une valeur commerciale, les seules choses pour lesquelles les hommes désirent avoir de l'argent (*money*).

Quel dommage que LYCURGUE n'ait pas pensé au papier-crédit quand il voulut bannir l'or et l'argent de SPARTE ! Il aurait mieux servi son dessein que les morceaux de fer qu'il utilisa comme argent (*money*) et il aurait aussi empêché plus efficacement tout commerce avec les étrangers, sa valeur réelle et intrinsèque étant nettement inférieure.

Il faut néanmoins avouer que, comme toutes ces questions sur le commerce et l'argent (*money*) sont extrêmement compliquées, on peut placer ces sujets sous certaines lumières qui montrent que les avantages du papier-crédit et des banques sont supérieurs à leurs désavantages. Qu'ils bannissent les espèces et les métaux précieux d'un Etat, c'est indubitablement vrai ; et quiconque ne regarde pas plus loin que cette circonstance a raison de les condamner ; mais les espèces et les métaux précieux ne sont pas d'une importance telle qu'ils n'admettent pas d'être compensés et même d'être contrebalancés par l'essor de l'activité (*industry*) et du crédit qui peuvent être favorisés par le sage usage du papier-monnaie. On sait bien quel avantage retire un marchand de pouvoir escompter ses billets à l'occasion ; et tout ce qui facilite cette espèce de circulation (*traffic*) est favorable au commerce général d'un Etat. Mais les banques privées ne sont capables de don-

ner un tel crédit que par le crédit qu'elles reçoivent du dépôt d'argent (*money*) chez elles, et la banque d'ANGLETERRE, de la même manière, de la liberté qu'elle a d'émettre ses billets pour tout paiement. Il y a quelques années, les banques d'EDIMBOURG trouvèrent une invention de ce genre qui, étant l'une des idées les plus ingénieuses qui aient été appliquées dans le commerce, a aussi été jugée avantageuse pour l'ECOSSE. On l'appela alors le crédit bancaire, qui est de la nature suivante. Un homme va à la banque et trouve une garantie pour un montant que nous supposons de 1000 livres sterling. Cet argent (*money*), en totalité ou en partie, il a la liberté de le retirer quand il veut et il ne paie que l'intérêt habituel pendant le temps où il dispose de cet argent. Il peut, quand il veut, rembourser une somme aussi petite que 20 livres, et l'intérêt est décompté à partir du jour même du remboursement. Les avantages de ce dispositif sont multiples. Comme un homme peut donner comme garantie presque le montant total de ses biens et que son crédit bancaire équivaut à de l'argent comptant, un marchand peut ainsi d'une certaine manière monnayer ses biens immobiliers, son mobilier, les marchandises de ses entrepôts, l'argent qu'on lui doit à l'étranger et ses bateaux sur mer, et il peut, à l'occasion, les employer pour tout paiement comme si c'était l'argent courant du pays. Si un homme emprunte à un particulier 1000 livres, outre qu'il ne trouve pas toujours cette somme quand il en a besoin, il paie un intérêt, qu'il utilise cet argent ou qu'il ne l'utilise pas. [Au contraire], son crédit bancaire ne lui coûte rien, sinon pendant la période où il l'utilise ; et cette circonstance est aussi avantageuse que s'il avait emprunté de l'argent à un intérêt beaucoup plus bas. Les marchands, de la même façon, par cette invention, ont une grande facilité à soutenir mutuellement leur crédit, ce qui est une garantie considérable contre les banqueroutes. Un homme, dont le propre crédit bancaire est épuisé, se rend dans l'une des banques voisines, qui ne sont pas dans la même situation, et il obtient de l'argent qu'il restitue à sa convenance.

Après avoir été mis en pratique pendant quelques années à EDINBOURG, ce dispositif fut poussé plus loin par plusieurs compa-

gnies de marchands à GLASGOW. Elles s'associèrent pour former des banques et émirent des billets aussi bas que dix shillings qu'elles utilisèrent dans tous les paiements, pour les marchandises, les biens manufacturés et les travaux de toutes sortes ; et ces billets, grâce au crédit établi de ces compagnies, passèrent dans tout le pays comme de l'argent dans tous les paiements. Par ce moyen, un fonds de 5000 livres pouvait accomplir les mêmes opérations qu'un fonds qui aurait été de 6000 ou 7000 livres ; et les marchands pouvaient commercer sur une plus grande échelle en exigeant un profit moins élevé dans toutes leurs transactions. Mais, quels que soient les autres avantages résultant de ces inventions, il faut encore reconnaître que, outre qu'elles donnent une trop grande facilité au crédit, ce qui est dangereux, elles bannissent tous les métaux précieux. Il n'en est pas de preuve plus évidente qu'une comparaison entre l'état passé et l'état présent de l'ECOSSE sur ce point. Lors de la refonte de la monnaie après l'Union, on s'aperçut qu'il y avait près d'un million de livres en espèces dans ce pays mais, malgré la forte augmentation des richesses, du commerce et des produits manufacturés de toute sorte, on juge que, même si aucune somme extraordinaire ne s'est écoulée vers l'ANGLETERRE, les espèces courantes ne se montent pas aujourd'hui au tiers de cette somme.

Mais, de même que ce système du papier-crédit est le seul expédient par lequel nous puissions faire baisser l'argent (*money*) au-dessous de son niveau, de même, selon moi, le seul expédient par lequel nous puissions l'élever au-dessus est une pratique que nous devrions tous décrier comme destructrice, à savoir le fait d'amasser des sommes importantes dans un trésor public, de les mettre sous clef et d'empêcher de façon absolue leur circulation. Le fluide qui ne communique pas avec l'élément voisin peut, par un tel artifice, être élevé à la hauteur de notre choix. Pour le prouver, il suffit de retourner à notre première hypothèse et de réduire à néant la moitié ou une partie quelconque de notre liquide. Nous verrions alors que la conséquence immédiate de cet événement serait l'attraction d'une somme égale venant des royaumes voisins. Il ne semble pas y avoir des limites à ce

type de thésaurisation nécessairement fixées par la nature des choses. Une petite cité comme GENEVE, mettant en pratique cette politique pendant des siècles, pourrait absorber les neuf-dixièmes de l'argent de l'EUROPE. En vérité, il semble y avoir dans la nature humaine un obstacle invincible à cet immense accroissement des richesses. Un Etat faible, avec un trésor énorme, deviendra rapidement la proie de certains de ses voisins plus pauvres mais plus puissants. Un grand Etat dissiperait ses richesses dans des projets dangereux et mal conçus et détruirait probablement ce qui a beaucoup plus de valeur, l'activité, la moralité et le nombre de ses habitants. Le fluide, dans ce cas, élevé à un trop haut niveau, détruit le récipient qui le contient en le faisant éclater et, se mêlant à l'élément environnant, retombe rapidement à son propre niveau.

Nous sommes si peu familiarisés avec ce principe que, quoique les historiens s'accordent tous pour relater de la même façon un événement aussi récent que l'immense trésor amassé par Henri VII (qu'ils estiment à 2.700.000 livres sterling), nous rejetons leurs témoignages concordants plutôt que d'admettre un fait qui s'accorde si mal avec nos préjugés invétérés. Il est d'ailleurs probable que cette somme ait pu représenter les trois quarts de tout l'argent d'ANGLETERRE. Mais en quoi est-il difficile de concevoir que cette somme ait pu être amassée en vingt ans par un monarque presque absolu, malin, avide et économe ? N'est-il pas probable que la diminution de l'argent en circulation n'ait jamais été sentie consciemment par le peuple ou ne lui ait jamais porté préjudice ? La baisse du prix de toutes les marchandises l'a immédiatement remplacé en donnant à l'ANGLETERRE un avantage dans son commerce avec les royaumes voisins.

N'en avons-nous pas un exemple par la petite république ATHENIENNE et ses alliés qui, en presque cinquante ans, des guerres MEDIQUES à la guerre du PELOPONNESE, amassèrent une somme à peine inférieure à celle qu'avait amassée HENRI VII ? En effet, tous les historiens et les orateurs GRECS s'accordent à dire que les ATHENIENS rassemblèrent dans la citadelle plus de 10.000 talents

qu'ils dissipèrent ensuite pour leur propre ruine dans des entreprises irréfléchies et imprudentes. Mais, quand cet argent fut mis en circulation et qu'il commença à communiquer avec le fluide environnant, quelle en fut la conséquence ? Demeura-t-il dans l'Etat ? Non, car le mémorable *recensement* que mentionnent DEMOSTHENE et POLYBE nous apprend que les richesses de la république, qui comprenaient des maisons, des terres, des marchandises, des esclaves et de l'argent, étaient, environ cinquante ans après inférieures à 6.000 talents.

Que ce peuple devait être ambitieux et fougueux pour amasser et conserver dans son trésor, en prévision des conquêtes, une somme que les citoyens avaient chaque jour le pouvoir, par un simple vote, de distribuer entre eux, ce qui aurait presque triplé les richesses de chaque individu ! Nous devons en effet remarquer, comme le disent des écrivains antiques, que la population et les richesses d'ATHENES n'étaient pas plus importantes au début de la guerre du PELOPONNESE qu'au début de la guerre de MACEDOINE.

L'argent n'était pas plus abondant en GRECE à l'époque de PHILIPPE et de PERSEE qu'en ANGLETERRE sous HENRI VII. Pourtant, ces deux monarques, en trente ans, recueillirent du petit royaume de MACEDOINE un plus grand trésor que celui du monarque ANGLAIS. PAUL EMILE rapporta à ROME environ 1.700.000 livres sterling. PLINE dit 2.400.000. Et ce n'était qu'une partie du trésor MACEDONIEN. Le reste fut dissipé par la résistance et la fuite de PERSEE.

STANYAN nous apprend que le canton de BERNE avait 300.000 livres sterling prêtées à intérêt et qu'il avait environ six fois cette somme dans son trésor. Voici donc une somme de 1.800.000 livres sterling thésaurisée, somme quatre fois plus importante que celle qui devait naturellement circuler dans un Etat aussi petit ; et personne, voyageant dans le pays de VAUD ou en quelque partie de ce canton, ne remarque un besoin d'argent supérieur à ce qu'on supposer dans un

pays de cette étendue, avec ce sol et cette situation. Au contraire, il n’y a guère, en FRANCE ou en ALLEMAGNE, de provinces intérieures où les habitants soient aussi opulents, quoique le canton ait largement augmenté son trésor depuis 1714, date à laquelle STANYAN écrivit son judicieux exposé sur la SUISSE. ⁵³

L’exposé d’APPIEN ⁵⁴ sur le trésor des PTOLEMEES est si prodigieux que personne ne peut l’admettre, d’autant moins que l’historien dit que les autres successeurs d’ALEXANDRE furent aussi économes et furent nombreux à posséder des trésors qui n’étaient pas très inférieurs. En effet, l’esprit d’épargne des princes voisins devait nécessairement avoir mis en échec la frugalité des monarques égyptiens selon la théorie précédente. La somme qu’il mentionne est de 740.000 talents, soit 191.166.666 livres 13 shillings et 4 pence selon le calcul du Dr. Arbuthnot. Et, pourtant, APPIEN dit qu’il a extrait ces chiffres des registres publics ; et il était lui-même natif d’ALEXANDRIE.

Par ces principes, nous pouvons apprendre quel jugement nous devons former sur ces barrières, entraves et impôts sans nombre que toutes les nations d’EUROPE, et l’ANGLETERRE plus qu’aucune autre, ont mis sur la commerce à cause d’un désir démesuré d’amasser de l’argent (money) qui ne peut jamais s’élever au-dessus de son niveau quand il circule ou à cause d’une crainte mal fondée de perdre leurs espèces, qui ne tomberont jamais au-dessous. Si quelque chose peut disperser nos richesses, c’est [bien] des procédés aussi maladroits. Quoi qu’il en soit, le mauvais effet général qui en résulte est que les nations voisines se trouvent privées de la libre communication et du libre échange (*that free communication and exchange*) auxquels le

---

⁵³ La pauvreté dont parle STANYAN ne se voit que dans les cantons les plus montagneux, où il n’est pas commode d’apporter de l’argent. Et, même là, les gens ne sont pas plus pauvres que dans le diocèse de SALSBURG d’un côté, ou celui de SAVOIE de l’autre côté.

⁵⁴ Proem.

Créateur du monde les avait destinées en leur donnant des sols, des climats et des génies si différents les uns des autres.

Nos politiques modernes adoptent la seule méthode de bannir l'argent (money), l'usage du papier-crédit, et ils rejettent la seule façon d'en amasser, la thésaurisation (*the practise of hoarding*). Ils adoptent mille dispositifs qui ne servent qu'à enrayer l'activité et à nous priver, nous et nos voisins, des bénéfices communs de l'art et de la nature.

Toutes les taxes sur les marchandises étrangères ne doivent pas être toutefois considérées comme préjudiciables ou inutiles, sauf celles qui se fondent sur la jalousie ci-dessus mentionnée. Une taxe sur les toiles d'ALLEMAGNE encourage les manufactures de notre pays et multiplie par là notre population et notre activité (*industry*). Une taxe sur le Cognac ⁵⁵ augmente la vente de rhum et aide nos colonies du Sud. Et, comme il est nécessaire, pour les ressources du gouvernement, que des impôts soient levés, on peut penser qu'il est préférable de taxer les marchandises étrangères qui peuvent être facilement interceptées au port pour être assujetties à l'impôt. Nous devons cependant toujours nous souvenir de la maxime du Dr. SWIFT, que, dans l'arithmétique des douanes, deux et deux ne font pas quatre mais ne font souvent qu'un. On ne peut guère douter que, si les taxes ⁵⁶ sur les vins étaient abaissées d'un tiers, elles rapporteraient beaucoup plus au gouvernement qu'à présent. Notre peuple pourrait alors se permettre de boire couramment des alcools meilleurs et plus sains et cela ne porterait pas préjudice à la balance du commerce dont nous sommes si jaloux. En dehors de l'agriculture, la fabrication de bière est peu importante et emploie peu de bras. Le transport des vins et du blé ne serait pas très inférieur.

---

⁵⁵ "Brandy" : s'agit-il du Cognac français ou d'une eau de vie de vin d'origine différente ? (NdT)

⁵⁶ ou "droits" ("duties). (dT)

Mais, me direz-vous, n'y a-t-il pas de fréquents exemples d'Etats et de royaumes qui furent jadis riches et opulents et qui sont aujourd'hui pauvres et misérables ? L'argent, qui y abondait avant, ne les a-t-il pas quittés ? Je réponds que, s'ils perdent leur commerce, leur activité et leur population, ils ne peuvent pas espérer conserver leur or et leur argent (*gold and silver*) car ces métaux précieux sont toujours proportionnés aux premiers avantages. Quand LISBONNE et AMSTERDAM ont pris à VENISE et à GENES le commerce des INDES ORIENTALES, elles ont aussi récupéré les profits et l'argent qui en provenaient. Quand le siège du gouvernement est transféré, quand des armées coûteuses sont entretenues à une grande distance, quand des fonds importants sont possédés par des étrangers, ces causes produisent naturellement une diminution des espèces. Mais ce sont là, nous pouvons le remarquer, des méthodes violentes et forcées de faire sortir l'argent et qui s'accompagnent couramment, au bout d'un certain temps, d'un transfert de population et d'activité. Mais quand ces dernières demeurent et que la sortie d'argent cesse, l'argent trouve toujours un moyen de revenir par cent canaux dont nous n'avons ni l'idée, ni le soupçon. Quels immenses trésors ont été dépensés dans les FLANDRES par tant de nations depuis la révolution au cours de trois longues guerres ? Plus d'argent peut-être que la moitié de l'argent présent aujourd'hui en EUROPE. Mais qu'est-il devenu ? Se trouve-t-il dans les limites étroites des provinces AUTRICHIENNES ? Assurément non. La plus grande partie de l'argent est revenue dans les différents pays d'où il venait et a suivi cet art et cette activité par lesquels il avait d'abord été acquis. En effet, pendant mille ans, l'argent d'EUROPE a afflué à ROME de manière ouverte et perceptible mais ROME en a été vidée par des canaux secrets et imperceptibles ; et le défaut d'activité (*industry*) et de commerce fait à présent des possessions papales le territoire le plus pauvre d'ITALIE.

En résumé, un gouvernement a toutes les raisons de conserver avec soin sa population et ses manufactures. Son argent, il doit le confier en toute sûreté au cours des affaires humaines, sans crainte et sans jalou-

sie. Ou, s'il prête attention à cette dernière circonstance, ce doit être seulement dans la mesure où elle affecte la première.

“Of the Balance of Trade”

by David Hume
(1752)

[Retour à la table des matières](#)

IT is very usual, in nations ignorant of the nature of commerce, to prohibit the exportation of commodities, and to preserve among themselves whatever they think valuable and useful. They do not consider, that, in this prohibition, they act directly contrary to their intention; and that the more is exported of any commodity, the more will be raised at home, of which they themselves will always have the first offer.

It is well known to the learned, that the ancient laws of ATHENS rendered the exportation of figs criminal; that being supposed a species of fruit so excellent in ATTICA, that the ATHENIANS deemed it too delicious for the palate of any foreigner. And in this ridiculous prohibition they were so much in earnest, that informers were thence called *sycophants* among them, from two GREEK words, which signify *figs* and *discoverer*. There are proofs in many old acts of parliament of the same ignorance in the nature of commerce, particularly in the reign of EDWARD III. And to this day, in FRANCE, the exportation of corn is almost always prohibited; in order, as they say, to prevent famines; though it is evident, that nothing contributes more to the frequent famines, which so much distress that fertile country.

The same jealous fear, with regard to money, has also prevailed among several nations; and it required both reason and experience to convince any people, that these prohibitions serve to no other purpose than to raise the exchange against them, and produce a still greater exportation.

These errors, one may say, are gross and palpable: But there still prevails, even in nations well acquainted with commerce, a strong jealousy with regard to the balance of trade, and a fear, that all their gold and silver may be leaving them. This seems to me, almost in every case, a groundless apprehension; and I should as soon dread, that all our springs and rivers should be exhausted, as that money should abandon a kingdom where there are people and industry. Let us carefully preserve these latter advantages; and we need never be apprehensive of losing the former.

It is easy to observe, that all calculations concerning the balance of trade are founded on very uncertain facts and suppositions. The custom-house books are allowed to be an insufficient ground of reasoning; nor is the rate of exchange much better; unless we consider it with all nations, and know also the proportions of the several sums remitted; which one may safely pronounce impossible. Every man, who has ever reasoned on this subject, has always proved his theory, whatever it was, by facts and calculations, and by an enumeration of all the commodities sent to all foreign kingdoms.

The writings of Mr. GEE struck the nation with an universal panic, when they saw it plainly demonstrated, by a detail of particulars, that the balance was against them for so considerable a sum as must leave them without a single shilling in five or six years. But luckily, twenty years have since elapsed, with an expensive foreign war; yet is it commonly supposed, that money is still more plentiful among us than in any former period.

Nothing can be more entertaining on this head than Dr. SWIFT; an author so quick in discerning the mistakes and absurdities of others. He says, in his *short view of the state of IRELAND*, that the whole cash of that kingdom formerly amounted but to 500,000 *l.*; that out of this the IRISH remitted every year a neat million to ENGLAND, and

had scarcely any other source from which they could compensate themselves, and little other foreign trade than the importation of FRENCH wines, for which they paid ready money. The consequence of this situation, which must be owned to be disadvantageous, was, that, in a course of three years, the current money of IRELAND, from 500,000 *l.* was reduced to less than two. And at present, I suppose, in a course of 30 years it is absolutely nothing. Yet I know not how, that opinion of the advance of riches in IRELAND, which gave the Doctor so much indignation, seems still to continue, and gain ground with every body.

In short, this apprehension of the wrong balance of trade, appears of such a nature, that it discovers itself, wherever one is out of humour with the ministry, or is in low spirits; and as it can never be refuted by a particular detail of all the exports, which counterbalance the imports, it may here be proper to form a general argument, that may prove the impossibility of this event, as long as we preserve our people and our industry.

Suppose four-fifths of all the money in GREAT BRITAIN to be annihilated in one night, and the nation reduced to the same condition, with regard to specie, as in the reigns of the HARRYS and EDWARDS, what would be the consequence? Must not the price of all labour and commodities sink in proportion, and every thing be sold as cheap as they were in those ages? What nation could then dispute with us in any foreign market, or pretend to navigate or to sell manufactures at the same price, which to us would afford sufficient profit? In how little time, therefore, must this bring back the money which we had lost, and raise us to the level of all the neighbouring nations? Where, after we have arrived, we immediately lose the advantage of the cheapness of labour and commodities; and the farther flowing in of money is stopped by our fulness and repletion.

Again, suppose, that all the money of GREAT BRITAIN were multiplied fivefold in a night, must not the contrary effect follow? Must not all labour and commodities rise to such an exorbitant height, that no neighbouring nations could afford to buy from us; while their commodities, on the other hand, became comparatively so cheap, that, in spite of all the laws which could be formed, they would be run in

upon us, and our money flow out; till we fall to a level with foreigners, and lose that great superiority of riches, which had laid us under such disadvantages?

Now, it is evident, that the same causes, which would correct these exorbitant inequalities, were they to happen miraculously, must prevent their happening in the common course of nature, and must for ever, in all neighbouring nations, preserve money nearly proportionable to the art and industry of each nation. All water, wherever it communicates, remains always at a level. Ask naturalists the reason; they tell you, that, were it to be raised in any one place, the superior gravity of that part not being balanced, must depress it, till it meet a counterpoise; and that the same cause, which redresses the inequality when it happens, must for ever prevent it, without some violent external operation. ⁵⁷

Can one imagine, that it had ever been possible, by any laws, or even by any art or industry, to have kept all the money in SPAIN, which the galleons have brought from the INDIES? Or that all commodities could be sold in FRANCE for a tenth of the price which they would yield on the other side of the PYRENEES, without finding their way thither, and draining from that immense treasure? What other reason, indeed, is there, why all nations, at present, gain in their trade with SPAIN and PORTUGAL; but because it is impossible to heap up money, more than any fluid, beyond its proper level? The sovereigns of these countries have shown, that they wanted not inclination to keep their gold and silver to themselves, had it been in any degree practicable.

But as any body of water may be raised above the level of the surrounding element, if the former has no communication with the latter; so in money, if the communication be cut off, by any material or

---

⁵⁷ There is another cause, though more limited in its operation, which checks the wrong balance of trade, to every particular nation to which the kingdom trades. When we import more goods than we export, the exchange turns against us, and this becomes a new encouragement to export; as much as the charge of carriage and insurance of the money which becomes due would amount to. For the exchange can never rise but a little higher than that sum.

physical impediment, (for all laws alone are ineffectual) there may, in such a case, be a very great inequality of money. Thus the immense distance of CHINA, together with the monopolies of our INDIA companies, obstructing the communication, preserve in EUROPE the gold and silver, especially the latter, in much greater plenty than they are found in that kingdom. But, notwithstanding this great obstruction, the force of the causes abovementioned is still evident. The skill and ingenuity of EUROPE in general surpasses perhaps that of CHINA, with regard to manual arts and manufactures; yet are we never able to trade thither without great disadvantage. And were it not for the continual recruits, which we receive from AMERICA, money would soon sink in EUROPE, and rise in CHINA, till it came nearly to a level in both places. Nor can any reasonable man doubt, but that industrious nation, were they as near us as POLAND or BARBARY, would drain us of the overplus of our specie, and draw to themselves a larger share of the WEST INDIAN treasures. We need not have recourse to a physical attraction, in order to explain the necessity of this operation. There is a moral attraction, arising from the interests and passions of men, which is full as potent and infallible.

How is the balance kept in the provinces of every kingdom among themselves, but by the force of this principle, which makes it impossible for money to lose its level, and either to rise or sink beyond the proportion of the labour and commodities which are in each province? Did not long experience make people easy on this head, what a fund of gloomy reflections might calculations afford to a melancholy YORKSHIREMAN, while he computed and magnified the sums drawn to LONDON by taxes, absentees, commodities, and found on comparison the opposite articles so much inferior? And no doubt, had the *Heptarchy* subsisted in ENGLAND, the legislature of each state had been continually alarmed by the fear of a wrong balance; and as it is probable that the mutual hatred of these states would have been extremely violent on account of their close neighbourhood, they would have loaded and oppressed all commerce, by a jealous and superfluous caution. Since the union has removed the barriers between SCOTLAND and ENGLAND, which of these nations gains from the other by this free commerce? Or if the former kingdom has received any encrease of riches, can it reasonably be accounted for by any thing but the encrease of its art and industry? It was a common appre-

hension in ENGLAND, before the union, as we learn from L'ABBE DU BOS, that SCOTLAND would soon drain them of their treasure, were an open trade allowed; and on the other side the TWEED a contrary apprehension prevailed: With what justice in both, time has shown.

What happens in small portions of mankind, must take place in greater. The provinces of the ROMAN empire, no doubt, kept their balance with each other, and with ITALY, independent of the legislature; as much as the several counties of GREAT BRITAIN, or the several parishes of each county. And any man who travels over EUROPE at this day, may see, by the prices of commodities, that money, in spite of the absurd jealousy of princes and states, has brought itself nearly to a level; and that the difference between one kingdom and another is not greater in this respect, than it is often between different provinces of the same kingdom. Men naturally flock to capital cities, sea-ports, and navigable rivers. There we find more men, more industry, more commodities, and consequently more money; but still the latter difference holds proportion with the former, and the level is preserved. ⁵⁸

Our jealousy and our hatred of FRANCE are without bounds; and the former sentiment, at least, must be acknowledged reasonable and well-grounded. These passions have occasioned innumerable barriers and obstructions upon commerce, where we are accused of being commonly the aggressors. But what have we gained by the bargain?

---

⁵⁸ It must carefully be remarked, that throughout this discourse, wherever I speak of the level of money, I mean always its proportional level to the commodities, labour, industry, and skill, which is in the several states. And I assert, that where these advantages are double, triple, quadruple, to what they are in the neighbouring states, the money infallibly will also be double, triple, quadruple. The only circumstance that can obstruct the exactness of these proportions, is the expence of transporting the commodities from one place to another; and this expence is sometimes unequal. Thus the corn, cattle, cheese, butter, of DERBYSHIRE, cannot draw the money of LONDON, so much as the manufactures of LONDON draw the money of DERBYSHIRE. But this objection is only a seeming one: For so far as the transport of commodities is expensive, so far is the communication between the places obstructed and imperfect.

We lost the FRENCH market for our woollen manufactures, and transferred the commerce of wine to SPAIN and PORTUGAL, where we buy worse liquor at a higher price. There are few ENGLISHMEN who would not think their country absolutely ruined, were FRENCH wines sold in ENGLAND so cheap and in such abundance as to supplant, in some measure, all ale, and home-brewed liquors: But would we lay aside prejudice, it would not be difficult to prove, that nothing could be more innocent, perhaps advantageous. Each new acre of vineyard planted in FRANCE, in order to supply ENGLAND with wine, would make it requisite for the FRENCH to take the produce of an ENGLISH acre, sown in wheat or barley, in order to subsist themselves; and it is evident, that we should thereby get command of the better commodity.

There are many edicts of the FRENCH king, prohibiting the planting of new vineyards, and ordering all those which are lately planted to be grubbed up; so sensible are they, in that country, of the superior value of corn, above every other product.

Mareschal VAUBAN complains often, and with reason, of the absurd duties which load the entry of those wines of LANGUEDOC, GUIENNE, and other southern provinces, that are imported into BRITANNY and NORMANDY. He entertained no doubt but these latter provinces could preserve their balance, notwithstanding the open commerce which he recommends. And it is evident, that a few leagues more navigation to ENGLAND would make no difference; or if it did, that it must operate alike on the commodities of both kingdoms.

There is indeed one expedient by which it is possible to sink, and another by which we may raise money beyond its natural level in any kingdom; but these cases, when examined, will be found to resolve into our general theory, and to bring additional authority to it.

I scarcely know any method of sinking money below its level, but those institutions of banks, funds, and paper-credit, which are so much practised in this kingdom. These render paper equivalent to money, circulate it throughout the whole state, make it supply the place of gold and silver, raise proportionably the price of labour and commodi-

ties, and by that means either banish a great part of those precious metals, or prevent their farther encrease. What can be more shortsighted than our reasonings on this head? We fancy, because an individual would be much richer, were his stock of money doubled, that the same good effect would follow were the money of every one encreased; not considering, that this would raise as much the price of every commodity, and reduce every man, in time, to the same condition as before. It is only in our public negotiations and transactions with foreigners, that a greater stock of money is advantageous; and as our paper is there absolutely insignificant, we feel, by its means, all the ill effects arising from a great abundance of money, without reaping any of the advantages.

Suppose that there are 12 millions of paper, which circulate in the kingdom as money, (for we are not to imagine, that all our enormous funds are employed in that shape) and suppose the real cash of the kingdom to be 18 millions : here is a state which is found by experience to be able to hold a stock of 30 millions. I say, if it be able to hold it, it must of necessity have acquired it in gold and silver, had we not obstructed the entrance of these metals by this new invention of paper. *Whence would it have acquired that sum?* From all the kingdoms of the world. *But why?* Because, if you remove these 12 millions, money in this state is below its level, compared with our neighbours; and we must immediately draw from all of them, till we be full and saturate, so to speak, and can hold no more. By our present politics, we are as careful to stuff the nation with this fine commodity of bank-bills and chequer-notes, as if we were afraid of being overburthened with the precious metals.

It is not to be doubted, but the great plenty of bullion in FRANCE is, in a great measure, owing to the want of paper-credit. The FRENCH have no banks: Merchants bills do not there circulate as with us : usury or lending on interest is not directly permitted; so that many have large sums in their coffers : great quantities of plate are used in private houses; and all the churches are full of it. By this means, provisions and labour still remain cheaper among them, than in nations that are not half so rich in gold and silver. The advantages of this situation, in point of trade as well as in great public emergencies, are too evident to be disputed.

The same fashion a few years ago prevailed in GENOA, which still has place in ENGLAND and HOLLAND, of using services of CHINA-ware instead of plate; but the senate, foreseeing the consequence, prohibited the use of that brittle commodity beyond a certain extent; while the use of silver-plate was left unlimited. And I suppose, in their late distresses, they felt the good effect of this ordinance. Our tax on plate is, perhaps, in this view, somewhat impolitic.

Before the introduction of paper-money into our colonies, they had gold and silver sufficient for their circulation. Since the introduction of that commodity, the least inconveniency that has followed is the total banishment of the precious metals. And after the abolition of paper, can it be doubted but money will return, while these colonies possess manufactures and commodities, the only thing valuable in commerce, and for whose sake alone all men desire money.

What pity LYCURGUS did not think of paper-credit, when he wanted to banish gold and silver from SPARTA! It would have served his purpose better than the lumps of iron he made use of as money; and would also have prevented more effectually all commerce with strangers, as being of so much less real and intrinsic value.

It must, however, be confessed, that, as all these questions of trade and money are extremely complicated, there are certain lights, in which this subject may be placed, so as to represent the advantages of paper-credit and banks to be superior to their disadvantages. That they banish specie and bullion from a state is undoubtedly true; and whoever looks no farther than this circumstance does well to condemn them; but specie and bullion are not of so great consequence as not to admit of a compensation, and even an overbalance from the encrease of industry and of credit, which may be promoted by the right use of paper-money. It is well known of what advantage it is to a merchant to be able to discount his bills upon occasion; and every thing that facilitates this species of traffic is favourable to the general commerce of a state. But private bankers are enabled to give such credit by the credit they receive from the depositing of money in their shops; and the bank of ENGLAND in the same manner, from the liberty it has to issue its notes in all payments. There was an invention of this kind, which was

fallen upon some years ago by the banks of EDINBURGH; and which, as it is one of the most ingenious ideas that has been executed in commerce, has also been thought advantageous to SCOTLAND. It is there called a BANK-CREDIT; and is of this nature. A man goes to the bank and finds surety to the amount, we shall suppose, of a thousand pounds. This money, or any part of it, he has the liberty of drawing out whenever he pleases, and he pays only the ordinary interest for it, while it is in his hands. He may, when he pleases, repay any sum so small as twenty pounds, and the interest is discounted from the very day of the repayment. The advantages, resulting from this contrivance, are manifold. As a man may find surety nearly to the amount of his substance, and his bank-credit is equivalent to ready money, a merchant does hereby in a manner coin his houses, his household furniture, the goods in his warehouse, the foreign debts due to him, his ships at sea; and can, upon occasion, employ them in all payments, as if they were the current money of the country. If a man borrow a thousand pounds from a private hand, besides that it is not always to be found when required, he pays interest for it, whether he be using it or not: His bank-credit costs him nothing except during the very moment, in which it is of service to him : and this circumstance is of equal advantage as if he had borrowed money at much lower interest. Merchants, likewise, from this invention, acquire a great facility in supporting each other's credit, which is a considerable security against bankruptcies. A man, when his own bank-credit is exhausted, goes to any of his neighbours who is not in the same condition; and he gets the money, which he replaces at his convenience.

After this practice had taken place during some years at EDINBURGH, several companies of merchants at GLASGOW carried the matter farther. They associated themselves into different banks, and issued notes so low as ten shillings, which they used in all payments for goods, manufactures, tradesmen's labour of all kinds; and these notes, from the established credit of the companies, passed as money in all payments throughout the country. By this means, a stock of five thousand pounds was able to perform the same operations as if it were six or seven; and merchants were thereby enabled to trade to a greater extent, and to require less profit in all their transactions. But whatever other advantages result from these inventions, it must still be allowed that, besides giving too great facility to credit,

which is dangerous, they banish the precious metals; and nothing can be a more evident proof of it, than a comparison of the past and present condition of SCOTLAND in that particular. It was found, upon the recoinage made after the union, that there was near a million of specie in that country: But notwithstanding the great encrease of riches, commerce and manufactures of all kinds, it is thought, that, even where there is no extraordinary drain made by ENGLAND, the current specie will not now amount to a third of that sum.

But as our projects of paper-credit are almost the only expedient, by which we can sink money below its level; so, in my opinion, the only expedient, by which we can raise money above it, is a practice which we should all exclaim against as destructive, namely, the gathering of large sums into a public treasure, locking them up, and absolutely preventing their circulation. The fluid, not communicating with the neighbouring element, may, by such an artifice, be raised to what height we please. To prove this, we need only return to our first supposition, of annihilating the half or any part of our cash; where we found, that the immediate consequence of such an event would be the attraction of an equal sum from all the neighbouring kingdoms. Nor does there seem to be any necessary bounds set, by the nature of things, to this practice of hoarding. A small city, like GENEVA, continuing this policy for ages, might engross nine-tenths of the money of EUROPE. There seems, indeed, in the nature of man, an invincible obstacle to that immense growth of riches. A weak state, with an enormous treasure, will soon become a prey to some of its poorer, but more powerful neighbours. A great state would dissipate its wealth in dangerous and ill-concerted projects; and probably destroy, with it, what is much more valuable, the industry, morals, and numbers of its people. The fluid, in this case, raised to too great a height, bursts and destroys the vessel that contains it; and mixing itself with the surrounding element, soon falls to its proper level.

So little are we commonly acquainted with this principle, that, though all historians agree in relating uniformly so recent an event, as the immense treasure amassed by HARRY VII. (which they make amount to 2,700,000 pounds,) we rather reject their concurring testimony, than admit of a fact, which agrees so ill with our inveterate prejudices. It is indeed probable, that this sum might be three-fourths

of all the money in ENGLAND. But where is the difficulty in conceiving, that such a sum might be amassed in twenty years, by a cunning, rapacious, frugal, and almost absolute monarch? Nor is it probable, that the diminution of circulating money was ever sensibly felt by the people, or ever did them any prejudice. The sinking of the prices of all commodities would immediately replace it, by giving ENGLAND the advantage in its commerce with the neighbouring kingdoms.

Have we not an instance, in the small republic of ATHENS with its allies, who, in about fifty years, between the MEDIAN and PELOPONNESIAN wars, amassed a sum not much inferior to that of HARRY VII.? For all the GREEK historians and orators agree, that the ATHENIANS collected in the citadel more than 10,000 talents, which they afterwards dissipated to their own ruin, in rash and imprudent enterprizes. But when this money was set a running, and began to communicate with the surrounding fluid; what was the consequence? Did it remain in the state? No. For we find, by the memorable *census* mentioned by DEMOSTHENES and POLYBIUS, that, in about fifty years afterwards, the whole value of the republic, comprehending lands, houses, commodities, slaves, and money, was less than 6000 talents.

What an ambitious high-spirited people was this, to collect and keep in their treasury, with a view to conquests, a sum, which it was every day in the power of the citizens, by a single vote, to distribute among themselves, and which would have gone near to triple the riches of every individual! For we must observe, that the numbers and private riches of the ATHENIANS are said, by ancient writers, to have been no greater at the beginning of the PELOPONNESIAN war, than at the beginning of the MACEDONIAN.

Money was little more plentiful in GREECE during the age of PHILIP and PERSEUS, than in ENGLAND during that of HARRY VII. : yet these two monarchs in thirty years collected from the small kingdom of MACEDON, a larger treasure than that of the ENGLISH monarch. PAULUS ÆMILIUS brought to ROME about 1,700,000 pounds Sterling. PLINY says, 2,400,000. And that was but a part of

the MACEDONIAN treasure. The rest was dissipated by the resistance and flight of PERSEUS.

We may learn from STANIAN, that the canton of BERNE had 300,000 pounds lent at interest, and had above six times as much in their treasury. Here then is a sum hoarded of 1,800,000 pounds Sterling, which is at least quadruple what should naturally circulate in such a petty state; and yet no one, who travels in the PAIS DE VAUX, or any part of that canton, observes any want of money more than could be supposed in a country of that extent, soil, and situation. On the contrary, there are scarce any inland provinces in the continent of FRANCE or GERMANY, where the inhabitants are at this time so opulent, though that canton has vastly encreased its treasure since 1714, the time when STANIAN wrote his judicious account of SWITZERLAND. ⁵⁹

The account given by APPIAN ⁶⁰ of the treasure of the PTOLEMIES, is so prodigious, that one cannot admit of it; and so much the less, because the historian says, that the other successors of ALEXANDER were also frugal, and had many of them treasures not much inferior. For this saving humour of the neighbouring princes must necessarily have checked the frugality of the EGYPTIAN monarchs, according to the foregoing theory. The sum he mentions is 740,000 talents, or 191,166,666 pounds 13 shillings and 4 pence, according to Dr. ARBUTHNOT'S computation. And yet APPIAN says, that he extracted his account from the public records; and he was himself a native of ALEXANDRIA.

From these principles we may learn what judgment we ought to form of those numberless bars, obstructions, and imposts, which all nations of EUROPE, and none more than ENGLAND, have put upon trade; from an exorbitant desire of amassing money, which never will

---

⁵⁹ The poverty which STANIAN speaks of is only to be seen in the most mountainous cantons, where there is no commodity to bring money. And even there the people are not poorer than in the diocese of SALTSBURGH on the one hand, or SAVOY on the other.

⁶⁰ Proem.

heap up beyond its level, while it circulates; or from an ill-grounded apprehension of losing their specie, which never will sink below it. Could any thing scatter our riches, it would be such impolitic contrivances. But this general ill effect, however, results from them, that they deprive neighbouring nations of that free communication and exchange which the Author of the world has intended, by giving them soils, climates, and geniuses, so different from each other.

Our modern politics embrace the only method of banishing money, the using of paper-credit; they reject the only method of amassing it, the practice of hoarding; and they adopt a hundred contrivances, which serve to no purpose but to check industry, and rob ourselves and our neighbours of the common benefits of art and nature.

All taxes, however, upon foreign commodities, are not to be regarded as prejudicial or useless, but those only which are founded on the jealousy above-mentioned. A tax on GERMAN linen encourages home manufactures, and thereby multiplies our people and industry. A tax on brandy encreases the sale of rum, and supports our southern colonies. And as it is necessary, that imposts should be levied, for the support of government, it may be thought more convenient to lay them on foreign commodities, which can easily be intercepted at the port, and subjected to the impost. We ought, however, always to remember the maxim of Dr. SWIFT, That, in the arithmetic of the customs, two and two make not four, but often make only one. It can scarcely be doubted, but if the duties on wine were lowered to a third, they would yield much more to the government than at present: Our people might thereby afford to drink commonly a better and more wholesome liquor; and no prejudice would ensue to the balance of trade, of which we are so jealous. The manufacture of ale beyond the agriculture is but inconsiderable, and gives employment to few hands. The transport of wine and corn would not be much inferior.

But are there not frequent instances, you will say, of states and kingdoms, which were formerly rich and opulent, and are now poor and beggarly? Has not the money left them, with which they formerly abounded? I answer, if they lose their trade, industry, and people, they cannot expect to keep their gold and silver : for these precious metals will hold proportion to the former advantages. When LISBON and

AMSTERDAM got the EAST-INDIA trade from VENICE and GENOA, they also got the profits and money which arose from it. Where the seat of government is transferred, where expensive armies are maintained at a distance, where great funds are possessed by foreigners; there naturally follows from these causes a diminution of the specie. But these, we may observe, are violent and forcible methods of carrying away money, and are in time commonly attended with the transport of people and industry. But where these remain, and the drain is not continued, the money always finds its way back again, by a hundred canals, of which we have no notion or suspicion. What immense treasures have been spent, by so many nations, in FLANDERS, since the revolution, in the course of three long wars? More money perhaps than the half of what is at present in EUROPE. But what has now become of it? Is it in the narrow compass of the AUSTRIAN provinces? No, surely : it has most of it returned to the several countries whence it came, and has followed that art and industry, by which at first it was acquired. For above a thousand years, the money of EUROPE has been flowing to ROME, by an open and sensible current; but it has been emptied by many secret and insensible canals : and the want of industry and commerce renders at present the papal dominions the poorest territory in all ITALY.

In short, a government has great reason to preserve with care its people and its manufactures. Its money, it may safely trust to the course of human affairs, without fear or jealousy. Or if it ever give attention to this latter circumstance, it ought only to be so far as it affects the former.

David Hume, “Essai sur la jalousie du commerce”.

*Traduction de Philippe Folliot, 26 août 2007,
de “Of the Jealousy of Trade”
(1758)*

[Retour à la table des matières](#)

Ayant tâché d’écarter une sorte de jalousie mal fondée qui prévaut tant parmi les nations commerçantes, il serait bon d’en mentionner une autre qui semble également sans fondement. Rien n’est plus habituel, parmi les Etats qui ont fait certains progrès dans le commerce, de regarder les progrès de leurs voisins d’un œil soupçonneux, de considérer tous les Etats commerçants comme des rivaux et de supposer qu’il ne leur est possible de prospérer qu’à leur dépens. En m’opposant à cette opinion étroite et malveillante, j’ose affirmer que l’augmentation des richesses et du commerce d’une nation, plutôt que de nuire à tous ses voisins, favorise leurs richesses et leur commerce ; et qu’un Etat ne peut guère étendre très loin son commerce et son activité (*industry*) si tous les Etats environnants sont plongés dans l’ignorance, l’oisiveté et la barbarie.

Il est évident que l’activité intérieure (*domestic industry*) d’un pays ne peut pas être mise à mal par la plus grande prospérité de ses voisins et, comme cette branche du commerce est indubitablement la plus importante dans un royaume étendu, nous sommes bien loin d’avoir des raisons d’être jaloux. Mais je vais plus loin et je remarque que, si une communication ouverte se maintient entre des nations, il est impossible que l’activité intérieure de chaque pays ne bénéficie pas d’une croissance grâce aux progrès des autres. Comparez la situation de la

GRANDE-BRETAGNE à présent avec ce qu'elle était il y a deux siècles. Tous les arts, aussi bien dans l'agriculture que dans la fabrication de produits manufacturés, étaient alors extrêmement primitifs et imparfaits. Tous les progrès que nous avons faits depuis sont venus d'une imitation des étrangers et nous devrions nous estimer heureux que leurs arts et leur génie se soient auparavant perfectionnés. Mais cette communication se maintient encore à notre grand avantage. Malgré l'état avancé de nos manufactures, chaque jour, dans tous les arts, nous adoptons les inventions et les perfectionnements de nos voisins. Dans un premier temps, la marchandise est importée chez nous et nous en sommes très mécontents puisque nous imaginons qu'elle fait fuir notre argent. Ensuite, peu à peu, l'art lui-même est importé à notre visible avantage. Pourtant, nous continuons à nous plaindre que nos voisins possèdent tel art, telle activité ou telle invention, oubliant que, s'ils ne nous avaient pas d'abord instruits, nous serions encore à présent des barbares, et que, s'ils ne continuaient pas à nous instruire, les arts tomberaient nécessairement dans un état de langueur et perdraient cette émulation et cette nouveauté qui contribuent tant à leur progrès.

L'augmentation de l'activité intérieure pose les fondements du commerce extérieur. Quand on accroît la production d'un grand nombre de marchandises et qu'on les perfectionne pour le marché intérieur, il s'en trouve toujours certaines qui peuvent être exportées avec profit. Mais, si nos voisins n'ont ni art, ni culture, ils ne peuvent nous les prendre parce qu'ils n'ont rien à donner en échange. A cet égard, les Etats sont dans la même condition que les individus. Un homme seul ne peut guère être industriel si tous ses concitoyens sont improductifs. Les richesses des différents membres de ma communauté contribuent à l'accroissement de mes richesses, quelle que soit ma profession. Ils consomment les produits de mon travail et m'offrent en retour le produit du leur.

Il ne faut pas qu'un Etat craigne que ses voisins progressent à un niveau tel dans tous les arts et les manufactures qu'ils ne lui demandent plus rien. La nature, en donnant aux différentes nations des génies différents, des climats et des sols différents, a assuré leur communication et leur commerce mutuels aussi longtemps qu'ils demeurent industriels et civilisés. Mieux, plus les arts se développent dans

un Etat, plus cet Etat a besoin de ses voisins. Les habitants de cet Etat, étant devenus habiles et opulents, désirent avoir toutes les marchandises les plus parfaites et, comme ils ont beaucoup de marchandises à donner en échange, ils importent largement de l'étranger. L'activité (*industry*) de ces pays étrangers se trouve ainsi encouragée. La leur se développe aussi par la vente des marchandises qu'ils donnent en échange.

Mais, si une nation s'est spécialisée dans une production ⁶¹ telle que la laine en ANGLETERRE, que se passe-t-il ? L'ingérence des voisins dans cette production ne doit-elle pas occasionner une perte ? Je réponds que, quand on dit qu'une nation s'est spécialisée dans une production, on suppose qu'elle a certains avantages particuliers et naturels pour produire cette marchandise et que, si, malgré ces avantages, elle perd cette production, elle ne doit blâmer que sa propre paresse ou son mauvais gouvernement, non l'activité de ses voisins. Il faut aussi considérer que, par l'essor de l'activité des nations voisines, la consommation des marchandises de toutes sortes augmente aussi et que, bien que les productions étrangères nous concurrencent sur le marché, leur demande de marchandises peut se maintenir et même augmenter. Et même si elle diminuait, faudrait-il estimer la conséquence si catastrophique ? Si l'esprit d'entreprise demeure, il peut aisément se reporter sur une branche ou une autre, et ceux qui travaillent dans la laine peuvent être employés dans le lin, la soie ou le fer, ou dans toute autre production où une demande se manifeste. Il ne faut pas craindre que l'activité n'ait plus d'objets ou que nos travailleurs, s'ils demeurent sur le même pied que leurs voisins étrangers, soient en danger de manquer d'emploi. L'émulation entre des nations rivales sert plutôt à maintenir parmi eux l'activité en vie et un peuple est plus heureux quand il possède une variété de productions que s'il jouit d'une unique grosse production qui emploie tout le monde. La situation de ce pays est alors moins précaire et il ressent de façon moins sensible ces révolutions et ces incertitudes auxquelles sont exposées toutes les branches particulières du commerce.

---

⁶¹ « but what if a nation has any staple commodity ». a staple commodity : une marchandise de base. (NdT)

Le seul type d'Etat qui doit craindre l'activité et les progrès des étrangers est un Etat tel que la HOLLANDE qui, étant d'étendue restreinte et n'ayant pas un grand nombre de productions locales, ne prospère qu'en étant le courtier, le facteur et le transporteur d'autres pays. Une telle nation doit naturellement craindre que les Etats voisins en viennent à connaître et rechercher leur intérêt et qu'ils prennent en main la gestion de leurs affaires, ce qui la priverait du profit qu'elle en retirait avant. Mais, quoique cette conséquence puisse être naturellement crainte, il faut très longtemps avant qu'elle n'ait de l'effet, et l'art et l'activité peuvent éviter cet effet pendant de nombreuses générations et même y échapper totalement. L'avantage de relations et de fonds supérieurs est si grand qu'on n'en triomphe pas facilement et, comme toutes les transactions augmentent par l'essor de l'activité dans les Etats voisins, même une nation dont le commerce se trouve sur une base si précaire peut dans un premier temps retirer un profit considérable de l'état florissant des nations voisines. Les HOLLANDAIS, ayant hypothéqué tous leurs revenus, ne font plus dans les transactions politiques la même figure qu'avant, mais leur commerce est certainement égal à ce qu'il était au milieu du siècle précédent, quand ils étaient reconnus comme l'une des plus grandes puissances de l'EUROPE.

Si notre politique étroite et malveillante devait rencontrer du succès, nous réduirions tous nos voisins au même état de paresse et d'ignorance que celui qui prévaut au MAROC et sur la côte de BARBARIE. Quelles en seraient les conséquences ? Ces nations ne nous enverraient plus de marchandises et elles ne pourraient plus nous en acheter. Notre commerce intérieur se languirait, faute d'émulation, d'exemple et d'instruction, et nous tomberions nous-mêmes rapidement dans l'état abject où nous aurions réduit nos voisins. J'ose donc avouer, non seulement en tant qu'homme, mais aussi en tant que sujet BRITANNIQUE, que j'espère de tout mon cœur la prospérité du commerce ALLEMAND, ESPAGNOL et ITALIEN, et même du commerce FRANÇAIS. Je suis du moins certain que la Grande-Bretagne et toutes ces nations seraient plus prospères si leurs souverains et leurs ministres adoptaient les uns envers les autres des sentiments aussi ouverts et bienveillants.

“Of the Jealousy of Trade”

by David Hume
(1758)

[Retour à la table des matières](#)

HAVING endeavoured to remove one species of ill-founded jealousy, which is so prevalent among commercial nations, it may not be amiss to mention another, which seems equally groundless. Nothing is more usual, among states which have made some advances in commerce, than to look on the progress of their neighbours with a suspicious eye, to consider all trading states as their rivals, and to suppose that it is impossible for any of them to flourish, but at their expence. In opposition to this narrow and malignant opinion, I will venture to assert, that the encrease of riches and commerce in any one nation, instead of hurting, commonly promotes the riches and commerce of all its neighbours; and that a state can scarcely carry its trade and industry very far, where all the surrounding states are buried in ignorance, sloth, and barbarism.

It is obvious, that the domestic industry of a people cannot be hurt by the greatest prosperity of their neighbours; and as this branch of commerce is undoubtedly the most important in any extensive kingdom, we are so far removed from all reason of jealousy. But I go farther, and observe, that where an open communication is preserved among nations, it is impossible but the domestic industry of every one must receive an encrease from the improvements of the others. Compare the situation of GREAT BRITAIN at present, with what it was two centuries ago. All the arts both of agriculture and manufactures

were then extremely rude and imperfect. Every improvement, which we have since made, has arisen from our imitation of foreigners; and we ought so far to esteem it happy, that they had previously made advances in arts and ingenuity. But this intercourse is still upheld to our great advantage : notwithstanding the advanced state of our manufactures, we daily adopt, in every art, the inventions and improvements of our neighbours. The commodity is first imported from abroad, to our great discontent, while we imagine that it drains us of our money : afterwards, the art itself is gradually imported, to our visible advantage : yet we continue still to repine, that our neighbours should possess any art, industry, and invention; forgetting that, had they not first instructed us, we should have been at present barbarians; and did they not still continue their instructions, the arts must fall into a state of languor, and lose that emulation and novelty, which contribute so much to their advancement.

The encrease of domestic industry lays the foundation of foreign commerce. Where a great number of commodities are raised and perfected for the home-market, there will always be found some which can be exported with advantage. But if our neighbours have no art or cultivation, they cannot take them; because they will have nothing to give in exchange. In this respect, states are in the same condition as individuals. A single man can scarcely be industrious, where all his fellow-citizens are idle. The riches of the several members of a community contribute to encrease my riches, whatever profession I may follow. They consume the produce of my industry, and afford me the produce of theirs in return.

Nor needs any state entertain apprehensions, that their neighbours will improve to such a degree in every art and manufacture, as to have no demand from them. Nature, by giving a diversity of geniuses, climates, and soils, to different nations, has secured their mutual intercourse and commerce, as long as they all remain industrious and civilized. Nay, the more the arts encrease in any state, the more will be its demands from its industrious neighbours. The inhabitants, having become opulent and skilful, desire to have every commodity in the utmost perfection; and as they have plenty of commodities to give in exchange, they make large importations from every foreign country. The industry of the nations, from whom they import, receives encou-

agement : their own is also encreased, by the sale of the commodities which they give in exchange.

But what if a nation has any staple commodity, such as the woollen manufacture is in ENGLAND? Must not the interfering of our neighbours in that manufacture be a loss to us? I answer, that, when any commodity is denominated the staple of a kingdom, it is supposed that this kingdom has some peculiar and natural advantages for raising the commodity; and if, notwithstanding these advantages, they lose such a manufacture, they ought to blame their own idleness, or bad government, not the industry of their neighbours. It ought also to be considered, that, by the encrease of industry among the neighbouring nations, the consumption of every particular species of commodity is also encreased; and though foreign manufactures interfere with them in the market, the demand for their product may still continue, or even encrease. And should it diminish, ought the consequence to be esteemed so fatal? If the spirit of industry be preserved, it may easily be diverted from one branch to another; and the manufacturers of wool, for instance, be employed in linen, silk, iron, or any other commodities, for which there appears to be a demand. We need not apprehend, that all the objects of industry will be exhausted, or that our manufacturers, while they remain on an equal footing with those of our neighbours, will be in danger of wanting employment. The emulation among rival nations serves rather to keep industry alive in all of them : and any people is happier who possess a variety of manufactures, than if they enjoyed one single great manufacture, in which they are all employed. Their situation is less precarious; and they will feel less sensibly those revolutions and uncertainties, to which every particular branch of commerce will always be exposed.

The only commercial state, that ought to dread the improvements and industry of their neighbours, is such a one as the DUTCH, who enjoying no extent of land, nor possessing any number of native commodities, flourish only by their being the brokers, and factors, and carriers of others. Such a people may naturally apprehend, that, as soon as the neighbouring states come to know and pursue their interest, they will take into their own hands the management of their affairs, and deprive their brokers of that profit, which they formerly reaped from it. But though this consequence may naturally be dreaded, it

is very long before it takes place; and by art and industry it may be warded off for many generations, if not wholly eluded. The advantage of superior stocks and correspondence is so great, that it is not easily overcome; and as all the transactions encrease by the encrease of industry in the neighbouring states, even a people whose commerce stands on this precarious basis, may at first reap a considerable profit from the flourishing condition of their neighbours. The DUTCH, having mortgaged all their revenues, make not such a figure in political transactions as formerly; but their commerce is surely equal to what it was in the middle of the last century, when they were reckoned among the great powers of EUROPE.

Were our narrow and malignant politics to meet with success, we should reduce all our neighbouring nations to the same state of sloth and ignorance that prevails in MOROCCO and the coast of BARBARY. But what would be the consequence? They could send us no commodities : they could take none from us : our domestic commerce itself would languish for want of emulation, example, and instruction : and we ourselves should soon fall into the same abject condition, to which we had reduced them. I shall therefore venture to acknowledge, that, not only as a man, but as a BRITISH subject, I pray for the flourishing commerce of GERMANY, SPAIN, ITALY, and even FRANCE itself. I am at least certain, that GREAT BRITAIN, and all those nations, would flourish more, did their sovereigns and ministers adopt such enlarged and benevolent sentiments towards each other.

David Hume, “Essai sur les taxes”.

*Traduction de Philippe Folliot, 26 août 2007,
de “Of Taxes”
(1752)*

[Retour à la table des matières](#)

Il existe une maxime qui prévaut chez certains raisonneurs, *que toute nouvelle taxe crée chez le sujet une aptitude à la supporter et que toute nouvelle augmentation des charges publiques accroît proportionnellement l'activité laborieuse du peuple*. Cette maxime est de nature à être l'objet probable d'abus et elle est d'autant plus dangereuse que sa vérité ne peut être totalement niée. Mais il faut reconnaître que, maintenue dans certaines limites, elle a un certain fondement dans la raison et dans l'expérience.

Quand une taxe s'applique à des marchandises qui sont consommées par le bas peuple, la conséquence nécessaire, semble-t-il, peut être soit que les pauvres soient obligés de retrancher quelque chose de leur mode de vie, soit qu'ils obtiennent des salaires plus élevés pour que le fardeau de la taxe pèse entièrement sur les riches. Mais il y a une troisième conséquence qui suit souvent les taxes, c'est que les pauvres accroissent leur activité, accomplissent plus de travail et vi-

vent aussi bien qu'avant sans demander davantage pour leur labeur. Quand les taxes sont modérées, qu'elles sont établies peu à peu et qu'elles n'affectent pas les nécessités de la vie, cette conséquence s'ensuit naturellement ; et il est certain que ces difficultés servent souvent à stimuler l'activité du peuple et à le rendre plus laborieux et opulent que d'autres qui jouissent de plus grands avantages. En effet, nous pouvons remarquer parallèlement que les nations les plus commerçantes ne sont pas toujours celles qui possèdent des terres fertiles de la plus grande étendue mais au contraire celles qui labourent des terres dans des conditions naturelles très désavantageuses. TYR, ATHENES, CARTHAGE, RHODES, GENE, VENISE et la HOLLANDE en sont de puissants exemples ; et, dans toute l'histoire, nous ne trouvons que trois cas de pays étendus et fertiles qui faisaient un commerce important, les PAYS-BAS, l'ANGLETERRE et la FRANCE. Les deux premiers semblent avoir été poussés par les avantages de leur situation maritime et par la nécessité où ils se trouvaient de fréquenter les ports étrangers pour se procurer ce que leur propre climat leur refusait. Pour ce qui est de la FRANCE, le commerce est venu tardivement dans ce royaume et semble avoir été l'effet de l'observation et de la réflexion d'un peuple ingénieux et entreprenant qui avait remarqué les richesses acquises par les nations voisines qui pratiquaient la navigation et le commerce.

Les lieux mentionnés par CICERON comme étant les plus commerçants de son époque sont ALEXANDRIE, la COLCHIDE, TYR, SIDON, ANDROS, CHYPRE, la PAMPHYLIE, la LYCIE, RHODES, CHIOS, BYZANCE, LESBOS, SMYRNE, MILET et COS. Tous ces lieux, à l'exception d'ALEXANDRIE, étaient soit de petits îles, soit de petits territoires. Quant à la cité d'ALEXANDRIE, elle est entièrement redevable de son commerce à sa situation favorable.

Donc, puisque certains besoins ou désavantages naturels peuvent être jugés favorables à l'activité (*industry*), pourquoi des charges artificielles n'auraient-elles pas le même effet ? Nous pouvons noter que

Sir WILLIAM TEMPLE attribue entièrement l'activité de la HOLLANDE aux besoins qui viennent de ses désavantages naturels, et il illustre sa doctrine par une comparaison frappante avec l'IRLANDE « où, dit-il, grâce à l'étendue et à la richesse du sol, et grâce à la faible population, toutes les choses nécessaires à la vie sont si bon marché qu'un homme actif, en deux jours de travail, peut gagner de quoi le nourrir le reste de la semaine ; ce qui, selon moi, est la cause manifeste de la paresse attribuée à ce peuple car les hommes préfèrent le repos au travail et ils ne prendront pas la peine de travailler s'ils peuvent vivre dans l'oisiveté ; quoique, quand, par nécessité, ils se sont accoutumés au travail, ils ne peuvent plus le quitter car il est devenu une habitude nécessaire à leur santé et même à leur divertissement. Il est aussi difficile de passer du repos au travail que d'un travail constant au repos. » Après quoi l'auteur en vient à confirmer sa doctrine en énumérant, comme ci-dessus, les lieux où le commerce a le plus prospéré aux époques anciennes et modernes, lieux qui, on le remarque couramment, sont des territoires étroitement confinés qui rendent l'activité nécessaire. ⁶²

---

⁶² La note suivante figure dans certaines éditions. « Il a toujours été observé, dans les années de disette, du moins si elle n'est pas extrême, que les pauvres travaillent davantage et qu'ils vivent réellement mieux que dans les années de grande abondance, quand ils se laissent aller à la paresse et à la débauche. J'ai entendu un manufacturier important dire que, en l'année 1740, quand le pain et les provisions de toutes sortes coûtaient très cher, ses ouvriers non seulement avaient changé de mode de vie mais encore qu'ils payaient les dettes qu'ils avaient contractées dans les années précédentes qui avaient été plus favorables et généreuses.

Cette doctrine peut donc être admise jusqu'à un certain degré pour les taxes mais attention aux abus ! Les taxes, comme le besoin, quand elles sont poussées trop loin, détruisent l'activité et engendrent le désespoir ; et même avant d'avoir atteint ce niveau, elles provoquent la hausse des revenus du laboureur et du manufacturier et la hausse du prix de toutes les marchandises. Un législateur attentif et désintéressé remarquera le point où le gain cesse et où le préjudice commence mais, comme le caractère contraire est beaucoup plus courant, il faut craindre que des taxes se multiplient dans toute l'EUROPE au point d'écraser tout art et toute activité, même si, peut-être, leur augmentation, avec d'autres circonstances, aura pu d'abord contribuer à l'accroissement de ces avantages. »

Les meilleures taxes sont celles qui sont levées sur les biens de consommation, surtout sur les objets de luxe parce que ces taxes sont moins senties par le peuple. Elles semblent dans une certaine mesure volontaires puisqu'on peut choisir d'acheter ou non l'objet taxé. Ces taxes se paient par degrés et insensiblement, elles produisent la sobriété et la frugalité si elles sont judicieusement levées et, se confondant avec le prix naturel du bien acheté, elles sont à peine perçues par les consommateurs. Leur seul désavantage, c'est que leur perception est coûteuse.

Les taxes sur la propriété sont levées sans rien coûter mais elles ont un autre désavantage. La plupart des Etats, cependant, sont obligés d'y avoir recours pour suppléer à l'insuffisance de l'autre taxe.

Mais les plus pernicieuses de toutes les taxes sont les taxes arbitraires. Par la façon dont on les gère, elles se convertissent couramment pour l'activité laborieuse en punitions et elles sont plus pénibles par leur inévitable inégalité que par la charge réelle qu'elles imposent. Il est donc étonnant de voir les peuples civilisés y avoir recours.

En général, toute taxe de capitation, même quand elle n'est pas arbitraire, ce qu'elle est couramment, peut être estimée dangereuse parce qu'il est si facile au souverain d'en ajouter un peu, et encore un peu plus à la somme demandée que ces taxes sont susceptibles de devenir totalement oppressives et intolérables. Au contraire, un droit payé sur les marchandises se limite de lui-même et un prince se rendra vite compte que l'augmentation de l'impôt n'est pas l'augmentation de son revenu. C'est pourquoi il n'est pas facile de ruiner entièrement un peuple par une telle taxe.

Nous savons par les historiens que l'une des principales causes de la destruction de l'empire ROMAIN fut le changement que CONSTANTIN introduisit dans les finances en substituant une capitation générale à presque tous les droits douaniers, dîmes et accises qui

composaient avant le revenu de l'*empire*. Les gens, dans toutes les provinces, étaient si écrasés et opprimés par les *publicains* qu'ils furent contents de trouver refuge sous les armes des barbares victorieux dont la domination, puisqu'ils avaient peu de besoins et peu d'arts, fut jugée préférable à la tyrannie raffinée des ROMAINS.

C'est une opinion défendue avec zèle par certains écrivains politiques que, puisque toutes les taxes (prétendent-ils) retombent en fin de compte sur la terre, il serait meilleur de l'imposer dès le début et d'abolir tous les droits à payer sur les objets de consommation. Mais c'est là une opinion discutable. Si un droit doit être payé par un artisan ⁶³ sur une marchandise qu'il consomme, il a deux expédients évidents pour le payer : il peut retrancher quelque chose de sa dépense ou travailler davantage. Ces deux ressources sont plus faciles et plus naturelles que l'augmentation de son revenu. Nous voyons que, dans les années de disette, le tisserand consomme moins ou travaille davantage, ou il emploie ces deux moyens, la frugalité et le travail, pour pouvoir atteindre la fin de l'année. Ce n'est que justice qu'il s'assujettisse aux mêmes privations – si elles méritent ce terme – par égard pour le public qui lui donne sa protection. Par quel moyen peut-il élever le prix de son travail ? Le manufacturier qui l'emploie ne lui donnera pas davantage et il ne le peut pas parce que le marchand qui exporte le tissu ne peut augmenter un prix devant lequel il doit s'incliner sur les marchés étrangers. Tout homme, c'est certain, désire se soustraire au fardeau des taxes et le faire porter par autrui mais, comme tout homme a la même inclination et est sur la défensive, il est impossible de supposer qu'une classe d'hommes puisse entièrement l'emporter dans cette lutte. Et pourquoi le propriétaire foncier serait-il la victime de tout le monde et pourquoi ne serait-il pas capable comme les autres de se défendre, j'ai de la peine à l'imaginer. Tous les commerçants, en vérité, voudraient se jeter sur la proie et se la partager, s'ils le pouvaient. Mais, cette inclination, ils l'ont toujours

---

⁶³ Ce terme ne doit pas être pris dans un sens trop étroit. Il s'agit d'un employé de manufacture. La traduction « ouvrier » serait possible. (NdT)

même quand on ne lève pas de taxes, et la même méthode par laquelle le propriétaire foncier se protège contre les abus des commerçants avant les taxes lui servira ensuite pour qu'ils portent le fardeau avec lui. Il faut en vérité qu'il y ait de très lourdes taxes, et très injustement levées, pour que l'artisan ne puisse par lui-même être capable de les payer grâce à plus d'activité et de frugalité sans élever le prix de son travail.

Je conclurai ce sujet en notant que, pour ce qui est des taxes, nous avons un exemple de ce qui arrive fréquemment dans les institutions politiques : les conséquences des choses sont diamétralement opposées à ce que nous attendions à première vue. C'est une maxime fondamentale du gouvernement TURQUE que le *Grand Signior*, quoique maître absolu de la vie et de la fortune de chaque individu, n'a aucun pouvoir d'imposer une nouvelle taxe, et tous les princes OTTOMANS qui ont essayé ont été obligés de se rétracter ou ont connu les funestes effets de leur entêtement. On aurait tendance à imaginer que ce préjugé, cette opinion établie, est la barrière la plus solide au monde contre l'oppression. Pourtant, il est certain que c'est tout le contraire. L'empereur, n'ayant aucune façon régulière d'augmenter son revenu, doit permettre à tous ses pachas et gouverneurs d'opprimer et de maltraiter les sujets et il les presse [comme des citrons] quand il revient de leurs gouvernements ; tandis que, s'il pouvait imposer une nouvelle taxe comme nos princes EUROPEENS, son intérêt serait si lié à celui de son peuple qu'il ressentirait immédiatement les mauvais effets de ces taxes levées sans régularité et il se rendrait compte qu'une livre perçue par un impôt général a de moins perniciox effets qu'un shilling pris d'une manière aussi inégale et arbitraire.

“Of Taxes”

by David Hume
(1752)

[Retour à la table des matières](#)

THERE is a prevailing maxim, among some reasoners, *that every new tax creates a new ability in the subject to bear it, and that each encrease of public burdens encreases proportionably the industry of the people*. This maxim is of such a nature as is most likely to be abused; and is so much the more dangerous, as its truth cannot be altogether denied: but it must be owned, when kept within certain bounds, to have some foundation in reason and experience.

When a tax is laid upon commodities, which are consumed by the common people, the necessary consequence may seem to be, either that the poor must retrench something from their way of living, or raise their wages, so as to make the burden of the tax fall entirely upon the rich. But there is a third consequence, which often follows upon taxes, namely, that the poor encrease their industry, perform more work, and live as well as before, without demanding more for their labour. Where taxes are moderate, are laid on gradually, and affect not the necessities of life, this consequence naturally follows; and it is certain, that such difficulties often serve to excite the industry of a people, and render them more opulent and laborious, than others, who enjoy the greatest advantages. For we may observe, as a parallel instance, that the most commercial nations have not always possessed the greatest extent of fertile land; but, on the contrary, that they have laboured under many natural disadvantages. TYRE, ATHENS,

CARTHAGE, RHODES, GENOA, VENICE, HOLLAND, are strong examples to this purpose. And in all history, we find only three instances of large and fertile countries, which have possessed much trade; the NETHERLANDS, ENGLAND, and FRANCE. The two former seem to have been allured by the advantages of their maritime situation, and the necessity they lay under of frequenting foreign ports, in order to procure what their own climate refused them. And as to FRANCE, trade has come late into that kingdom, and seems to have been the effect of reflection and observation in an ingenious and enterprising people, who remarked the riches acquired by such of the neighbouring nations as cultivated navigation and commerce.

The places mentioned by CICERO, as possessed of the greatest commerce in his time, are ALEXANDRIA, COLCHUS, TYRE, SIDON, ANDROS, CYPRUS, PAMPHYLIA, LYCIA, RHODES, CHIOS, BYZANTIUM, LESBOS, SMYRNA, MILETUM, COOS. All these, except ALEXANDRIA, were either small islands, or narrow territories. And that city owed its trade entirely to the happiness of its situation.

Since therefore some natural necessities or disadvantages may be thought favourable to industry, why may not artificial burdens have the same effect? Sir WILLIAM TEMPLE, we may observe, ascribes the industry of the DUTCH entirely to necessity, proceeding from their natural disadvantages; and illustrates his doctrine by a striking comparison with IRELAND; "where," says he, "by the largeness and plenty of the soil, and scarcity of people, all things necessary to life are so cheap, that an industrious man, by two days labour, may gain enough to feed him the rest of the week. Which I take to be a very plain ground of the laziness attributed to the people. For men naturally prefer ease before labour, and will not take pains if they can live idle; though when, by necessity, they have been inured to it, they cannot leave it, being grown a custom necessary to their health, and to their very entertainment. Nor perhaps is the change harder, from constant ease to labour, than from constant labour to ease." After which the author proceeds to confirm his doctrine, by enumerating, as above, the places where trade has most flourished, in ancient and modern times;

and which are commonly observed to be such narrow confined territories, as beget a necessity for industry. ⁶⁴

The best taxes are such as are levied upon consumptions, especially those of luxury; because such taxes are least felt by the people. They seem, in some measure, voluntary; since a man may chuse how far he will use the commodity which is taxed : they are paid gradually and insensibly : they naturally produce sobriety and frugality, if judiciously imposed : and being confounded with the natural price of the commodity, they are scarcely perceived by the consumers. Their only disadvantage is, that they are expensive in the levying.

Taxes upon possessions are levied without expence; but have every other disadvantage. Most states, however, are obliged to have recourse to them, in order to supply the deficiencies of the other.

But the most pernicious of all taxes are the arbitrary. They are commonly converted, by their management, into punishments on industry; and also, by their unavoidable inequality, are more grievous, than by the real burden which they impose. It is surprising, therefore, to see them have place among any civilized people.

---

⁶⁴ Tis always observed, in years of scarcity, if it be not extreme, that the poor labour more, and really live better, than in years of great plenty, when they indulge themselves in idleness and riot. I have been told, by a considerable manufacturer, that in the year 1740, when bread and provisions of all kinds were very dear, his workmen not only made a shift to live, but paid debts, which they had contracted in former years, that were much more favourable and abundant.

This doctrine, therefore, with regard to taxes, may be admitted in some degree : but beware of the abuse. Exorbitant taxes, like extreme necessity, destroy industry, by producing despair; and even before they reach this pitch, they raise the wages of the labourer and manufacturer, and heighten the price of all commodities. An attentive disinterested legislature, will observe the point when the emolument ceases, and the prejudice begins: But as the contrary character is much more common, it is to be feared that taxes, all over EUROPE, are multiplying to such a degree, as will intirely crush all art and industry; though, perhaps, their first increase, together with other circumstances, might have contributed to the growth of these advantages.

In general, all poll-taxes, even when not arbitrary, which they commonly are, may be esteemed dangerous : because it is so easy for the sovereign to add a little more, and a little more, to the sum demanded, that these taxes are apt to become altogether oppressive and intolerable. On the other hand, a duty upon commodities checks itself; and a prince will soon find, that an encrease of the impost is no encrease of his revenue. It is not easy, therefore, for a people to be altogether ruined by such taxes.

Historians inform us, that one of the chief causes of the destruction of the ROMAN state, was the alteration, which CONSTANTINE introduced into the finances, by substituting an universal poll-tax, in lieu of almost all the tithes, customs, and excises, which formerly composed the revenue of the *empire*. The people, in all the provinces, were so grinded and oppressed by the *publicans*, that they were glad to take refuge under the conquering arms of the barbarians; whose dominion, as they had fewer necessities and less art, was found preferable to the refined tyranny of the ROMANS.

It is an opinion, zealously promoted by some political writers, that, since all taxes, as they pretend, fall ultimately upon land, it were better to lay them originally there, and abolish every duty upon consumptions. But it is denied, that all taxes fall ultimately upon land. If a duty be laid upon any commodity, consumed by an artisan, he has two obvious expedients for paying it; he may retrench somewhat of his expence, or he may encrease his labour. Both these resources are more easy and natural, than that of heightening his wages. We see, that, in years of scarcity, the weaver either consumes less or labours more, or employs both these expedients of frugality and industry, by which he is enabled to reach the end of the year. It is but just, that he should subject himself to the same hardships, if they deserve the name, for the sake of the publick, which gives him protection. By what contrivance can he raise the price of his labour? The manufacturer who employs him, will not give him more: Neither can he, because the merchant, who exports the cloth, cannot raise its price, being limited by the price which it yields in foreign markets. Every man, to be sure, is desirous of pushing off from himself the burden of any tax, which is imposed, and of laying it upon others : but as every man has the same inclination, and is upon the defensive; no set of men can be supposed

to prevail altogether in this contest. And why the landed gentleman should be the victim of the whole, and should not be able to defend himself, as well as others are, I cannot readily imagine. All tradesmen, indeed, would willingly prey upon him, and divide him among them, if they could : but this inclination they always have, though no taxes were levied; and the same methods, by which he guards against the imposition of tradesmen before taxes, will serve him afterwards, and make them share the burden with him. They must be very heavy taxes, indeed, and very injudiciously levied, which the artizan will not, of himself, be enabled to pay, by superior industry and frugality, without raising the price of his labour.

I shall conclude this subject with observing, that we have, with regard to taxes, an instance of what frequently happens in political institutions, that the consequences of things are diametrically opposite to what we should expect on the first appearance. It is regarded as a fundamental maxim of the TURKISH government, that the *Grand Signior*, though absolute master of the lives and fortunes of each individual, has no authority to impose a new tax; and every OTTOMAN prince, who has made such an attempt, either has been obliged to retract, or has found the fatal effects of his perseverance. One would imagine, that this prejudice or established opinion were the firmest barrier in the world against oppression; yet it is certain, that its effect is quite contrary. The emperor, having no regular method of encreasing his revenue, must allow all the bashaws and governors to oppress and abuse the subjects : and these he squeezes after their return from their government. Whereas, if he could impose a new tax, like our EUROPEAN princes, his interest would so far be united with that of his people, that he would immediately feel the bad effects of these disorderly levies of money, and would find, that a pound, raised by a general imposition, would have less pernicious effects, than a shilling taken in so unequal and arbitrary a manner.

David Hume, “Essai sur le crédit public”.

*Traduction de Philippe Folliot, 26 août 2007,
de “Of Public Interest”
(1752)*

[Retour à la table des matières](#)

Cela semble avoir été une pratique courante dans l’antiquité de faire des réserves pendant la paix pour les besoins de la guerre et d’amasser des trésors par avance comme instruments de conquête ou de défense, sans compter sur des impôts extraordinaires ou sur l’emprunt en des périodes de troubles et de confusion. Outre les sommes immenses ci-dessus mentionnées ⁶⁵ qui furent amassées par ATHENES et par les PTOLEMEES et autres successeurs d’ALEXANDRE, nous apprenons par PLATON que les économes LACEDEMONIENS avaient aussi amassé un grand trésor, et ARRIEN et PLUTARQUE notent les richesses dont ALEXANDRE s’était emparé lors de la conquête de SUSE et d’ECBATANE et dont certaines étaient conservées depuis l’époque de CYRUS. Si je me souviens bien, l’Ecriture mentionne aussi le trésor d’EZECHIAS et des princes juifs, et l’histoire profane ceux de PHILIPPE et de PERSEE, rois de MACEDOINE. Les anciennes républiques des

---

⁶⁵ Voir l’Essai sur la balance du commerce. (NdT)

GAULES avaient d'ordinaire des sommes importantes en réserve. Chacun sait quel trésor fut saisi à ROME par CESAR durant les guerres civiles et nous voyons qu'ensuite les sages empereurs AUGUSTE, TIBERE, VESPASIEN et SEVERE eurent toujours la prudence de mettre de côté de grandes sommes en prévision des urgences publiques.

Au contraire, notre moderne expédient, qui est devenu très général, est d'hypothéquer les revenus publics et de compter sur la postérité pour payer les dettes contractées par ses ancêtres, et cette postérité, ayant sous les yeux le si bon exemple de leurs sages pères, a la même confiance prudente en *sa* postérité qui, finalement, plus par nécessité que par choix, est obligée de placer la même confiance en une nouvelle postérité. Mais, pour ne pas gaspiller notre temps à déclamer contre une pratique qui, sans contestation possible, se révèle ruineuse, disons qu'il semble assez visible que les anciennes maximes sont, à cet égard, plus prudentes que les maximes modernes, même si ces dernières ont été tenues dans des limites raisonnables et qu'elles ont été accompagnées, à chaque fois, en temps de paix, d'une frugalité suffisante pour rembourser les dettes d'une guerre coûteuse. Le cas de l'Etat serait-il si différent du cas d'un individu qu'il nous faille établir des maximes différentes pour la conduite de chacun ? Si les fonds du premier sont plus importants, ses nécessaires dépenses le sont aussi. Si ses ressources sont plus nombreuses, elles ne sont pas infinies et, comme sa structure doit être calculée pour une plus longue durée que celle d'une simple vie, ou même d'une famille, l'Etat doit embrasser des maximes dont la portée, la durée et la générosité soient adaptées à l'étendue supposée de son existence. Compter sur le hasard ou sur des expédients temporaires, en vérité, c'est ce que la nécessité des affaires humaines rend fréquemment inévitable mais quiconque se repose volontairement sur de telles ressources ne doit accuser que sa propre folie, et non la nécessité, quand des malheurs lui arrivent.

Si les abus des trésors sont dangereux parce que l'Etat, ayant confiance en ses richesses, s'engage dans des entreprises imprudentes

ou néglige sa discipline militaire, les abus de l'hypothèque sont encore plus certains et inévitables : la pauvreté, l'impuissance et l'assujettissement à des puissances étrangères.

Selon la politique moderne, la guerre s'accompagne de la destruction, de la perte d'hommes, de l'augmentation des impôts, du déclin du commerce, de la dissipation de l'argent et de la dévastation sur mer et sur terre. Selon les anciennes maximes, l'ouverture du trésor public, produisant un afflux inhabituel d'or et d'argent (*gold and silver*), atténue dans une certaine mesure les calamités inévitables de la guerre.

C'est une grande tentation pour un ministre d'employer cet expédient qui le rend capable de faire grande figure durant son administration sans accabler le peuple d'impôts et sans exciter contre lui ses clameurs immédiates. Cette pratique qui consiste à contracter des dettes sera donc presque infailliblement l'objet d'abus de la part de tous les gouvernements. Il ne serait guère plus prudent de donner à un fils prodigue un crédit chez tous les banquiers de LONDRES que de donner à un Etat le pouvoir de tirer de cette manière des lettres de change sur la postérité.

Que dirons-nous alors de ce nouveau paradoxe, que les dettes publiques sont en elles-mêmes avantageuses indépendamment de la nécessité de les contracter, et qu'un Etat, même s'il n'y est pas forcé par un ennemi extérieur, ne peut avoir de plus sage expédient pour favoriser le commerce et la richesse que de créer des fonds, des dettes et des impôts sans limites ? Ces raisonnements pourraient naturellement passer pour des jeux d'esprit de rhéteurs, semblables aux éloges de la folie, de la fièvre, de BUSIRIS ou de NERON, si nous n'avions vu ces absurdes maximes soutenues par de grands ministres et, chez nous, par tout un parti.

Examinons les conséquences des dettes publiques, aussi bien dans notre administration intérieure, par leur influence sur le commerce et

l'activité (*industry*), que dans nos transactions extérieures, par leur effet sur les guerres et les négociations.

Les valeurs d'Etat (*public securities*) sont chez nous comme une sorte de monnaie qui est acceptée au prix courant aussi facilement que l'or et l'argent (*gold and silver*). Partout où une entreprise profitable s'offre, quelque coûteuse qu'elle soit, il ne manque jamais de mains pour la saisir ; et un marchand, qui a placé son argent dans les fonds publics (*public stocks*), n'a nul besoin de craindre de se lancer dans le commerce le plus étendu puisqu'il possède des fonds qui répondront aux demandes les plus soudaines qui pourront lui être faites. Aucun marchand ne juge nécessaire de garder chez lui beaucoup de liquide. Les valeurs bancaires ou les actions des INDES, surtout ces dernières, ont toutes la même fonction parce qu'il peut en disposer ou les engager chez un banquier en un quart d'heure ; et, en même temps, elles ne sont pas improductives, même dans son secrétaire, mais lui rapportent un revenu constant. Bref, nos dettes nationales fournissent aux marchands une espèce de monnaie qui se multiplie constamment dans leurs mains et produit un gain sûr en plus des profits de leur commerce. Cela doit les rendre capables de vendre avec un profit moindre. Ce moindre profit du marchand fait que la marchandise est meilleur marché, il cause une plus grande consommation, stimule le travail du bas peuple et aide à la diffusion des arts et de l'activité (*industry*) dans toute la société.

En ANGLETERRE et dans tous les Etats qui ont à la fois du commerce et des dettes publiques, on peut observer une classe d'hommes qui sont mi-marchands, mi-détenteurs de fonds et qu'on peut supposer prêts à commercer pour de petits profits parce que le commerce n'est pas leur principal ou seul gain et que les fonds sont pour eux et leur famille une ressource sûre. S'il n'y avait pas de fonds, les grands marchands n'auraient pas d'autre expédient, pour réaliser ou garantir une part de leurs profits, que d'acheter de la terre ; et la terre, par rapport aux fonds, présente de nombreux désavantages. Exigeant plus de soin et de surveillance, elle partage le temps et l'attention du marchand. En

cas d'offre tentante ou d'accident commercial, on ne la convertit pas facilement en argent (money) et elle est si attirante, aussi bien par les nombreux plaisirs naturels qu'elle offre que par l'autorité qu'elle donne, qu'elle convertit rapidement le marchand de ville en propriétaire campagnard. On peut donc naturellement supposer que la majorité des hommes qui ont de larges fonds et revenus continuent dans le commerce quand il y a des dettes publiques ; et il faut avouer que c'est un certain avantage pour le commerce car ses profits diminuent, la circulation est favorisée et l'activité encouragée.

Mais, en opposition à ces deux circonstances favorables, qui ne sont peut-être pas très importantes, pesez les nombreux avantages qui accompagnent nos dettes publiques dans toute l'économie *intérieure* de l'Etat et vous vous rendrez compte qu'il n'y a pas de comparaison entre le bien et le mal qui en résultent.

Premièrement, il est certain que les dettes nationales causent un puissant afflux de gens et de richesses vers la capitale à cause des sommes importantes perçues dans les provinces pour payer l'intérêt et peut-être aussi à cause des avantages commerciaux (ci-dessus mentionnés) qu'elles donnent dans la capitale aux marchands sur le reste du royaume. La question est de savoir si, dans notre cas, il est de l'intérêt public que de si nombreux privilèges soient donnés à LONDRES, déjà parvenue à une taille énorme qui semble encore s'accroître. Certains craignent les conséquences. Pour ma part, je ne peux m'empêcher de penser que, bien que la tête soit indubitablement trop grosse pour le corps, cette grande cité est cependant si heureusement située que sa taille excessive cause moins d'inconvénients que ne le ferait une petite capitale dans un plus grand royaume. Il y a plus de différences entre le prix des denrées à PARIS et dans le LANGUEDOC qu'entre celui des denrées à LONDRES et dans le YORKSHIRE. En vérité, l'immensité de LONDRES sous un gouvernement qui n'admet pas un pouvoir discrétionnaire rend le peuple facétieux, mutin, séditieux et même peut-être rebelle. Mais les dettes nationales elles-mêmes tendent à fournir un remède au mal. La première

éruption visible, ou même le danger immédiat des troubles publics, doit alarmer tous les détenteurs de fonds dont la propriété est des plus précaires et les faire voler au secours du gouvernement, qu'il soit menacé par la violence jacobite ou la fureur démocratique.

Deuxièmement, les fonds publics, étant une sorte de papier-crédit, ont tous les désavantages qui accompagnent cette sorte de monnaie. Ils bannissent l'or et l'argent (gold and silver) de l'essentiel du commerce de l'Etat, les réduisent à la circulation courante et, par là, rendent toutes les denrées et le travail plus chers qu'ils n'auraient été autrement. ⁶⁶

Troisièmement, les taxes qui sont levées pour payer l'intérêt de ces dettes ont tendance à élever le prix du travail ou à opprimer les pauvres.

Quatrièmement, comme les étrangers possèdent une grande partie de nos fonds nationaux, le public est ainsi tributaire d'eux et cela peut, avec le temps, causer un déplacement de notre population et de notre activité.

Cinquièmement, la plus grande partie des fonds publics étant toujours dans les mains de gens oisifs qui vivent de leurs revenus, nos fonds, de ce point de vue, encouragent beaucoup une vie inutile et inactive.

---

⁶⁶ Nous pouvons aussi noter que l'augmentation des prix qui vient du papier-crédit a une influence plus durable et plus dangereuse que quand elle vient d'un grand accroissement de la quantité d'or et d'argent : si un afflux accidentel d'argent (money) élève le prix du travail et des marchandises, le mal se guérit tout seul. L'argent (money) s'écoule rapidement vers les nations voisines, les prix retombent à leur niveau et l'activité peut continuer comme avant ; un soulagement qui ne peut être espéré si les espèces en circulation consistent surtout dans du papier n'ayant aucune valeur intrinsèque.

Mais, quoique le tort causé au commerce et à l'activité par nos fonds publics, tout bien pesé, ne semble pas négligeable, il est insignifiant en comparaison du préjudice qui en résulte pour un Etat considéré en tant que corps politique qui doit se maintenir dans la société des nations et avoir des transactions diverses avec les autres Etats pour les guerres et les négociations. Le mal est ici pur et sans mélange, sans aucune circonstance favorable pour l'atténuer, et c'est un mal qui est d'une nature telle qu'il est le plus important et le plus extrême.

On a certes entendu dire que la nation n'était pas plus faible à cause de ses dettes puisque, pour l'essentiel, nous nous devons ces sommes entre nous et que les uns recueillent autant que ce que les autres donnent. C'est comme faire passer de l'argent de la main droite à la main gauche, on n'est pas plus riche ou plus pauvre qu'avant. On fera toujours des raisonnements aussi peu rigoureux et des comparaisons aussi spécieuses tant qu'on ne jugera pas à partir de principes. Je demande s'il est possible, selon la nature des choses, d'accabler une nation de taxes même quand le souverain y réside. Le doute même semble extravagant puisqu'il est requis, dans chaque communauté, qu'on observe une certaine proportion entre la partie laborieuse de la population et la partie oisive. Mais si tout le revenu de nos taxes actuelles est hypothéqué, ne devons-nous pas en inventer de nouvelles ? Et ne peut-on pas pousser la chose plus loin, jusqu'à la ruine et la destruction ?

En toute nation, il y a toujours certaines façons moins pénibles que d'autres de lever de l'argent, se conformant au mode de vie du peuple et aux marchandises qu'il utilise. En Grande-Bretagne, les droits d'accise sur le malt et la bière offrent un large revenu parce que les opérations de maltage et de brassage sont lentes et difficiles à dissimuler ; et, en même temps, ces marchandises ne sont si absolument nécessaires à la vie que la hausse de leur prix affecte beaucoup les pauvres. Tout le revenu de ces taxes étant hypothéqué, quelles diffi-

cultés pour en trouver de nouvelles ! Quelle vexation et quelle ruine pour les pauvres !

Les taxes sur la consommation sont plus justes et moins pénibles que celles sur la propriété. Quelle perte pour la nation quand les premières sont épuisées et que nous devons avoir recours aux plus dures façons de lever des taxes !

Si tous les propriétaires fonciers n'étaient que les intendants de l'Etat, ne devraient-ils pas, forcés par la nécessité, mettre en pratique tous les moyens d'oppression utilisés par les intendants quand l'absence ou la négligence du propriétaire les met à l'abri d'une enquête.

On ne peut guère affirmer qu'il ne faille pas mettre des limites aux dettes nationales et on ne peut guère dire que l'Etat ne serait pas plus faible si une taxe foncière de douze ou quinze shillings par livre était hypothéquée en plus des droits douaniers et des droits d'accise actuels. Dans ce cas, il y a donc quelque chose de plus qu'un simple transfert de propriété d'une main à l'autre. Dans cinq siècles, les descendants de ceux qui sont à l'intérieur du carrosse et les descendants de ceux qui sont sur le siège de conduite auront échangé leurs places sans que ces révolutions n'affectent l'Etat.

Supposons que l'Etat soit vraiment arrivé à cette situation vers laquelle il se hâte avec une rapidité si stupéfiante ; supposons que la terre soit taxée à dix-huit ou dix-neuf shillings par livre (car, au total, elle ne pourrait jamais en supporter vingt) ; supposons qu'on ait gonflé tous les droits de douane et d'accise à la limite de ce que la nation peut supporter sans perdre son commerce et son activité ; et supposons que tous ces fonds soient hypothéqués à perpétuité et que l'invention et l'esprit de tous nos faiseurs de projets soient incapables de trouver un nouvel impôt qui puisse servir de base à un nouvel emprunt. Considérons alors les conséquences de cette situation. Bien que l'état imparfait de nos connaissances politiques et les étroites capaci-

tés humaines rendent difficile la prévision des effets qui résulteraient d'une mesure dont on n'a pas fait l'essai, les semences de ruine sont ici répandues avec une telle profusion qu'elles ne sauraient échapper à l'œil d'un observateur, même le plus négligent.

Dans cet état contre nature de la société, les seules personnes qui possèdent un revenu supérieur aux effets immédiats de leur activité sont les détenteurs de fonds qui tirent à eux presque toute la rente foncière et immobilière, en plus du produit de tous les droits de douane et d'accise. Ce sont des hommes qui n'ont aucune relation avec l'Etat, qui peuvent jouir de leurs revenus à n'importe quel endroit du globe où ils choisissent de résider, qui s'enterrent naturellement dans la capitale ou dans les grandes villes et qui sombrent dans la léthargie d'un luxe douillet et abrutissant, sans âme, sans ambition et sans plaisir. Adieu à toute idée de noblesse, grande ou petite, adieu à toute idée de famille. Les fonds peuvent être transférés en un instant et, étant dans un état fluctuant, ils se transmettent rarement de père en fils sur trois générations ; ou, s'ils demeurent aussi longtemps dans une seule famille, ils ne confèrent aucune autorité, aucun crédit à leur possesseur. De cette façon les différents rangs des hommes, qui forment une sorte de magistrature indépendante dans l'Etat instituée par la main de la nature, se perdent entièrement ; et tous les hommes qui ont une autorité la tirent de la seule commission du souverain. Aucun expédient ne reste pour prévenir ou supprimer les insurrections, sinon les armées mercenaires. Il ne reste absolument aucun expédient pour résister à la tyrannie : les élections se font au rythme de la seule subornation et de la seule corruption ; et, le pouvoir intermédiaire entre le roi et le peuple étant totalement supprimé, un despotisme cruel doit infailliblement prévaloir. Les propriétaires fonciers, méprisés à cause de leur pauvreté et haïs à cause de leur oppression, seront totalement incapables de s'y opposer.

Bien que le pouvoir législatif puisse former la résolution de ne jamais lever une taxe qui nuise au commerce et décourage le travail, il sera impossible aux hommes, sur des sujets aussi délicats, de raison-

ner assez justement pour ne pas se tromper ou, dans l'urgence de certains problèmes, de ne pas se laisser détourner de leur résolution. Les continuelles fluctuations du commerce requièrent des changements continuels dans la nature des taxes, ce qui expose le pouvoir législatif au double danger des erreurs volontaires et involontaires. Chaque grand coup porté au commerce, que ce soit par des taxes peu judicieuses ou à cause d'autres accidents, jette le système entier du gouvernement dans la confusion.

Mais quel expédient l'Etat peut-il alors employer, même en supposant que le commerce demeure dans la condition la plus prospère, afin de soutenir ses guerres et ses entreprises à l'étranger et de défendre son propre honneur, son intérêt, et ceux de ses alliés ? Je ne demande pas comment l'Etat exercera un pouvoir aussi prodigieux que celui qu'il a exercé durant nos dernières guerres où nous avons surpassé non seulement notre propre puissance naturelle mais même celle des plus grands empires. Cette extravagance est l'abus dont nous nous plaignons comme étant la source de tous les dangers auxquels nous sommes actuellement exposés. Mais, puisque nous devons encore supposer que le grand commerce et l'opulence se maintiennent, même après l'hypothèque de tous les fonds, ces richesses doivent être défendues par un pouvoir proportionné. D'où l'Etat tirera-t-il le revenu qui maintiendra ce pouvoir ? Il doit manifestement venir d'une continue taxation des rentiers ou, ce qui est la même chose, d'une nouvelle hypothèque, à chaque urgence, d'une certaine partie de leurs rentes, pour faire qu'ils contribuent ainsi à leur propre défense et à celle de la nation. Mais les difficultés qui accompagnent ce système politique apparaîtront facilement, que le roi soit supposé devenir le maître absolu ou qu'il soit contrôlé par des conseils nationaux où les rentiers eux-mêmes doivent nécessairement détenir l'influence principale.

Si le prince est devenu absolu, ce qu'on peut naturellement attendre de cette situation des affaires, il lui est si facile d'extorquer aux rentiers de plus en plus d'argent en se contentant de le conserver dans ses propres mains que cette espèce de propriété perdrait bientôt tout

son crédit et que l'ensemble des revenus de tous les individus de l'Etat se trouverait entièrement à la merci du souverain ; un degré de despotisme qu'aucune monarchie orientale n'a jamais encore atteint. Si, au contraire, le consentement des rentiers est requis pour tout impôt, on ne les persuadera jamais de contribuer suffisamment à l'entretien du gouvernement car la diminution de leurs revenus sera en ce cas très sensible, sans pouvoir être déguisée sous l'apparence de droits de douane ou d'accise ou être partagée par les autres ordres de l'Etat qu'on suppose taxés au maximum. Dans certaines républiques, il arrive qu'un centième de penny, quelquefois le cinquantième, soit donné pour l'entretien de l'Etat ; mais c'est toujours un exercice extraordinaire du pouvoir qui ne peut jamais devenir le fondement d'une défense nationale constante. On s'aperçoit toujours qu'un gouvernement qui a hypothéqué tous ses revenus sombre nécessairement dans un état de langueur, d'inactivité et d'impuissance.

Tels sont les inconvénients qu'on peut raisonnablement attendre de cette situation vers laquelle se dirige visiblement la GRANDE-BRETAGNE ; sans mentionner les inconvénients innombrables et imprévisibles qui doivent résulter d'une situation si monstrueuse qu'elle fait de l'Etat le principal ou le seul propriétaire de la terre en l'investissant de plus du pouvoir d'appliquer toutes les sortes de droits de douane et d'accise que l'imagination fertile des ministres et des faiseurs de projets auront été capables d'inventer.

Il faut avouer que, par une longue accoutumance, une étrange passivité s'est glissée dans toutes les classes de la société à l'égard des dettes publiques, assez semblable à ce dont les théologiens se plaignent avec tant de véhémence à l'égard de leurs doctrines religieuses. Nous reconnaissons tous que l'imagination la plus optimiste ne peut pas espérer que notre ministère, ou un ministère à venir, fasse des économies assez fermes et constantes pour rembourser nos dettes, ou que la situation des affaires étrangères lui donne, pour un temps suffi-

sant, assez de loisir et de tranquillité pour une telle entreprise ⁶⁷. *Mais alors, qu'advient-il de nous ?* Quand bien même nous serions de bons chrétiens résignés face à la providence, cela me semble une question curieuse qu'on peut même considérer comme une question spéculative à laquelle il n'est peut-être pas impossible de donner une réponse conjecturale. Les événements, ici, dépendront peu des contingences des batailles, des négociations, des intrigues et des factions. Il semble y avoir un progrès naturel des choses qui puisse guider notre raisonnement. Il aurait suffi d'un peu de prudence, quand nous commençâmes à utiliser cette pratique de l'hypothèque, pour prévoir, par la nature des hommes et des ministres, que les choses en viendraient au point où nous les voyons. De même, aujourd'hui qu'elles ont finalement atteint heureusement ce point, il n'est peut-être pas difficile de deviner les conséquences. C'est nécessairement l'un de ces deux événements : soit la nation doit détruire la crédit public, soit le crédit public doit détruire la nation. Il est impossible que les deux subsistent dans la façon dont on les a gérés jusqu'à aujourd'hui, dans ce pays comme dans certains autres pays.

Il existe bien un plan de remboursement de nos dettes qui a été proposé par un excellent citoyen, M. HUTCHINSON, il y a environ trente ans, et qui a été très apprécié par quelques hommes de bon sens mais il n'avait aucune chance d'être appliqué. M. HUTCHINSON affirmait que c'était une erreur d'imaginer que l'Etat devait payer cette dette, qu'en réalité c'était chaque individu qui devait en payer une part

---

⁶⁷ Dans les périodes de paix et de sécurité, les seules où il est possible de rembourser les dettes, l'intérêt financier (the moneyed interest) répugne à recevoir des remboursements partiels qu'il ne sait pas utiliser à son profit, et l'intérêt foncier (the landed interest) répugne à continuer à payer les taxes requises. Pourquoi un ministre persévérerait-il dans une mesure qui déplaît tant à toutes les parties ? Pour l'amour d'une postérité qu'il ne verra jamais ou pour quelques personnes raisonnables et réfléchies dont l'intérêt uni ne sera peut-être même pas capable de lui assurer le plus petit bourg d'ANGLETERRE. Il n'est pas vraisemblable que nous trouvions un ministre qui soit un aussi mauvais politique. A l'égard de ces maximes politiques destructrices, tous les ministres sont suffisamment experts.

proportionnelle et qui payait, par ses impôts, une part proportionnelle de l'intérêt en plus des frais de perception. Ne ferions-nous pas mieux, disait-il, de répartir la dette entre nous et que chacun contribue pour une somme en rapport avec ses biens, pour ainsi libérer nos fonds et nous décharger de l'hypothèque publique ? Il ne semble pas avoir considéré que les travailleurs pauvres paient une part considérable de taxes par leur consommation annuelle et qu'ils ne pourraient pas avancer en une seule fois une partie proportionnelle de la somme requise. Sans mentionner que la possession d'argent et les fonds commerciaux peuvent aisément être cachés ou déguisés et que c'est la propriété visible, autrement dit la propriété foncière et immobilière, qui, en réalité, répondrait finalement pour l'ensemble ; une inégalité et une oppression qui ne seraient jamais admises. Mais, quoique ce projet ait peu de chances d'être accepté, il n'est pas totalement improbable, quand la nation sera vraiment écœurée par nos dettes et qu'elle sera cruellement opprimée par elles, que quelque faiseur de projets hardi se présente avec des plans visionnaires pour nous en libérer. Et, comme le crédit public, à ce moment, sera fragilisé, le moindre coup le détruira, comme cela est arrivé en France sous la régence ; et, de cette manière, *il mourra de la main du médecin*. ⁶⁸

Mais il est plus probable que la violation de la confiance nationale sera le nécessaire effet des guerres, des défaites, des malheurs et des

---

⁶⁸ Certaines éditions comportent cette note : « Certains Etats voisins utilisent un expédient facile par lequel ils allègent leurs dettes publiques. Les FRANÇAIS ont coutume (comme les ROMAINS jadis) d'accroître leur argent et, comme la nation est familiarisée avec ce procédé, il ne nuit pas au crédit public alors qu'en réalité il supprime en une seule fois par un édit la plupart des dettes. Les HOLLANDAIS diminuent l'intérêt sans le consentement de leurs créanciers ou, ce qui revient au même, ils taxent arbitrairement les fonds comme toute autre bien. Si nous mettions en pratique l'une de ces méthodes, nous ne serions plus opprimés par la dette publique et il n'est pas impossible, vu le nombre croissant d'embarras et de difficultés, qu'on essaie à tout hasard l'une de ces méthodes, ou une autre. Mais les habitants de ce pays sont de si bons raisonneurs sur ce qui touche à leurs intérêts qu'une telle pratique ne trompera personne. Le crédit public sera probablement immédiatement affecté par un essai aussi dangereux. »

calamités publiques, ou même peut-être des victoires et des conquêtes. Je dois avouer que, quand je vois des princes et des Etats se battre et se quereller au milieu de leurs dettes, de leurs fonds et de leurs hypothèques publiques, cela me fait toujours penser à une bastonnade dans un magasin de porcelaine. Peut-on attendre des souverains qu'ils ménagent une espèce de propriété qui leur est pernicieuse, à eux et à l'Etat, quand ils ont si peu pitié des vies et des propriétés qui leur sont utiles à eux deux. Que le temps vienne (et il viendra sûrement) où les nouveaux fonds créés pour les exigences de l'année ne trouveront pas de souscripteurs et ne rapporteront pas ce qui avait été prévu. Supposons soit que le liquide de la nation disparaisse, soit que notre confiance, qui a été jusqu'ici si large, nous fasse défaut. Supposons que, dans cette détresse, la nation soit menacée d'une invasion. Une rébellion menace ou éclate dans le pays ; on ne peut équiper une escadre faute de soldes, de vivres et d'intendance, ou même, l'étranger ne peut avancer de subsides. Que doit faire un prince ou un ministre dans un tel cas d'urgence ? Le droit de conservation de soi est inaliénable pour tout individu, à plus forte raison pour toute communauté. La folie de nos hommes d'Etat doit alors être plus grande que la folie de ceux qui ont d'abord contracté des dettes et être encore plus grande que la folie de ceux qui avaient confiance ou continuent d'avoir confiance en cette garantie si ces hommes d'Etat, ayant en main les moyens du salut, ne les emploient pas. Les fonds créés et hypothéqués rapporteront alors un grand revenu annuel, suffisant pour la défense et la sécurité de la nation. L'argent se trouve peut-être dans l'échiquier, prêt pour payer l'intérêt trimestriel ; la nécessité exige, la crainte presse, la raison exhorte, seule la compassion se récrie : l'argent sera immédiatement saisi pour le service courant avec la promesse solennelle de le restituer sans délai. Il n'en faut pas davantage. Tout l'édifice, déjà chancelant, s'effondre et ensevelit des milliers d'hommes sous ses ruines. Et cela, selon moi, peut être appelé la *mort naturelle* du crédit public car c'est à ce terme qu'il tend naturellement comme un corps animal tend à sa dissolution et sa destruction.

La plupart des hommes sont si dupes que, malgré le violent choc qu'une banqueroute volontaire porterait en ANGLETERRE au crédit public, il ne faudrait probablement pas longtemps pour que le crédit renaisse dans un état aussi florissant qu'auparavant. L'actuel roi de France, durant la dernière guerre, emprunta de l'argent à un taux plus bas que ne le fit jamais son grand-père, et aussi bas que celui du parlement BRITANNIQUE, si l'on compare le taux naturel d'intérêt dans les deux royaumes. Et, bien que les hommes soient plus gouvernés par ce qu'ils ont vu que par ce qu'ils prévoient, quelle que soit la certitude, les promesses, les protestations, les belles apparences, tout cela, avec les attraits de l'intérêt présent, a une influence si puissante que peu sont capables de résister. A toutes les époques, les hommes se font avoir par les mêmes appâts et se font piéger encore et encore par les mêmes ruses. Les sommets de la popularité et du patriotisme sont les sentiers battus qui mènent au pouvoir et la tyrannie, tout comme la flatterie mène à la trahison, les armées de métier au gouvernement arbitraire et la gloire de Dieu à l'intérêt temporel du clergé. La crainte de détruire à jamais le crédit, à supposer que ce soit un mal, est un vain épouvantail. En réalité, un homme prudent préférera prêter à l'Etat dès que nos dettes seront épongées plutôt que maintenant. De la même façon, un fripon riche, même si l'on pense qu'on ne pourra pas l'obliger à payer, est un débiteur préférable à un honnête banquier car le premier, pour continuer ses affaires, peut trouver qu'il est de son intérêt de rembourser ses dettes alors que le deuxième n'en a pas le pouvoir. Le raisonnement de TACITE, qui est éternellement vrai, s'applique très bien au cas présent. *Sed vulgus ad magnitudinem beneficiorum aderat : stultissimus quisque pecuniis mercabatur : apud sapientes cassa habebantur, quæ neque dari neque accipi, salva republica, poterant.* ⁶⁹ L'Etat est un débiteur que personne ne peut forcer à payer. Le seul frein dont les créanciers peuvent bénéficier est l'intérêt qu'il a de conserver son crédit, un intérêt qui peut facilement être contrebalancé par une grande dette, ou par un cas d'urgence extraordinaire et difficile, même en supposant ce crédit irrécouvrable. Sans

---

⁶⁹ Tacite, *Annales*, III,55. (NdT)

mentionner qu'une nécessité présente force souvent l'Etat à prendre des mesures qui, à strictement parler, vont contre son intérêt.

Les deux hypothèses que nous avons supposées ci-dessus sont calamiteuses mais ce ne sont pas les plus calamiteuses. Des milliers d'hommes sont ainsi sacrifiés pour en sauver des millions. Mais il y a toujours le risque de voir des millions sacrifiés à jamais pour en sauver temporairement des milliers.⁷⁰ Notre gouvernement populaire rendra peut-être difficile ou dangereux pour un ministre de risquer un expédient aussi désespéré qu'une banqueroute volontaire. Et, quoique la Chambre des Lords soit entièrement composée de propriétaires terriens et que la Chambre des Communes le soit en grande partie, on ne peut supposer qu'ils aient de grands capitaux dans les fonds publics ; encore que les liens qui unissent les membres aux propriétaires soient assez grands pour les faire adhérer avec plus de ténacité à la confiance publique que ne l'exigent la prudence, la politique ou même la justice. Peut-être aussi nos ennemis extérieurs sont-ils assez habiles pour se rendre compte que notre salut se trouve dans le désespoir et, donc, pour ne nous montrer le danger ouvertement et à visage découvert que quand il sera inévitable. La balance du pouvoir en EUROPE, nos grands-pères, nos pères et nous-mêmes, nous l'avons tous jugée trop inégale pour être maintenue sans notre attention et notre aide. Mais nos enfants, las de cette lutte et entravés par les charges, pourront assister en toute sécurité à l'oppression et à la conquête de leurs voisins

---

⁷⁰ J'ai entendu dire qu'on avait calculé que le nombre de créanciers de l'Etat, natifs et étrangers, ne s'élevait qu'à dix-sept mille. Vu leurs revenus, ils font aujourd'hui bonne figure mais, en cas d'une banqueroute publique, ils tomberaient en un instant au plus bas et seraient les plus misérables. La dignité et l'autorité de la petite et de la grande noblesse foncière sont beaucoup mieux enracinées et rendraient la lutte très inégale si on en venait jamais à cette extrémité. On serait tenté d'assigner à cet événement une date très proche, un demi-siècle, si de telles prophéties, faites par nos pères, n'avaient pas été contredites par la durée de notre crédit public qui dépasse toute attente raisonnable. Chaque année, les astrologues de France prédisaient la mort d'HENRI IV. « Ces compères, avait-il dit, finiront pas avoir raison. » Nous serons donc assez prudents pour ne pas assigner à cet événement une date précise, nous contentant de le signaler en général.

jusqu'à ce que, finalement, leurs créanciers et eux-mêmes se trouvent à la merci du conquérant. Cela, nous pouvons sans impropriété l'appeler la *mort violente* de notre crédit public.

Voilà, semble-t-il, des événements qui ne sont pas très éloignés et que la raison prévoit presque aussi clairement qu'elle prévoit tout ce qui se trouve au sein du temps. Et, bien que les anciens aient soutenu que, pour atteindre le don de prophétie, il fallait une certaine fureur ou folie divine, on peut en toute sécurité affirmer que, pour délivrer de telles prophéties, il ne faut rien de plus que son bon sens et être affranchi de l'influence de la folie et des illusions populaires.

“Of Public Interest”

by David Hume
(1752)

[Retour à la table des matières](#)

IT appears to have been the common practice of antiquity, to make provision, during peace, for the necessities of war, and to hoard up treasures before-hand, as the instruments either of conquest or defence; without trusting to extraordinary impositions, much less to borrowing, in times of disorder and confusion. Besides the immense sums above mentioned, which were amassed by ATHENS, and by the PTOLEMIES, and other successors of ALEXANDER; we learn from PLATO, that the frugal LACEDEMONIANS had also collected a great treasure; and ARRIAN and PLUTARCH take notice of the riches which ALEXANDER got possession of on the conquest of SUSA and ECBATANA, and which were reserved, some of them, from the time of CYRUS. If I remember right, the scripture also mentions the treasure of HEZEKIAH and the JEWISH princes; as profane history does that of PHILIP and PERSEUS, kings of MACEDON. The ancient republics of GAUL had commonly large sums in reserve. Every one knows the treasure seized in ROME by JULIUS CÆSAR, during the civil wars: and we find afterwards, that the wiser emperors, AUGUSTUS, TIBERIUS, VESPASIAN, SEVERUS, etc. always discovered the prudent foresight, of saving great sums against any public exigency.

On the contrary, our modern expedient, which has become very general, is to mortgage the public revenues, and to trust that posterity will pay off the incumbrances contracted by their ancestors: And they, having before their eyes, so good an example of their wise fathers, have the same prudent reliance on *their* posterity; who, at last, from necessity more than choice, are obliged to place the same confidence in a new posterity. But not to waste time in declaiming against a practice which appears ruinous, beyond all controversy; it seems pretty apparent, that the ancient maxims are, in this respect, more prudent than the modern; even though the latter had been confined within some reasonable bounds, and had ever, in any instance, been attended with such frugality, in time of peace, as to discharge the debts incurred by an expensive war. For why should the case be so different between the public and an individual, as to make us establish different maxims of conduct for each? If the funds of the former be greater, its necessary expences are proportionably larger; if its resources be more numerous, they are not infinite; and as its frame should be calculated for a much longer duration than the date of a single life, or even of a family, it should embrace maxims, large, durable, and generous, agreeably to the supposed extent of its existence. To trust to chances and temporary expedients, is, indeed, what the necessity of human affairs frequently renders unavoidable; but whoever voluntarily depend on such resources, have not necessity, but their own folly, to accuse for their misfortunes, when any such befall them.

If the abuses of treasures be dangerous, either by engaging the state in rash enterprizes, or making it neglect military discipline, in confidence of its riches; the abuses of mortgaging are more certain and inevitable; poverty, impotence, and subjection to foreign powers.

According to modern policy war is attended with every destructive circumstance; loss of men, encrease of taxes, decay of commerce, dissipation of money, devastation by sea and land. According to ancient maxims, the opening of the public treasure, as it produced an uncommon affluence of gold and silver, served as a temporary encouragement to industry, and atoned, in some degree, for the inevitable calamities of war.

It is very tempting to a minister to employ such an expedient, as enables him to make a great figure during his administration, without overburthening the people with taxes, or exciting any immediate clamours against himself. The practice, therefore, of contracting debt will almost infallibly be abused, in every government. It would scarcely be more imprudent to give a prodigal son a credit in every banker's shop in London, than to empower a statesman to draw bills, in this manner, upon posterity.

What then shall we say to the new paradox, that public incumbrances, are, of themselves, advantageous, independent of the necessity of contracting them; and that any state, even though it were not pressed by a foreign enemy, could not possibly have embraced a wiser expedient for promoting commerce and riches, than to create funds, and debts, and taxes, without limitation? Reasonings, such as these, might naturally have passed for trials of wit among rhetoricians, like the panegyrics on folly and a fever, on BUSIRIS and NERO, had we not seen such absurd maxims patronized by great ministers, and by a whole party among us.

Let us examine the consequences of public debts, both in our domestic management, by their influence on commerce and industry; and in our foreign transactions, by their effect on wars and negotiations.

Public securities are with us become a kind of money, and pass as readily at the current price as gold or silver. Wherever any profitable undertaking offers itself, how expensive soever, there are never wanting hands enough to embrace it; nor need a trader, who has sums in the public stocks, fear to launch out into the most extensive trade; since he is possessed of funds, which will answer the most sudden demand that can be made upon him. No merchant thinks it necessary to keep by him any considerable cash. Bank stock, or India bonds, especially the latter, serve all the same purposes; because he can dispose of them, or pledge them to a banker, in a quarter of an hour; and at the same time they are not idle, even when in his *scritoire*, but bring him in a constant revenue. In short, our national debts furnish merchants with a species of money, that is continually multiplying in their hands, and produces sure gain, besides the profits of their commerce.

This must enable them to trade upon less profit. The small profit of the merchant renders the commodity cheaper, causes a greater consumption, quickens the labour of the common people, and helps to spread arts and industry throughout the whole society.

There are also, we may observe, in ENGLAND and in all states which have both commerce and public debts, a set of men, who are half merchants, half stock-holders, and may be supposed willing to trade for small profits; because commerce is not their principal or sole support, and their revenues in the funds are a sure resource for themselves and their families. Were there no funds, great merchants would have no expedient for realizing or securing any part of their profit, but by making purchases of land; and land has many disadvantages in comparison of funds. Requiring more care and inspection, it divides the time and attention of the merchant; upon any tempting offer or extraordinary accident in trade, it is not so easily converted into money; and as it attracts too much, both by the many natural pleasures it affords, and the authority it gives, it soon converts the citizen into the country gentleman. More men, therefore, with large stocks and incomes, may naturally be supposed to continue in trade, where there are public debts; and this, it must be owned, is of some advantage to commerce, by diminishing its profits, promoting circulation, and encouraging industry.

But, in opposition to these two favourable circumstances, perhaps of no very great importance, weigh the many disadvantages which attend our public debts, in the whole *interior* œconomy of the state: You will find no comparison between the ill and the good which result from them.

First, It is certain, that national debts cause a mighty confluence of people and riches to the capital, by the great sums levied in the provinces to pay the interest; and perhaps, too, by the advantages in trade above mentioned, which they give the merchants in the capital above the rest of the kingdom. The question is, whether, in our case, it be for the public interest that so many privileges should be conferred on LONDON, which has already arrived at such an enormous size, and seems still encreasing? Some men are apprehensive of the consequences. For my own part, I cannot forbear thinking, that, though the

head is undoubtedly too large for the body, yet that great city is so happily situated, that its excessive bulk causes less inconvenience than even a smaller capital to a greater kingdom. There is more difference between the prices of all provisions in PARIS and LANGUEDOC, than between those in LONDON and YORKSHIRE. The immense greatness, indeed, of LONDON, under a government which admits not of discretionary power, renders the people factious, mutinous, seditious, and even perhaps rebellious. But to this evil the national debts themselves tend to provide a remedy. The first visible eruption, or even immediate danger, of public disorders must alarm all the stockholders, whose property is the most precarious of any; and will make them fly to the support of government, whether menaced by Jacobitish violence or democratical frenzy.

Secondly, Public stocks, being a kind of paper-credit, have all the disadvantages attending that species of money. They banish gold and silver from the most considerable commerce of the state, reduce them to common circulation, and by that means render all provisions and labour dearer than otherwise they would be.

Thirdly, The taxes, which are levied to pay the interests of these debts, are apt either to heighten the price of labour, or be an oppression on the poorer sort.

Fourthly, As foreigners possess a great share of our national funds, they render the public, in a manner, tributary to them, and may in time occasion the transport of our people and our industry.

Fifthly, The greater part of the public stock being always in the hands of idle people, who live on their revenue, our funds, in that view, give great encouragement to an useless and unactive life.

But though the injury that arises to commerce and industry from our public funds, will appear, upon balancing the whole, not inconsiderable, it is trivial in comparison of the prejudice that results to the state considered as a body politic, which must support itself in the society of nations, and have various transactions with other states in wars and negotiations. The ill there is pure and unmixed, without any

favourable circumstance to atone for it; and it is an ill too of a nature the highest and most important.

We have, indeed, been told, that the public is no weaker upon account of its debts; since they are mostly due among ourselves, and bring as much property to one as they take from another. It is like transferring money from the right hand to the left; which leaves the person neither richer nor poorer than before. Such loose reasonings and specious comparisons will always pass, where we judge not upon principles. I ask, Is it possible, in the nature of things, to overburthen a nation with taxes, even where the sovereign resides among them? The very doubt seems extravagant; since it is requisite, in every community, that there be a certain proportion observed between the laborious and the idle part of it. But if all our present taxes be mortgaged, must we not invent new ones? And may not this matter be carried to a length that is ruinous and destructive?

In every nation, there are always some methods of levying money more easy than others, agreeably to the way of living of the people, and the commodities they make use of. In GREAT BRITAIN, the excises upon malt and beer afford a large revenue; because the operations of malting and brewing are tedious, and are impossible to be concealed; and at the same time, these commodities are not so absolutely necessary to life, as that the raising of their price would very much affect the poorer sort. These taxes being all mortgaged, what difficulty to find new ones! what vexation and ruin of the poor!

Duties upon consumptions are more equal and easy than those upon possessions. What a loss to the public, that the former are all exhausted, and that we must have recourse to the more grievous method of levying taxes!

Were all the proprietors of land only stewards to the public, must not necessity force them to practise all the arts of oppression used by stewards; where the absence or negligence of the proprietor render them secure against enquiry?

It will scarcely be asserted, that no bounds ought ever to be set to national debts; and that the public would be no weaker, were twelve

or fifteen shillings in the pound, land-tax, mortgaged, with all the present customs and excises. There is something, therefore, in the case, beside the mere transferring of property from the one hand to another. In 500 years, the posterity of those now in the coaches, and of those upon the boxes, will probably have changed places, without affecting the public by these revolutions.

Suppose the public once fairly brought to that condition, to which it is hastening with such amazing rapidity; suppose the land to be taxed eighteen or nineteen shillings in the pound; for it can never bear the whole twenty; suppose all the excises and customs to be screwed up to the utmost which the nation can bear, without entirely losing its commerce and industry; and suppose that all those funds are mortgaged to perpetuity, and that the invention and wit of all our projectors can find no new imposition, which may serve as the foundation of a new loan; and let us consider the necessary consequences of this situation. Though the imperfect state of our political knowledge, and the narrow capacities of men, make it difficult to foretell the effects which will result from any untried measure, the seeds of ruin are here scattered with such profusion as not to escape the eye of the most careless observer.

In this unnatural state of society, the only persons, who possess any revenue beyond the immediate effects of their industry, are the stock-holders, who draw almost all the rent of the land and houses, besides the produce of all the customs and excises. These are men, who have no connexions with the state, who can enjoy their revenue in any part of the globe in which they chuse to reside, who will naturally bury themselves in the capital or in great cities, and who will sink into the lethargy of a stupid and pampered luxury, without spirit, ambition, or enjoyment. Adieu to all ideas of nobility, gentry, and family. The stocks can be transferred in an instant, and being in such a fluctuating state, will seldom be transmitted during three generations from father to son. Or were they to remain ever so long in one family, they convey no hereditary authority or credit to the possessor; and by this means, the several ranks of men, which form a kind of independent magistracy in a state, instituted by the hand of nature, are entirely lost; and every man in authority derives his influence from the commission alone of the sovereign. No expedient remains for preventing

or suppressing insurrections, but mercenary armies: No expedient at all remains for resisting tyranny: Elections are swayed by bribery and corruption alone: And the middle power between king and people being totally removed, a grievous despotism must infallibly prevail. The landholders, despised for their poverty, and hated for their oppressions, will be utterly unable to make any opposition to it.

Though a resolution should be formed by the legislature never to impose any tax which hurts commerce and discourages industry, it will be impossible for men, in subjects of such extreme delicacy, to reason so justly as never to be mistaken, or amidst difficulties so urgent, never to be seduced from their resolution. The continual fluctuations in commerce require continual alterations in the nature of the taxes; which exposes the legislature every moment to the danger both of wilful and involuntary error. And any great blow given to trade, whether by injudicious taxes or by other accidents, throws the whole system of government into confusion.

But what expedient can the public now employ, even supposing trade to continue in the most flourishing condition, in order to support its foreign wars and enterprizes, and to defend its own honour and interests, or those of its allies? I do not ask how the public is to exert such a prodigious power as it has maintained during our late wars; where we have so much exceeded, not only our own natural strength, but even that of the greatest empires. This extravagance is the abuse complained of, as the source of all the dangers, to which we are at present exposed. But since we must still suppose great commerce and opulence to remain, even after every fund is mortgaged; these riches must be defended by proportional power; and whence is the public to derive the revenue which supports it? It must plainly be from a continual taxation of the annuitants, or, which is the same thing, from mortgaging anew, on every exigency, a certain part of their annuities; and thus making them contribute to their own defence, and to that of the nation. But the difficulties, attending this system of policy, will easily appear, whether we suppose the king to have become absolute master, or to be still controuled by national councils, in which the annuitants themselves must necessarily bear the principal sway.

If the prince has become absolute, as may naturally be expected from this situation of affairs, it is so easy for him to encrease his exactions upon the annuitants, which amount only to the retaining money in his own hands, that this species of property would soon lose all its credit, and the whole income of every individual in the state must lie entirely at the mercy of the sovereign: A degree of despotism, which no oriental monarchy has ever yet attained. If, on the contrary, the consent of the annuitants be requisite for every taxation, they will never be persuaded to contribute sufficiently even to the support of government; as the diminution of their revenue must in that case be very sensible, would not be disguised under the appearance of a branch of excise or customs, and would not be shared by any other order of the state, who are already supposed to be taxed to the utmost. There are instances, in some republics, of a hundredth penny, and sometimes of the fiftieth, being given to the support of the state; but this is always an extraordinary exertion of power, and can never become the foundation of a constant national defence. We have always found, where a government has mortgaged all its revenues, that it necessarily sinks into a state of languor, inactivity, and impotence.

Such are the inconveniencies, which may reasonably be foreseen, of this situation, to which GREAT BRITAIN is visibly tending. Not to mention, the numberless inconveniencies, which cannot be foreseen, and which must result from so monstrous a situation as that of making the public the chief or sole proprietor of land, besides investing it with every branch of customs and excise, which the fertile imagination of ministers and projectors have been able to invent.

I must confess, that there is a strange supineness, from long custom, crept into all ranks of men, with regard to public debts, not unlike what divines so vehemently complain of with regard to their religious doctrines. We all own, that the most sanguine imagination cannot hope, either that this or any future ministry will be possessed of such rigid and steady frugality, as to make a considerable progress in the payment of our debts; or that the situation of foreign affairs will, for any long time, allow them leisure and tranquillity for such an

undertaking. ⁷¹ *What then is to become of us?* Were we ever so good Christians, and ever so resigned to Providence; this, methinks, were a curious question, even considered as a speculative one, and what it might not be altogether impossible to form some conjectural solution of. The events here will depend little upon the contingencies of battles, negotiations, intrigues, and factions. There seems to be a natural progress of things, which may guide our reasoning. As it would have required but a moderate share of prudence, when we first began this practice of mortgaging, to have foretold, from the nature of men and of ministers, that things would necessarily be carried to the length we see; so now, that they have at last happily reached it, it may not be difficult to guess at the consequences. It must, indeed, be one of these two events; either the nation must destroy public credit, or public credit will destroy the nation. It is impossible that they can both subsist, after the manner they have been hitherto managed, in this, as well as in some other countries.

There was, indeed, a scheme for the payment of our debts, which was proposed by an excellent citizen, Mr. HUTCHINSON, above thirty years ago, and which was much approved of by some men of sense, but never was likely to take effect. He asserted, that there was a fallacy in imagining that the public owed this debt; for that really every individual owed a proportional share of it, and paid, in his taxes, a proportional share of the interest, beside the expence of levying these taxes. Had we not better, then, says he, make a distribution of the debt among ourselves, and each of us contribute a sum suitable to his property, and by that means discharge at once all our funds and public mortgages? He seems not to have considered, that the laborious poor pay a considerable part of the taxes by their annual consump-

---

⁷¹ In times of peace and security, when alone it is possible to pay debt, the monied interest are averse to receive partial payments, which they know not how to dispose of to advantage; and the landed interest are averse to continue the taxes requisite for that purpose. Why therefore should a minister persevere in a measure so disagreeable to all parties? For the sake, I suppose, of a posterity, which he will never see, or of a few reasonable reflecting people, whose united interest, perhaps, will not be able to secure him the smallest burrough in ENGLAND. 'Tis not likely we shall ever find any minister so bad a politician. With regard to these narrow destructive maxims of politics, all ministers are expert enough.

tions, though they could not advance, at once, a proportional part of the sum required. Not to mention, that property in money and stock in trade might easily be concealed or disguised; and that visible property in lands and houses would really at last answer for the whole: An inequality and oppression, which never would be submitted to. But though this project is not likely to take place; it is not altogether improbable, that, when the nation becomes heartily sick of their debts, and is cruelly oppressed by them, some daring projector may arise with visionary schemes for their discharge. And as public credit will begin, by that time, to be a little frail, the least touch will destroy it, as happened in FRANCE during the regency; and in this manner it will *die of the doctor*. ⁷²

But it is more probable, that the breach of national faith will be the necessary effect of wars, defeats, misfortunes, and public calamities, or even perhaps of victories and conquests. I must confess, when I see princes and states fighting and quarrelling, amidst their debts, funds, and public mortgages, it always brings to my mind a match of cudgel-playing fought in a *China* shop. How can it be expected, that sovereigns will spare a species of property, which is pernicious to themselves and to the public, when they have so little compassion on lives and properties, that are useful to both? Let the time come (and surely it will come) when the new funds, created for the exigencies of the year, are not subscribed to, and raise not the money projected. Suppose, either that the cash of the nation is exhausted; or that our faith, which has hitherto been so ample, begins to fail us. Suppose, that, in

---

⁷² Some neighbouring states practise an easy expedient, by which they lighten their public debts. The French have a custom (as the Romans formerly had) of augmenting their money; and this the nation has been so much familiarised to, that it hurts not public credit, though it be really cutting off at once, by an edict, so much of their debts. The Dutch diminish the interest without the consent of their creditors, or, which is the same thing, they arbitrarily tax the funds, as well as other property. Could we practise either of these methods, we need never be oppressed by the national debt; and it is not impossible but one of these, or some other method, may, at all adventures, be tried, on the augmentation of our incumbrances and difficulties. But people in this country are so good reasoners upon whatever regards their interests, that such a practice will deceive nobody; and public credit will probably tumble at once, by so dangerous a trial.

this distress, the nation is threatened with an invasion; a rebellion is suspected or broken out at home; a squadron cannot be equipped for want of pay, victuals, or repairs; or even a foreign subsidy cannot be advanced. What must a prince or minister do in such an emergence? The right of self-preservation is unalienable in every individual, much more in every community. And the folly of our statesmen must then be greater than the folly of those who first contracted debt, or, what is more, than that of those who trusted, or continue to trust this security, if these statesmen have the means of safety in their hands, and do not employ them. The funds, created and mortgaged, will, by that time, bring in a large yearly revenue, sufficient for the defence and security of the nation: Money is perhaps lying in the exchequer, ready for the discharge of the quarterly interest: Necessity calls, fear urges, reason exhorts, compassion alone exclaims: The money will immediately be seized for the current service, under the most solemn protestations, perhaps, of being immediately replaced. But no more is requisite. The whole fabric, already tottering, falls to the ground, and buries thousands in its ruins. And this, I think, may be called the *natural death* of public credit: For to this period it tends as naturally as an animal body to its dissolution and destruction.

So great dupes are the generality of mankind, that, notwithstanding such a violent shock to public credit, as a voluntary bankruptcy in ENGLAND would occasion, it would not probably be long ere credit would again revive in as flourishing a condition as before. The present king of FRANCE, during the late war, borrowed money at lower interest than ever his grandfather did; and as low as the BRITISH parliament, comparing the natural rate of interest in both kingdoms. And though men are commonly more governed by what they have seen, than by what they foresee, with whatever certainty; yet promises, protestations, fair appearances, with the allurements of present interest, have such powerful influence as few are able to resist. Mankind are, in all ages, caught by the same baits: The same tricks, played over and over again, still trepan them. The heights of popularity and patriotism are still the beaten road to power and tyranny; flattery to treachery; standing armies to arbitrary government; and the glory of God to the temporal interest of the clergy. The fear of an everlasting destruction of credit, allowing it to be an evil, is a needless bugbear. A prudent man, in reality, would rather lend to the public immediately after

we had taken a sponge to our debts, than at present; as much as an opulent knave, even though one could not force him to pay, is a preferable debtor to an honest bankrupt: For the former, in order to carry on business, may find it his interest to discharge his debts, where they are not exorbitant: The latter has it not in his power. The reasoning of TACITUS, as it is eternally true, is very applicable to our present case. *Sed vulgus ad magnitudinem beneficiorum aderat: Stultissimus quisque pecuniis mercabatur: Apud sapientes cassa habebantur, quæ neque dari neque accipi, salva republica, poterant.* The public is a debtor, whom no man can oblige to pay. The only check which the creditors have upon her, is the interest of preserving credit; an interest, which may easily be overbalanced by a great debt, and by a difficult and extraordinary emergence, even supposing that credit irrecoverable. Not to mention, that a present necessity often forces states into measures, which are, strictly speaking, against their interest.

These two events, supposed above, are calamitous, but not the most calamitous. Thousands are thereby sacrificed to the safety of millions. But we are not without danger, that the contrary event may take place, and that millions may be sacrificed for ever to the temporary safety of thousands. Our popular government, perhaps, will render it difficult or dangerous for a minister to venture on so desperate an expedient, as that of a voluntary bankruptcy. And though the house of Lords be altogether composed of proprietors of land, and the house of Commons chiefly; and consequently neither of them can be supposed to have great property in the funds. Yet the connections of the members may be so great with the proprietors, as to render them more tenacious of public faith, than prudence, policy, or even justice, strictly speaking, requires. And perhaps too, our foreign enemies may be so politic as to discover, that our safety lies in despair, and may not, therefore, show the danger, open and barefaced, till it be inevitable. The balance of power in EUROPE, our grandfathers, our fathers, and we, have all deemed too unequal to be preserved without our attention and assistance. But our children, weary of the struggle, and fettered with incumbrances, may sit down secure, and see their neighbours oppressed and conquered; till, at last, they themselves and their creditors lie both at the mercy of the conqueror. And this may properly enough be denominated the *violent death* of our public credit.

These seem to be the events, which are not very remote, and which reason foresees as clearly almost as she can do any thing that lies in the womb of time. And though the ancients maintained, that in order to reach the gift of prophecy, a certain divine fury or madness was requisite, one may safely affirm, that, in order to deliver such prophecies as these, no more is necessary, than merely to be in one's senses, free from the influence of popular madness and delusion.

Traduction terminée à Dieppe le 26 août 2007
par Philippe Folliot.